GRENADE
SUR GARONNE

2021

Recueil des Actes Administratifs



N°04/ 2021

OCTOBRE à DECEMBRE 2021

Mairie de Grenade – Av. Lazare Carnot – 31330 GRENADE – Tél : 05 61 37 66 00 – Fax : 05 61 82 02 71

SOMMAIRE

DELIBERATIONS

CONSEILS MUNICIPAUX du 09.11.2021 et du 14 décembre 2021		Page
099-2021	Installation d'un conseiller municipal - Actualisation du tableau du Conseil Municipal.	11
100-2021	Remplacement de M. Serge BOISSE et de Mme Françoise CHAPUIS BOISSE, élus démissionnaires, au sein des différentes commissions et représentations extérieures.	13
101-2021	Ressources humaines. Commune de Grenade/Commune d'Ondes – Convention de mise à disposition d'un informaticien (15h annuelles) auprès de la Commune d'Ondes.	17
102-2021	Ressources humaines. Modification du tableau des effectifs.	18
103-2021	Subvention exceptionnelle à l'Association des Commerçants de Grenade.	19
104-2021	PASS 2021-2022 (complément apporté aux délibérations des 06.07.2021 et 14.09.2021)	20
105-2021	PASS 2021-2022. Participation à verser au Cercle Nautique.	21
106-2021	Acquisition amiable du bien cadastré section F n° 220 situé lieu-dit « Croix de Lamouzic » à Grenade.	22
107-2021	Acquisition amiable du bien immobilier cadastré section C n° 759 situé 36, avenue Lazare Carnot à Grenade.	23
108-2021	Création d'un PUMPTRACK. Fonds de concours de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.	25
109-2021	Label « Station Verte ».	26
110-2021	Partenariat entre la Commune de Grenade et l'Association Arbres et Paysages d'Autan (programme « Plant'arbre ») et entre la Commune de Grenade et le Lycée Agricole d'Ondes dans le cadre de la plantation d'une haie champêtre.	28
111-2021	Travaux de réaménagement du Quai de Garonne – Phase 1. Régularisation des écritures comptables.	29
112-2021	Décision modificative n° 05/2021.	31
113-2021	Modification des AP/CP – Année 2021.	32
114-2021	Reclassement dans le réseau routier communal de la section de la RD 2 dénommée « rue Gambetta » et reclassement corrélatif des voies communales « route de la Hille » et sa continuité par « l'Allée Sébastopol » dans le réseau routier départemental sur le territoire de la Commune de Grenade. Approbation de la convention de superposition de gestion sur la future route départementale (RD 2F).	33
115-2021	Eclairage d'un abribus à l'éclairage public.	35
116-2021	Rénovation de 3 massifs d'éclairage situés sur les courts de tennis Avenue de Gascogne.	36

117-2021	Travaux de pose de canalisations d'eaux pluviales rue Chaupy par le SMEA - Réseau 31.	37
118-2021	Rapport d'activité 2020 de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.	39
119-2021	Rapport d'activité 2020 du SDEHG.	40
120-2021	Ressources humaines. Validation du tableau des effectifs au 1er janvier 2022	41
121-2021	Ressources humaines. Modification du tableau des effectifs. -Changement de temps de travail (création/suppression).-Suppression de 2 postes.-Création d'un poste Marchés Publics.	43
122-2021	Ressources humaines. Autorisation de recruter en 2022 un vacataire pour des interventions ponctuelles (ouverture/fermeture des cimetières, jardins, toilettes publiques).	45
123-2021	Ressources humaines. Recrutement d'agents contractuels pour l'année 2022.	46
124-2021	Ressources humaines. Contrat de projet « Chef de Projet Planification urbaine et stratégique » : Création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation de l'opération et recrutement (ARTICLE 3II).	48
125-2021	Ressources humaines. Application des 1607 heures annuelles dans la collectivité depuis 2001 (délibération de confirmation/actualisation du livret du personnel).	50
126-2021	Ressources humaines. Délibération relative à la journée de solidarité.	51
127-2021	Ressources humaines. Délibération fixant les modalités d'exercice du travail à temps partiel.	53
128-2021	Ressources humaines. Délibération relative à la mise en place d'un cycle de travail annualisé.	56
129-2021	Ressources humaines. Délibération relative à l'instauration des heures complémentaires et supplémentaires.	58
130-2021	Avenant à la convention de partenariat entre la Commune de Grenade et le Lycée Agricole d'Ondes dans le cadre de la plantation d'une haie champêtre.	61
131-2021	Dérogation au repos dominical pour les commerces de détail / Année 2022.	62
132-2021	n° 132a-2021 : PASS 2021-2022. Participation à verser à l'association Bushido Karaté Club, à l'association Les Bâtons Garonnais et à l'Ecole de rugby du Grenade Sports + n° 132b-2021 : PASS 2021-2022. Intégration de l'Association KANAHAU TAHIA NUI dans le dispositif du PASS.	64
133-2021	Convention tripartite de partenariat entre le Collège Grand Selve, la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale et la Commune de Grenade / Projets d'éducation artistique et culturelle de l'Académie de Toulouse.	65
134-2021	Tarifs communaux applicables à compter du 01.01.2022.	66
135-2021	Reprise de provisions.	67
136-2021	Constitution de provisions pour créances douteuses.	69

137-2021	Avance sur subvention au profit du C.C.A.S.	72
138-2021	Décision modificative n° 06/2021.	73
139-2021	Modification des AP/CP – Année 2021.	74
140-2021	Travaux de réaménagement du Quai de Garonne - Phase 1. Régularisation des écritures comptables. Délibération annulant et remplaçant la délibération n° 111-2021 du 09.11.2021.	75
141-2021	Atlas de la Biodiversité Communale : signature de l'annexe annuelle 2022 à la convention-cadre avec Nature En Occitanie.	77
142-2021	Atlas de la Biodiversité Communale : signature de la convention-cadre avec le Conservatoire des Espaces Naturels et de son annexe.	78
143-2021	Opération « Réhabilitation de la remise Serres - Extension de la Maison des projets ». Inscription dans le cadre du Contrat de Relance et de Transition Ecologique des Hauts Tolosans. Demande de subvention à l'Etat et à la Région.	80
144-2021	Programme d'investissement routier 2022 du Département.	82
145-2021	Aménagement paysager de l'îlot central du giratoire situé « Portes de Save ». Signature d'une convention entre le Conseil Départemental 31 et la Commune de Grenade ayant pour objet d'autoriser la réalisation d'un aménagement paysager par la Commune et d'en définir les conditions de gestion ultérieure sur les dépendances du giratoire RD29/RD29A.	83
146-2021	Avis sur la demande de permis de construire portant sur le projet photovoltaïque « Au Pont et Castelet » à Saint-Caprais et décision d'engager une procéder de « Mise En Compatibilité du Document d'Urbanisme » (MECDU).	84
DECISIONS		
044-2021	"Avenant n°1 au marché n° 21-F-03-S « Services de télécommunications voix et données -	88
045-2021	Vente de ferraille à la Société DECONS SAS.	89
046-2021	Modification de la décision n° 43/2021 du 30.09.2021 relative à l'attribution du marché : « Groupement de commandes : mise en concurrence des contrats d'assurances » (21-F-15-S) 5 lots.	89
047-2021	Avenant n° 1 au marché « Maitrise d'œuvre pour l'aménagement de la remise Serres à Grenade sur Garonne » (21-I-17-MO).Fixation du coût prévisionnel définitif des travaux et du forfait de rémunération définitive du maitre d'œuvre du marché.	91
048-2021	Tarifs de remise en vente de 5 concessions ayant fait l'objet d'une reprise.	92
049-2021	Cession d'un projecteur numérique à l'association Grenade Cinéma	93
050-2021	Vente de ferraille à la société SAS DECONS OCCITANIE.	94
051-2021	Création d'un Pumptrack. Demande d'aide financière au dispositif LEADER.	95

052-2021	Encaissement d'un chèque de 273,83 € émis par Mme POZZESSERE J. en dédommagement de dégradations commises lors d'une location de salle.			96
053-2021	Attribution de l'accord cadre à bons de commande n° 21-F-21-S « Location et maintenance de photocopieurs numériques multifonctions ».			97
054-2021	Aménagement paysager du giratoire situé Portes de Save. Mécénat de compétence de la Société LABEDAN CONSTRUCTIONS.			98
ARRETES PERMANENTS				
038-2021	Arrêté règlementant l'accès et l'utilisation de la piste de roller située Chemin de la Hille à Grenade	12/10/2021	AG	99
039-2021	Autorisation de travaux dans ERP:La Boutique du menuisier Mr LARAUE Stéphane-(changement de destination d'un entrepôt en commerce)	09/11/2021	Urba	101
040-2021	Autorisation de travaux danbns 1 ERP: Extension d'un local commercial VIENNE Jérôme	09/11/2021	Urba	102
041-2021	Autorisation de travaux dans un ERP:SCI LES ACACIAS-POUGET Anne	24/12/2021	Urba	103
ARRETES TEMPORAIRES				
356-2021	Circulation/stationnement- Rue Castelbajac - DELAMPLE/SIGNATURE.	04/10/2021	ODP	104
357-2021	Stationnement- 56 rue Pérignon- LES DEMENENAGEMENTS DETROIT T.	04/10/2021	ODP	106
358-2021	Stationnement- 59 rue de la République- ARKHIDEA.	04/10/2021	ODP	108
359-2021	Stationnement- 1 rue Gambetta - SARL LEVERT LES DEMENAGEURS BRETIONS	04/10/2021	ODP	111
360-2021	ODP- 35 rue de la République- 55 rue de la République- boutique Place Demarke la p'tite boutique d'Edwige.	04/10/2021	ODP	113
361-2021	stationnement- 11 rue Gambetta Laurane GENDRE	04/10/2021	ODP	116
362-2021	Circulation et stationnement- rue Chaupy - EIFFAGE/CCHT.	05/10/2021	ODP	119
363-2021	Stationnement- 2 rue Kléber - Mme WARNET.	05/10/2021	ODP	121
364-2021	stationnement- 48 rue Victor Hugo - MAUPOU.	05/10/2021	ODP	123
365-2021	stationnement- Rue Pérignon (Angle rue de la République) - M. OUALLI./SYMPHONIE	05/10/2021	ODP	126
366-2021	Débit de boissons On y dance salle des fetes 6 novembre 2021. fait par Thierry.M	06/10/2021	PM	128
367-2021	circulation/stationnement- 23 Allées Alsace Lorraine BOUYGUES TELECOM	06/10/2021	ODP	129
368-2021	débit de boissons AAPPMA enduro carpes 14, 15, 16, 17 octobre 2021 rond de save. fait par Thierry.M	06/10/2021	PM	132

369-2021	ODP bord de Save - association AAPMA (la peche)	08/10/2021	ODP	134
370-2021	Débit de boissons loto de la FNACA 19.12.21 salle Jean MERMOZ. Fait par Thierry.M	13/10/2021	PM	136
371-2021	Débit de boissons loto de la FNACA 13.03.2022 salle Jean MERMOZ. Fait par Thierry.M	13/10/2021	PM	138
372-2021	Débit de boissons hippodrome de Marianne, courses hippique du 24 Octobre 2021. Fait par Thierry.M	13/10/2021	PM	139
373-2021	Débit de boissons hippodrome de Marianne, courses hippique du 07 Novembre 2021. Fait par Thierry.M	13/10/2021	PM	140
374-2021	Circulation /stationnement 13 ALLEES ALSACE LORRAINE - MRC HOME RENOVATIION.	13/10/2021	ODP	142
375-2021	stationnement- 3 rue Gambetta . DEPRET	13/10/2021	ODP	144
376-2021	Occupation du domaine public- M. CEBRIAN - animation cyclomoteur/moto - 31 rue Gambetta	14/10/2021	ODP	147
377-2021	Occupation du Domaine Public- BROCANTE- M. ELMI.	14/10/2021	ODP	148
378-2021	circulation/stationnement- rue Victor Hugo- DELAMPLE.- SIGNATURE.	14/10/2021	ODP	151
379-2021	circulation Stationnement- Rues des Jardins, marceau, avenue Lazare Carnot- EOS SEVA.	14/10/2021	ODP	153
380-2021	stationnement- 22 rue Lafayette - SARL SEBADEM/DEMECO/	14/10/2021	ODP	154
381-2021	Stationnement 38B rue Hoche - FIORITO Christian (entreprise)	14/10/2021	ODP	154
382-2021	Circulation - 58à75 rue de la République FREE.	14/10/2021	ODP	159
383-2021	stationnement 75/77 rue Gambetta M.SORIANO	14/10/2021	ODP	161
384-2021	circulation/stationnement- 13 rue de l'Egalité CUBERO/VALDIGUIE	14/10/2021	ODP	163
385-2021	Stationnement-échafaudage- 64 rue Victor Hugo BERTRAND.	14/10/2021	ODP	166
386-2021	Stationnement (échafaudage) - 22 rue Cazalès/rue Hoche) M. DUFFAUT entreprise FRANCHINI J.Marc	14/10/2021	ODP	168
387-2021	débit de boissons Multimusique 27 novembre 2021 salle des fetes. Fait par Thierry.M	15/10/2021	PM	170
388-2021	ENEDIS/ AVENUE DU PRST KENNEDY (N°35/Dossier VIENNE)	19/10/2021	ODP	172
389-2021	Circulation alternat feu- Avenue du 22 septembre ETE RESEAUX/ORANGE	19/10/2021	ODP	174
390-2021	Stationnement- rue Gambetta (entre rue Egalité et rue Castelbajac)- MAIRIE DE GRENADE.	19/10/2021	ODP	175
391-2021	Stationnement- rue de la République (entre Gambetta et Pérignon)- MAIRIE DE GRENADE.	19/10/2021	ODP	177
392-2021	Circulation: rue Pérignon (entre République et Castelbajac) CCHT.	19/10/2021	ODP	178

393-2021	stationnement 93 rue de la République- QUESSADA/Mas	19/10/2021	ODP	180
394-2021	Stationnement 1 rue Gambetta - SARL LEVERT les déménageurs bretons	19/10/2021	ODP	182
395-2021	Stationnement/circulation- rue de l'Egalité - CHANTIER VOIRIE-ENTREPRISE SOCAT.	22/10/2021	ODP	185
396-2021	Stationnement- 52 rue Gambetta - KIEFFER	22/10/2021	ODP	188
397-2021	stationnement- 34A rue de la République- M. RINO	22/10/2021	ODP	190
398-2021	Circulation Alternat - cours Valmy - Ent. SOCAT	22/10/2021	ODP	193
399-2021	ODP- COLLEGE GRAND SELVE- espace Communal - CORES SAS	25/10/2021	ODP	195
400-2021	Circulation/stationnement- RD17/Rond point/Quai de Garonne-LUMIPLAN	26/10/2021	ODP	197
401-2021	Circulation/stationnement- 27 rue Gambetta- GFO/CIRCET FIBRE 31-	26/10/2021	ODP	199
402-2021	ODP LE JARDIN D'OYA (Fleuriste) 39 RUE GAMBETTA	26/10/2021	ODP	201
403-2021	Stationnement LAPARCERIE - 17 rue de la République	27/10/2021	ODP	206
404-2021	Débit de boissons Patch et broderie salle des fetes 18.19.20 novembre 2021 salle des fetes. fait par Thierry.M	28/10/2021	PM	204
405-2021	Stationnement- 47 rue de la République- AMILHAT	04/11/2021	ODP	210
406-2021	Cours Valmy - circulation /stationnement RESEAU 31/SMEA/ SOCAT.	05/11/2021	ODP	213
407-2021	Autorisation occupation trottoir pour installation Droguerie 1 rue Gambetta	08/11/2021	ODP	215
408-2021	Circulation/stationnement 59 rue Roquemaurel DEBELEC	10/11/2021	ODP	217
409-2021	Stationnement- RD17 (bas côté quai de Garonne) DEBELEC/ENEDIS	10/11/2021	ODP	219
410-2021	ODP/Stationnement- SALON FARANDOLE DES PASSIONS CREATIVES- PARVIS SALLE DES FETES- ASSOCIATION PATCH ET BRODERIE EN FOLIE.	10/11/2021	ODP	222
411-2021	stationnement- 48 rue Victor Hugo- M. MAUPOU.	15/11/2021	ODP	225
412-2021	Stationnement- 54 rue Castelbajac- EURL DELALLEAU ET FILS.	15/11/2021	ODP	227
413-2021	stationnement- chantiers ponctuels- intervention pour le SDEHG, entreprise mandatée.-	15/11/2021	ODP	229
414-2021	circulation rue de l'Egalité N° 13- ENEDIS/DEBELEC	15/11/2021	ODP	231
415-2021	stationnement 30 rue Marceau - M. PETIT.	15/11/2021	ODP	233
416-2021	Stationnement- 8 avenue Lazare Carnot - GAREL	15/11/2021	ODP	235
417-2021	Stationnement- 60 rue de la République- ADS PACA.	15/11/2021	ODP	238

418-2021	Stationnement- 2 rue Roquemaurel - NORMHABITAT	15/11/2021	ODP	240
419-2021	Stationnement- 38 rue de la République- Canada Melissa	15/11/2021	ODP	243
420-2021	stationnement- rue Cazalès/Roquemaurel- M. PREVOST.	15/11/2021	ODP	245
421-2021	circulation/stationnement- MARCHE du VENDREDI 24/12/2021	15/11/2021	ODP	248
422-2021	Débit de boissons comité d'animation marché de noel le 12 décembre 2021 sous la halle. Fait par M.Thierry	16/11/2021	PM	249
423-2021	Stationnement 2O rue Lafayette - EURL DELALLEAU ET FILS	16/11/2021	ODP	251
424-2021	Circulation/stationnement - Marché du samedi 4 décembre 2021- Mairie- Rue de la République (entre rues Gambetta/Pérignon).	16/11/2021	ODP	253
425-2021	Occupation du domaine public- marché de Noel - Halle - comité d'animation	16/11/2021	ODP	255
426-2021	Circulation/stationnement- 59 rue Roquemaurel DEBELEC/ENEDIS	16/11/2021	ODP	257
427-2021	circulation/stationnement- rue de la République, Gambetta, Contre Allées Halle MAIRIE DE GRENADE pour AD'VITAM PRODUCTION	16/11/2021	ODP	259
428-2021	Occupation du domaine public- HALLE /CONTRE ALLEES (côté rue del a République/Gambetta) AD VITAM PRODUCTION.	16/11/2021	ODP	261
429-2021	Stationnement 59 rue de la République - SARL ARKHIDEA	16/11/2021	ODP	264
430-2021	Circulation/stationnement- 64C rue de la République "Péril Imminent"	19/11/2021	ODP	266
431-2021	arrete péril imminent 64C rue de la République- CUBERO.	19/11/2021	ODP	268
432-2021	stationnement 1 rue Paul Bert - Circet /Fibre 31.	22/11/2021	ODP	270
433-2021	ciculation /stationnement- 18 rue Egalité - ETS VITELLIN	23/11/2021	ODP	272
434-2021	Circulation- COURS VALMY (au niveau rue Egalité) CIRCET FIBRE 31	23/11/2021	ODP	274
435-2021	Circulation- 23 Allées Alsace Loraine BOUYGUES TELECOM	23/11/2021	ODP	276
436-2021	Occupation du Domaine Public - RD2/ (M. Bricolage/Bengali) SCAM/SURVEY/TEREGA.	23/11/2021	ODP	277
437-2021	stationnement- parkings, cours Valmy, rue de Belfort, école les Garosses st Caprais- ECO.VA.NA. travaux élagages.	23/11/2021	ODP	281
438-2021	stationnement- en face le N° 1O rue Cazales - BOCK/CUBERO.	23/11/2021	ODP	283
439-2021	Stationnement- rue Cazalès- (en face N° 10) CUBERO/BOCK.-	23/11/2021	ODP	285
440-2021	Débit de boissons courses hippiques hippodrome de marianne le 5 décembre 2021.Fait par M.Thierry	24/11/2021	PM	286
441-2021	Débit de boissons courses hippiques hippodrome de marianne le 12 décembre 2021.Fait par M.Thierry	24/11/2021	PM	287

442-2021	Débit de boissons courses hippiques hippodrome de marianne le 19 décembre 2021.Fait par M.Thierry	24/11/2021	PM	288
443-2021	Arrêté prononçant la fermeture provisoire au public de l'église de St Caprais pour des raisons de sécurité.	25/11/2021	AG	289
444-2021	circulation/stationnement 26 et 26B rue Gambetta MAIRIE DE GRENADE pour ALTIORE CONCEPT. (fit cross).	25/11/2021	ODP	290
445-2021	Arrêté municipal n° 445 / 2021portant sur la règlementation de l'utilisation des terrains de football de Carpente..	26/11/2021	Sports	291
446-2021	Circulation, stationnement, occupation du domaine public- portion rues, République, Gambetta, Mairie de Grenade/ AD VITAM PRODUCTION	29/11/2021	ODP	292
447-2021	Occupation du domaine public- une partie de la Halle- Mairie-AD VITAM PRODUCTION	29/11/2021	ODP	294
448-2021	circulation restreinte rues Gambetta/République- STM/ (illumination de Noël)	29/11/2021	ODP	297
449-2021	Arrêté municipal n° 449 / 2021 portant sur la règlementation de l'utilisation des terrains de football de Carpenté	02/12/2021	Sports	299
450-2021	Occupation du domaine public - rue Gambetta entre le N° 47 et le N°53- animation marché de Noël des enfants. Association des commerçants et Mairie.	07/12/2021	ODP	300
451-2021	circulation/stationnement - portion rue Gambetta (entre rue de la République et rue Cazalès)- Association des commerçants/Mairie de Grenade - marché de Noël des enfants. -	07/12/2021	ODP	302
452-2021	Ciruculation/stationnement - Rues Castelbajac (entre Roquemaurel et Victor Hugo), République (sur 10 métres envirion au niveau del a parcelle section C 1755). ETS CHEVRIN-GELI pour la Mairie de Grenade.	07/12/2021	ODP	304
453-2021	Stationnement, circulation ODP- rue Gambetta (entre rue Egalité et rue Castelbajac)- MAIRIE DE GRENADE, marché de Noel	08/12/2021	ODP	306
454-2021	Circulation - feu homologués- cours Valmy - CIRCET	09/12/2021	ODP	308
455-2021	Arrêté municipalportant sur la règlementation de l'utilisation des terrains de football de Carpente.	09/12/2021	Sports	309
456-2021	Occupation du Domaine Public- MAIRIE DE GRENADE- rond point "Guiraudis".	09/12/2021	ODP	310
457-2021	Circulation/stationnement- rond point "Guiraudis" LABEDAN.	09/12/2021	ODP	312
458-2021	stationnement 8 rue Gambetta M. BLAZESEWSKI -	09/12/2021	ODP	313
459-2021	stationnement- 20 rue Lafayette - DELALLEAU	09/12/2021	ODP	316
460-2021	Arrêté municipal portant sur la règlementation de l'utilisation des terrains de rugby de Jean-Marie FAGES	10/12/2021	Sports	318

461-2021	stationnement- 42 rue Roquemaurel - M. Cédric Daniel	13/12/2021	ODP	319
462-2021	stationnement/circulation 3 Rue Gambetta TM2S.	14/12/2021	ODP	321
463-2021	Stationnement - rue de la République N° 63 GFO/CIRCET FIBRE 31	14/12/2021	ODP	324
464-2021	stationnement- 17 rue Roquemaurel - EIRL GV RENOVATION DE L'HABITAT.	14/12/2021	ODP	326
465-2021	Stationnement/circulation,- 14 rue Roquemaurel GFO/CIRCET FIBRE 31.	14/12/2021	ODP	329
466-2021	Stationnement/circulation 27 rue Gambetta- TELECOM 31/CIRCET.	14/12/2021	ODP	331
467-2021	Arrêté mettant fin à la fermeture provisoire au public de l'église de St Caprais pour des raisons de sécurité.	15/12/2021	AG	333
468-2021	staionnement/circulation- 54 rue de la République - GFO/CIRCET.	16/12/2021	ODP	334
469-2021	stationnement- 11 rue Gambetta- Gendre Laurane	16/12/2021	ODP	336
470-2021	circulation/stationnement- rues Castelbajac, Victor Hugo, Gambetta ENGIE/ENEDIS/INEO	16/12/2021	ODP	339
471-2021	Débit de boissons courses pédestre Enfile tes baskets 18 juin 2022	16/12/2021	PM	341
472-2021	Circulation/stationnement Avenue du Prst Kennedy FOURNIE GROSPAUX RESEAUX	17/12/2021	ODP	342
473-2021	Arrêté n° 473/2021 modifiant l'arrêté n° 294/2021 du 02.09.2021 portant sur la modification des horaires de pause méridienne au sein des écoles maternelles La Bastide et JC Gouze, les lundis, mardis, jeudis et vendredis	21/12/2021	AG	344
474-2021	Circulation stationnement- Avenue de Guiraudis N° 19 - BOUYGUES E&S /GRDF	21/12/2021	ODP	345
475-2021	Déménagement- 17 rue Roquemaurel - M.LEBON	21/12/2021	ODP	347
476-2021	circulation/statinonnement rue Castelbajac (entre rues Gambetta/Victor Huog) - DEBELEC /ENEDIS (derc)	21/12/2021	ODP	349
477-2021	circulation stationnement- St Caprais RD2O/rue des bains romains- EIFFAGE/CCHT	22/12/2021	ODP	351
478-2021	Circulation/stationnement Chemin Piquette/rue Métairie Foch - EIFFAGE/CCHT.	22/12/2021	ODP	352
479-2021	circulation/stationnement- rue Chaupy - EIFFAGE/CCHT	22/12/2021	ODP	354
480-2021	Circulation/stationnement- 83 rue de la République GFO/CIRCET FIBRE 31	22/12/2021	ODP	356
481-2021	Circulation/stationnement- rues Iéna, Cazalès, - FIBRE 31 /CIRCET et sous-traitants.	28/12/2021	ODP	358
482-2021	circulation/stationnement - 23 Allées Alsace Lorraine- BOUYGUES TELEOCM pour la FIBRE	28/12/2021	ODP	360

DELIBERATIONS

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 99-2021 - Installation d'un conseiller municipal - Actualisation du tableau du Conseil Municipal.

M. le Maire indique que par courriers en date du 27.09.2021, M. Serge BOISSE et Mme Françoise CHAPUIS BOISSE ont fait part de leur démission du Conseil Municipal.

Selon les dispositions de l'article L.2121-4-2° du Code Général des Collectivités Territoriales, ces démissions sont devenues effectives dès leur réception en Mairie, soit le 29.09.2021.

Par ailleurs en vertu de l'article L.270 du Code Électoral, le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit. Ainsi, à compter du 29.09.2021, **M. Pascal POCHON,** premier des candidats non élus de la liste « Tous unis pour Grenade et Saint-Caprais » occupe le siège devenu vacant à cette date.

Tenant compte que l'ensemble des membres de l'unique liste de candidats dénommée « Tous unis pour Grenade et Saint-Caprais » ont tous été élus, **le caractère incomplet de l'assemblée est constaté ; le Conseil Municipal ne comprend plus désormais que vingt-huit conseillers municipaux** sur les vingt-neuf règlementaires.

Les élus prennent acte du tableau actualisé du Conseil Municipal tel que joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

(Annexe à la délibération n° 99-2021 du 09.11.2021)

TABLEAU ACTUALISE DU CONSEIL MUNICIPAL

1	Maire	DELMAS	Jean-Paul
2	1 er Adjoint	MOREL CAYE	Françoise
3	2ème Adjoint	NAPOLI	François
4	3ème Adjoint	BOULAY	Dominique
5	4ème Adjoint	VIDONI-PERIN	Thierry
6	5ème Adjoint	TAURINES	Anna
7	Conseillère municipale	AUREL	Josie
8	Conseiller municipal	LOQUET	Pierre
9	Conseiller municipal	CAUBET	Christian
10	Conseillère municipale	D'ANNUNZIO	Monique
11	Conseiller municipal	MONBRUN	René
12	Conseillère municipale	GENDRE	Claudie
13	Conseillère municipale	BRIEZ	Dominique
14	Conseiller municipal	BEN AÏOUN	Henri
15	Conseillère municipale	MERLO SERVENTI	Catherine
16	Conseiller municipal	BOURBON	Philippe
17	Conseiller municipal	PEEL	Laurent
18	Conseillère municipale	MOREEL	Valérie
19	Conseiller municipal	DOUCHEZ	Dominique
20	Conseiller municipal	XILLO	Michel
21	Conseillère municipale	MANZON	Sabine
22	Conseiller municipal	MARTINET	Florent
23	Conseillère municipale	IBRES	Laetitia
24	Conseillère municipale	GARCIA	Hélène
25	Conseiller municipal	MILLO-CHLUSKI	Romain
26	Conseillère municipale	VIDAL	Aurélie
27	Conseillère municipale	LOUGE	Monique
28	Conseiller municipal	POCHON	Pascal
29	----	---	---

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 100-2021 - Remplacement de M. Serge BOISSE et de Mme Françoise CHAPUIS BOISSE, élus démissionnaires, au sein des différentes commissions et représentations extérieures.

M. le Maire explique que suite à la démission de M. Serge BOISSE et Mme Françoise CHAPUIS BOISSE, il convient de procéder à leur remplacement au sein des différents commissions et représentations extérieures.

1) Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 25 voix pour et une abstention (Mme TAURINES), désigne :

De désigner :	*En qualité de :*	*En remplacement de :*	*Nouvelle composition :*
Anna TAURINES	**Membre de la Commission Communale des Finances**	Serge BOISSE	**Commission Communale des Finances** Président : Jean-Paul DELMAS Membres : Françoise MOREL CAYE Anna TAURINES Josie AUREL Catherine MERLO SERVENTI Valérie MOREEL Michel XILLO

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, désigne :

De désigner :	*En qualité de :*	*En remplacement de :*	**Nouvelle composition :**
Valérie MOREEL	**Membre du Conseil d'Administration du CCAS** **(Centre Communal d'Action Sociale)**	Françoise CHAPUIS BOISSE	**Liste des élus siégeant au CA du CCAS :** Président : Jean-Paul DELMAS Membres désignés par le CM : François NAPOLI, Henri BEN AÏOUN, Laurent PEEL, Josie AUREL, Aurélie VIDAL, Valérie MOREEL.
Pascal POCHON	**Délégué suppléant au Syndicat des Eaux du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours**	Françoise CHAPUIS BOISSE	**Délégués au Syndicat des Eaux du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours :** Déléguée titulaire : Monique D'ANNUNZIO Délégué suppléant : Pascal POCHON
Valérie MOREEL	**Déléguée de la Commune au Comité Technique d'Usagers du Centre Social**	Françoise CHAPUIS BOISSE	**Déléguée de la Commune au Comité Technique d'Usagers du Centre Social :** Valérie MOREEL
François NAPOLI	**Délégué de la Commune au CNAS (Comité National des Œuvres Sociales)**	Françoise CHAPUIS BOISSE	**Délégué de la Commune au CNAS :** François NAPOLI

3) Le Conseil Municipal, prend acte :

➢ **Concernant la Commission de Délégation de Service Public :**

Le 3ème alinéa du III de l'article 22 du Code des Marchés Publics (CMP) dispose qu' « il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier ». Ce même article prévoit néanmoins, à l'alinéa suivant, qu' « il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit ».

Mme Anna TAURINES, 1ère suppléante inscrite sur la même liste, **devient membre titulaire de la Commission de Délégation de Service Public** (en remplacement de Françoise CHAPUIS BOISSE).

Pour rappel, composition de la CDSP avant la démission de M. et Mme BOISSE	***Nouvelle composition de la CDSP***
Président : Jean-Paul DELMAS Titulaires : Thierry VIDONI PERRIN François NAPOLI Françoise CHAPUIS BOISSE Laurent PEEL Dominique DOUCHEZ Suppléants : Anna TAURINES Serge BOISSE René MONBRUN Josie AUREL Romain MILLO-CHULSKI	Président : Jean-Paul DELMAS Titulaires : Thierry VIDONI PERRIN François NAPOLI Laurent PEEL Dominique DOUCHEZ Anna TAURINES Suppléants : René MONBRUN Josie AUREL Romain MILLO-CHULSKI

➢ **Concernant le Conseil Communautaire :**

Lorsqu'un siège de conseiller communautaire devient vacant, il est pourvu par le candidat de même sexe, élu conseiller municipal, suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller communautaire a été élu (L.273-10 du Code Electoral).

Quand il n'y a plus de candidat élu conseiller municipal sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire, il est fait appel au 1er conseiller municipal de même sexe sur la liste des conseillers municipaux non conseiller communautaire.

En cas d'impossibilité de pourvoir à la vacance, faute de conseiller municipal remplissant les conditions précitées, le poste reste vacant jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal.

Dans le cas d'espèce, l'élu démissionnaire, M. Serge BOISSE était élu conseiller municipal et sur la liste des conseillers communautaire de la liste «« Tous unis pour Grenade et Saint-Caprais ». Cette liste a été élue au 1er tour lors du renouvellement général. Le conseiller municipal suivant sur la liste des communautaire appartenant à cette liste est M. Romain MILLO CHLUSKI qui a fait savoir qu'il ne souhaitait pas siéger en tant que conseiller communautaire. Dans la mesure où il n'y a pas d'autre homme sur la liste des conseillers communautaires de la liste "Tous unis pour Grenade et Saint-Caprais". Il a été fait appel au 1er conseiller municipal de même sexe sur la liste, non conseiller communautaire, à savoir **M. Thierry VIDONI-PERRIN** qui a accepté le siège.

Pour rappel, liste des conseillers communautaires avant la démission de M. Serge BOISSE	***Nouvelle liste des conseillers communautaires***
Jean-Paul DELMAS Françoise MOREL CAYE François NAPOLI Dominique BOULAY Pierre LOQUET Claudie GENDRE Florent MARTINET Valérie MOREEL Laurent PEEL Hélène GARCIA Serge BOISSE Monique D'ANNUNZIO <u>Suppléants</u> : Romain MILLO-CHLUSKI Catherine SERVENTI	Jean-Paul DELMAS Françoise MOREL CAYE François NAPOLI Dominique BOULAY Pierre LOQUET Claudie GENDRE Florent MARTINET Valérie MOREEL Laurent PEEL Hélène GARCIA Thierry VIDONI-PERRIN Monique D'ANNUNZIO <u>Suppléante</u> : Catherine SERVENTI

➢ **Concernant le Conseil d'Administration et le Conseil de Vie de l'EHPAD St Jacques :**

Il est rappelé qu'il s'agit d'une désignation du Maire et non du Conseil Municipal.

M. le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a désigné **Mme Valérie MOREEL** pour représenter la Commune de Grenade au sein du Conseil d'Administration et du Conseil de Vie de l'EHPAD St Jacques, en remplacement de Mme Françoise CHAPUIS BOISSE.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 101-2021 - Ressources humaines.

Commune de Grenade/Commune d'Ondes – Convention de mise à disposition d'un informaticien (15 h. annuelles) auprès de la Commune d'Ondes.

Contexte juridique

Conformément à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (articles 61 à 63), une commune peut mettre à disposition d'une autre collectivité, un agent individuellement.

L'objectif étant le partage des ressources humaines afin de mettre en commun les qualifications et l'expertise utiles aux deux entités.

Conformément à l'article 2 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, les deux entités doivent conclure une convention de mise à disposition.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que sur demande de la Commune d'Ondes, depuis le 1er septembre 2015, la Commune de Grenade met à disposition de la Commune d'Ondes un fonctionnaire territorial, sur la base de 15 heures par an, pour une durée de 3 ans.

Considérant que cette mise à disposition est intervenue par convention suite à l'accord préalable de l'agent concerné,

Considérant le 1er renouvellement de cette mise à disposition à compter du 1er septembre 2018 pour une durée de trois ans, renouvelable par période de trois ans par reconduction expresse, à hauteur de 15 heures annuelles.

Considérant le renouvellement de cette mise à disposition, sollicité par la Commune de Ondes

Considérant l'accord écrit de l'intéressé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **autorise Monsieur le Maire à renouveler cette mise à disposition et à signer la convention ci-jointe avec la Commune d'Ondes et tous avenants afférents.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 102-2021 - Ressources humaines.

Modification du tableau des effectifs.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de créer les 3 postes suivants,

à compter du 1er janvier 2022 :

Sur le service Affaires Scolaires :

- un Adjoint Technique, à temps complet,

- un Adjoint Technique, à temps non complet (28/35h),

Sur les services Affaires Scolaires/Communication-Culture :

un Adjoint Technique, à temps non complet (31/35h).

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 103-2021 - Subvention exceptionnelle à l'Association des Commerçants de Grenade.

Sur proposition de M. le Maire,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

décide d'accorder à l'Association des Commerçants de Grenade, une subvention exceptionnelle d'un montant total de 672€, pour l'organisation du marché des « producteurs » du mercredi, au cours de l'année 2020 (période du 27.05.2020 au 16.09.2020) et au cours de l'année 2021 (période du 02.06.2021 au 15.09.2021). Le montant de la subvention équivaut au total des droits de place encaissés par la régie municipale à cette occasion (357€ en 2020 et 315€ en 2021).

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 104-2021 - PASS 2021-2022 (complément apporté aux délibérations des 06.07.2021 et 14.09.2021).

M. le Maire rappelle que par délibérations du 06.07.2021 et du 14.09.2021, le Conseil Municipal a approuvé les termes de la convention PASS 2021/2022, ainsi que les activités et tarifs à conventionner avec les associations partenaires du dispositif. Il propose au Conseil Municipal de compléter ces délibérations en validant une activité et un tarif supplémentaire pour le **Foyer Rural de Grenade,** soit :

	Catégorie	*Taux de prise en charge*	*Tarif de l'association par an*	*Tarif retenu pour calcul participation Commune par an*	*montant à payer par la famille par an*	*participation de la Commune par an*
Eveil Corporel (3/4 ans)	**Cat. A**	80%	220 €	199 €	**60 €**	**160 €**
	Cat. B	60%	220 €	199 €	**100 €**	**120 €**
	Cat. C	40%	220 €	199 €	**140 €**	**80 €**
	Cat. D	20%	220 €	199 €	**180 €**	**40 €**
Eveil Corporel (4/5 ans)	**Cat. A**	80%	240 €	199 €	**80 €**	**160 €**
	Cat. B	60%	240 €	199 €	**120 €**	**120 €**
	Cat. C	40%	240 €	199 €	**160 €**	**80 €**
	Cat. D	20%	240 €	199 €	**200 €**	**40 €**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, donne son accord.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 105-2021 - PASS 2021-2022. Participation à verser au Cercle Nautique.

M. le Maire rappelle qu'une convention de partenariat a été signée avec le Cercle Nautique, dans le cadre du PASS, pour la période du 01.09.2021 au 31.08.2022, suite à la délibération du Conseil Municipal du 06.07.2021. Les dispositions de cette convention prévoient que le montant pris en charge par la Collectivité, soit versé à l'association, après communication d'un état récapitulatif.

Compte tenu de l'état transmis par l'association (état consultable auprès du secrétariat de la Mairie), le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide **de verser au Cercle Nautique la participation suivante :**

Nom de l'Association	***Période concernée***	***Nombre d'enfants concernés***	***Participation à verser à l'Association par la Commune***
CERCLE NAUTIQUE	Saison 2021-2022	1	**111,00 €**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 106-2021 - Acquisition amiable du bien cadastré section F n° 220 situé lieu-dit « Croix de Lamouzic » à Grenade

M. le Maire expose :

Dans le cadre du projet d'aménagement urbain de l'entrée de ville RD17/Chemin de Piquette, en lien avec le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, la Commune de Grenade a étudié la relocalisation du Centre d'Incendie et de Secours de Grenade, à proximité du futur carrefour réaménagé afin de faciliter les accès au service de secours.

Considérant que la Commune de Grenade est déjà propriétaire des parcelles cadastrées F n° 221 et F n° 222, représentant une contenance cadastrale totale de 4660 m²,

Considérant l'intérêt que présente la parcelle F n° 220 d'une surface cadastrale de 6030 m² située en zone A du PLU, du fait de sa situation géographique, à proximité immédiate des parcelles F n° 221 et F n° 222,

Considérant la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne (SDIS 31) de disposer d'une assiette foncière de 5000 à 7000 m² pour l'implantation de leur nouvelle caserne,

Considérant la convention signée entre le SDIS 31, représenté par Monsieur Jean Louis LLORCA, et la Commune de Grenade, représentée par Monsieur Jean-Paul DELMAS, en date du 24 mars 2021 dans laquelle la Commune de Grenade s'engage à tout mettre en œuvre pour acquérir la parcelle cadastrée F n° 220,

Considérant que le bien actuellement propriété de Madame Michèle Marie-Ange MICAS est aujourd'hui libre de toute occupation,

Considérant que la poursuite des négociations avec la propriétaire a abouti à un accord amiable pour un prix de d'acquisition du bien par la commune de 61 000 € hors frais annexes,

Considérant le seuil de consultation du Domaine fixé à 180.000 € pour les acquisitions amiables,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **décide de l'acquisition par la Commune de Grenade de la parcelle cadastrée section F n° 220** (terrain nu), d'une superficie cadastrale de 6030 m², situé lieu-dit « Croix de Lamouzic » à Grenade (cf plan de situation), appartenant à Madame Michèle Marie-Ange MICAS demeurant à TOULON (83000), 153, Impasse du sous-marin Casabianca St Paul Lamalgue B2 n° 22, pour un prix de **61 000 € (Soixante et un mille euros),**
- **décide de la prise en charge par la commune des frais annexes**, notamment d'acte et d'enregistrement,
- **autorise M. le Maire à signer tous documents utiles** à la réalisation de cette acquisition et notamment l'acte authentique,
- **s'engage à prévoir les crédits nécessaires** au budget de la commune.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 107-2021 - Acquisition amiable du bien immobilier cadastré section C n° 759 situé 36, avenue Lazare Carnot à Grenade.

M. le Maire expose :

Considérant la proposition de vente formulée par Madame Patricia SARNY et Monsieur Michel PELISSIER à la commune, de l'ensemble immobilier leur appartenant, cadastré section C n° 759, sis 36, avenue Lazare Carnot à Grenade, d'une contenance cadastrale de 300 m², constitué d'un local commercial ou industriel, situé en zone UBa du PLU de Grenade,

Considérant l'intérêt que présente ce bien, notamment du fait de sa situation géographique, à proximité immédiate d'un ensemble de bâtiments administratifs communaux,

Considérant la délibération n° 58/2021 du Conseil Municipal du 1er juin 2021, autorisant l'acquisition du bien libre de toute occupation, pour un montant de 140.000 €,

Considérant que le bien est aujourd'hui occupé par Monsieur Jean-Jacques VIGUIER qui y exerce l'activité de brocanteur, sans bail commercial connu,

Considérant que les échanges et négociations se sont poursuivis avec les propriétaires, tenant compte du fait que le bien serait vendu occupé à la commune (présence de M. VIGUIER dans le local) et que ces derniers échanges ont abouti à un accord amiable pour un prix d'acquisition du bien par la commune de 110.000 € hors frais annexes,

Considérant le seuil de consultation du Domaine fixé à 180.000 € pour les acquisitions amiables,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

annule la délibération n° 58/2021 du Conseil Municipal du 1er juin 2021, autorisant l'acquisition du bien au prix de 140.000 €,

décide de l'acquisition par la Commune de Grenade de la parcelle cadastrée section C n° 759, d'une superficie cadastrale de 300 m², comportant un bâtiment commercial, sise 36, avenue Lazare Carnot à Grenade (cf plan de situation), appartenant à Madame Patricia SARNY et Monsieur Michel PELISSIER, demeurant respectivement 7 , rue Montjoie 31500 Toulouse et 20, rue des Campanules 31860 Labarthe-sur-Lèze, pour un prix de **110.000 € (Cent dix mille euros),**

décide de la prise en charge par la commune des frais annexes, notamment d'acte et d'enregistrement,

autorise M. le Maire à signer tous documents utiles à la réalisation de cette acquisition et notamment l'acte authentique,

s'engage à prévoir les crédits nécessaires au budget de la commune.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 108-2021 - Création d'un PUMPTRACK.

Fonds de concours de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

M. le Maire expose :

La Communauté de Communes Save et Garonne a amorcé une politique de soutien aux communes afin de leur permettre de remettre à niveau leurs équipements sportifs.

Les investissements éligibles sont l'aménagement et la construction d'équipements sportifs utilisés par les écoles de sport, pouvant être mutualisés à l'échelle intercommunale en cas de créneaux horaires disponibles (les aménagements de tribune et de terrains d'honneur ne sont pas éligibles).

La Commune de Grenade a déposé une demande de subvention dans le cadre de la création du Pumptrack, route de la Hille à Grenade.

Après examen du dossier, le Conseil Communautaire réuni le 16 septembre 2021 a décidé d'instituer un fonds de concours au bénéfice de la Commune de Grenade, sur la base du calcul suivant :

- Coût de l'opération : 99 705 € HT
- Subventions sollicitées : 69 764 € (70%),
- Reste à charge prévisionnel : 19 941 €
- Montant du fonds de concours : **8.000 €.**

[Conformément au règlement voté par le Conseil Communautaire, le montant du fonds de concours de la CCHT pour des travaux de création d'un terrain multisports est limité à 10% du coût H.T. et plafonné à 8.000 €].

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

I) approuve les termes de la convention de fonds de concours entre la Commune de Grenade et la CCHT dans le cadre de la création d'un PUMPTRACK à Grenade et dont le texte est joint en annexe,

II) autorise M. le Maire à signer toutes pièces dans cette affaire et notamment la convention présentée.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 109-2021 - Label « STATION VERTE ».

M. BOURBON, conseiller municipal, expose :

Le label « Station Verte » est un label qui a été créé en 1964 par la Fédération française des Stations Vertes pour favoriser et développer le tourisme de nature dans les communes touristiques afin de contribuer à la préservation des terroirs et à leur dynamique économique.

Une commune labélisée « Station Verte » est :

- Un territoire d'accueil qui devient touristique pour les loisirs, les vacances, situé à la campagne, à la montagne, près des littoraux,
- Un territoire d'organisation de l'offre touristique : office du tourisme, commerces, services, aires de jeux, équipements de loisirs (baignade, sports, sentiers, …), espaces de découvertes (patrimoines, visites, produits du terroir …).
- Un territoire axé vers l'écotourisme : nature, patrimoines, opérations éducatives, protection de l'environnement.

Ce label est un acteur du dynamisme et du développement économique, durable et pérenne des territoires à travers :

❖ La valorisation des attraits naturels du territoire,

❖ Un territoire d'accueil des touristes sans une destination,

❖ La mise en avant d'un tourisme à la fois authentique et respectueux des caractéristiques locales,

❖ Des initiatives durables et écologiques,

❖ Une offre complète d'activités en lien avec un patrimoine naturel, culturel ou historique,

❖ Un tourisme de proximité à la fois humain et respectueux,

❖ Le bien-être des habitants et des touristes,

❖ Le développement de nouveaux emplois liés à la croissance verte.

Sur proposition de M. BOURBON,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **manifeste son désir de s'engager dans la démarche de candidature au label « Station Verte »,** particulièrement en termes d'offre écotourisme,
- **désigne M. le Maire, comme référent,** responsable de la mise en œuvre et du suivi de la démarche de labellisation,
- **s'engage à fournir des informations exactes** au regard de la grille des critères du dossier de candidature.
- **approuve la labellisation si la commune est retenue,**
- **autorise M. le Maire à signer** la convention de labellisation et toutes pièces dans cette affaire.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 110-2021 - Partenariat entre la Commune de Grenade et l'Association Arbres et Paysages d'Autan (programme « Plant'arbre ») et entre la Commune de Grenade et le Lycée Agricole d'Ondes dans le cadre de la plantation d'une haie champêtre.

M. le Maire expose :

Un partenariat entre l'Association Arbres et Paysages d'Autan et la Commune de Grenade a été envisagé avec pour objectif la plantation d'une haie champêtre permettant de délimiter l'aire du Pumptrack et de faire une barrière naturelle avec le chemin de la Hille.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du programme régional de plantation de haies champêtres dénommé « Plant'Arbre », subventionné par le Conseil Régional Occitanie et consistent à :

- Créer une haie champêtre double en 2 lignes en quinconce côté route :

  Tronçon 1 : 25 ml + tronçon 2 : 55 ml = 160 plants

- Créer une haie simple, retour fossé (tronçon 3) = 20 plants.

  Total = **180 plants**.

La haie sera composée d'espèces champêtres dites « de pays » (cornouillers, viornes lantanes, troènes des bois, fusains d'europe, lilas communal, noisetiers, érables champêtres, sureaux noirs, pommiers-poiriers-pruniers sauvages) pour favoriser la biodiversité, valoriser la Trame verte et bleue, lutter contre l'érosion des sols, créer une protection contre le vent….

Les plants choisis sont des arbustes et des arbres de 1 an comptant pour 1 mètre linéaire, au prix de 2,70 €/ml, **soit un total de 486€.** Dans le prix du mètre linéaire proposé par l'Association Arbres et Paysages d'Autan sont compris : le conseil technique, le plant, la mise à disposition du système de paillage biodégradable, le suivi des plantations sur 2 ans avec remplacement des plants morts la première année.

Par ailleurs, le Lycée agricole d'Ondes étant à la recherche de « chantiers école », il a semblé intéressant de proposer aux élèves du lycée d'effectuer les travaux de plantation de cette haie. Dans le cadre de ce partenariat, la commune versera une participation financière de **400€** au Lycée d'Ondes, pour le transport du matériel et la mise à disposition du personnel d'encadrement.

Les travaux seront supervisés par la Mairie, et plus particulièrement par le responsable des services techniques et le responsable du service « espaces verts ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **approuve l'opération,**
- **autorise M. le Maire à signer la convention de partenariat avec l'Association Arbres et Paysages d'Autan** dont le texte est joint en annexe.
- **autorise M. le Maire à signer la convention de partenariat avec le Lycée Agricole d'Ondes** dont le texte est joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 111-2021 - Travaux de réaménagement du Quai de Garonne – Phase 1.

Régularisation des écritures comptables.

Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint, explique que dans le cadre des travaux de réaménagement du Quai de Garonne - Phase 1, la Commune de Grenade a été amenée à prendre en charge certaines dépenses. Cette phase de travaux étant terminée, il convient maintenant de passer les écritures d'ordre suivantes :

PART CCHT SUR TRAVAUX QUAI DE GARONNE - PHASE 1 -

DEPENSES					RECETTES			
IMPUTATION REELLE	ANNEE	PREVU	REALISE		IMPUTATION REELLE	ANNEE	PREVU	REALISE
4581-04	2017	35 600,00 €	16 432,87 €		4582-04	2017	35 600,00 €	- €
	2018	382 000,00 €	377 666,00 €			2018	97 275,00 €	95 566,72 €
	2019	74 000,00 €	73 333,51 €			2019	708,28 €	11 922,27 €
	2020	400,00 €	- €			2020	- €	- €
	2021	351,00 €	350,58 €			2021		
	2022					2022		
TOTAUX		**492 351,00 €**	**467 782,96 €**		**TOTAUX**		**133 583,28 €**	**107 488,99 €**

IMPUTATION ORDRE	REALISE DEPENSES	REALISE RECETTES	MONTANT ECRITURE D'ORDRE A PASSER
SFIN - 4582-04 - CHAP 041	467 782,96 €	107 488,99 €	360 293,97 €
SFIN - 204412 - CHAP 041	- €	- €	360 293,97 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide la subvention en nature, pour la somme de 360 293.97 €, telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 112-2021 - Décision modificative n° 05/2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant qu'il y a nécessité d'ajuster les crédits ouverts au budget 2021 en fonctionnement et en investissement,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

I)**autorise l'ajustement des crédits en dépenses et en recettes** ouverts au budget 2021,

II) **adopte la décision modificative n° 05/2021** dont le détail figure en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 113-2021 - Modification des AP/CP – Année 2021.

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **de modifier les autorisations de programmes et les crédits de paiement - Année 2021,**

- **d'approuver la nouvelle programmation pluriannuelle des investissements** conformément au document joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 114-2021 - Reclassement dans le réseau routier communal de la section de la RD 2 dénommée « rue Gambetta » et reclassement corrélatif des voies communales « route de la Hille » et sa continuité par « l'Allée Sébastopol » dans le réseau routier départemental sur le territoire de la Commune de Grenade.

Approbation de la convention de superposition de gestion sur la future route départementale (RD 2F).

Mme BOULAY, Maire Adjoint, expose :

Dans le cadre d'une étude du réseau des voiries situées dans l'agglomération de la commune et suite aux travaux de rénovation des voies publiques réalisée sous maîtrise d'ouvrage départementale et communale, il a été constaté que des sections de voies assurent des fonctions qui ne correspondent pas au trafic des véhicules.

C'est le cas notamment des voies communales Route de la Hille et de l'Allée Sébastopol, représentant un linéaire de 820 mètres, qui assurent le contournement d'un quartier urbanisé. Celles-ci ont vocation à être reclassées dans le réseau public routier départemental. Il est néanmoins précisé que le domaine public transféré au Département comprend la chaussée et le trottoir, jusqu'au bord extérieur, à l'exclusion du mur de soutènement surplombant l'Allée Sébastopol, des plantations et des places de parking situées à l'arrière de ce trottoir. Le terre-plein central et la contre-allée de l'Allée Sébastopol restent dans le domaine public communal.

Corrélativement, la section de la RD2, dénommée Rue Gambetta, d'une longueur de 530 mètres constituant une section traversante de la bastide à vocation à être reclassée dans le domaine public routier communal.

Cet échange de voies est représenté sur le plan joint en annexe de la délibération.

En outre, compte tenu des aménagements urbains déjà existants sur les voies communales et réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la commune, il convient de signer une convention qui précise les obligations restant à la charge de la commune, au titre de ses compétences relatives à la police municipale sur les sections de RD en traverse d'agglomération. Il s'agit des aménagements complémentaires de la voirie réalisés pour améliorer la commodité du

passage, la sûreté et de la sécurité de la circulation en vertu de l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (les trottoirs, les dispositifs d'assainissement des eaux pluviales, l'éclairage public …).

Dès lors, dans le cadre d'un simple changement de domaine public routier communal à domaine public départemental, les délibérations concordantes des assemblées des deux collectivités sont suffisantes pour opérer le transfert de propriété des voies conformément aux articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière et L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De plus, le Conseil Municipal doit également approuver en complément la convention de superposition de gestion de la future route départementale (RD 2F) dans la traversée de l'agglomération de Grenade et autoriser M. le Maire à la signer.

Sur proposition de Mme BOULAY,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **approuve le reclassement de la section de RD 2, dénommée rue Gambetta,** d'un linéaire de 530 mètres, telle que précisée sur le plan ci-joint, ainsi que leurs dépendances et accessoires, **dans le domaine public routier communal.**
- **approuve le reclassement dans le domaine public départemental de voies communales Route de la Hille et de sa continuité par l'Allée Sébastopol**, d'un linéaire de 820 mètres, tel que précisé sur le plan ci-joint, et délimité par le bord extérieur du trottoir. La contre-allée, le terrain plein-central et le mur de soutènement surplombant l'Allées Sébastopol, les places de parking et les aménagements paysagers situés à l'arrière de ce trottoir restant dans le domaine public communal.
- **approuve et autorise M. le Maire à signer la convention**, ci-annexée, relative à la superposition de gestion de la future route départementale et précisant les compétences relevant de chacune des collectivités.

Le transfert de domanialité des voies sera effectif à la date de la notification de la délibération concordante du Conseil Départemental approuvant également cet échange, à la commune.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 115-2021 - Eclairage d'un abribus à l'éclairage public.

Suite à la demande de la Commune de Grenade du 26 juillet 2021, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante : **Raccordement au réseau d'éclairage public de l'abribus Proxima : Réalisation de 12ml de tranchée en terrain naturel depuis le PL 1940 avec déroulage du câble dans la gaine posée en attente.**

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

-	TVA (récupérée par le SDEHG)	233€
-	Part SDEHG	946€
-	**Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)**	**300€**
	Total :	1 479€.

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Entendu l'exposé de Mme BOULAY, Maire Adjoint,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve le projet présenté,
- décide de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SDEHG imputée à l'article 6554 de la section de fonctionnement du budget communal.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 116-2021 - Rénovation de 3 massifs d'éclairage situés sur les courts de tennis Avenue de Gascogne.

Suite à la demande de la Commune de Grenade du 28 juillet 2021, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

Rénovation de 3 massifs d'éclairage situés sur les courts de tennis avenue de Gascogne, comprenant :

- Dépose et repose d'un mât avec son projecteur (PL2193),

- Repose de deux mâts et de leurs projecteurs à récupérer aux services techniques municipaux (PL2194) et (PL2195).

- Recâblage et mise en fonctionnement des trois projecteurs.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

• TVA (récupérée par le SDEHG)	844 €
• Part SDEHG	2 143 €
• **Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)**	**2 382 €**
Total :	5 369 €.

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Entendu l'exposé de Mme BOULAY, Maire Adjoint,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve le projet présenté,
- décide de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SDEHG imputée à l'article 6554 de la section de fonctionnement du budget communal.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 117-2021 - Travaux de pose de canalisations d'eaux pluviales rue Chaupy par le SMEA - Réseau 31.

Mme BOULAY, Maire Adjoint, expose :

Après avoir été saisi par la Commune de Grenade, Réseau 31 a engagé des études préalables à la réalisation des travaux de pose de canalisations d'eaux pluviales rue Chaupy, depuis la RD17-Avenue du 08 mai 1945 jusqu'à la rue Métairie Foch.

Le 12 avril 2021, Réseau 31 a transmis à la mairie les plans du projet ainsi que la fiche d'évaluation financière fixant le coût estimatif des travaux ainsi que l'annuité et l'amortissement afférents à l'opération. Cette dernière a été validée par courrier en date du 20 mai 2021.

L'opération réalisée par le SMEA - Réseau 31 consiste au r**enforcement du réseau pluvial rue Chaupy,** et comprend :

- **La pose d'une canalisation en béton sur 160 ml en Dn 300 et 6 ml en Dn 800**
- **La création de 3 regards de visite de diamètre 1000 et 1 en 1200**
- **La fourniture et la pose de 10 avaloirs.**

Le budget prévisionnel de l'opération s'équilibre de la manière suivante :

DEPENSES		**RECETTES**	
Travaux	57 835€	FCTVA	11 954€
Divers aléas	2 892€		
Total des dépenses HT	**60 727€**	**Total des recettes**	**11 954€**
TVA	*12 145€*		
TOTAL TTC	**72 872€**	**Autofinancement**	**60 918€**

La charge des travaux relatifs au réseau d'eaux pluviales étant entièrement portée par la commune, le SMEA - Réseau 31 propose de couvrir cette charge par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SMEA imputée à l'article 65548 de la section de fonctionnement du budget communal.

Le montant prévisionnel de l'emprunt serait de 60 918 €.

Après réception des travaux, le dossier passera en Conseil Syndical sur la base des coûts réels et de l'emprunt réel à contracter. A l'issue du Conseil Syndical, le versement de l'annuité pourra être titré auprès de la commune.

Le SMEA demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Sur proposition de Mme BOULAY,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve le projet présenté.
- décide de couvrir le montant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SMEA imputée à l'article 65548 de la section de fonctionnement du budget communal.
- autorise M. le Maire à signer toutes pièces dans cette affaire.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique.

N° 118-2021 - Rapport d'activité 2020 de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Mme MOREL-CAYE, Maire Adjoint, informe que la Communauté de Communes des Hauts Tolosans a transmis son rapport d'activité 2020.

Conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.* »

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé des représentants de la commune au Syndicat, prend acte du rapport d'activité 2020 de la CCHT tel que ci-annexé.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 9 novembre 2021

Le mardi 09.11.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 27.10.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine, M. MARTINET Florent, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie, Mme LOUGE Monique, M. POCHON Pascal.

Représentées : Mme D'ANNUNZIO Monique (par M. VIDONI-PERIN), Mme IBRES Laetitia (par Mme TAURINES).

Absents : M. PEEL Laurent, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme LOUGE Monique

N° 119-2021 - Rapport d'activité 2020 du SDEHG.

Mme BOULAY, Maire Adjoint, informe que conformément aux articles L5711-1 et L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne, a transmis son rapport d'activité 2020.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé des représentants de la commune au Syndicat, prend acte du rapport d'activité 2020 de la SDEHG tel que ci-annexé.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 120/2021 - Ressources humaines. Validation du tableau des effectifs au 1er janvier 2022.

Par délibération en date du 2 février 2021, le Conseil Municipal a adopté le tableau des effectifs, après avis du CTP réuni le 16 décembre 2020.

Pour tenir compte des modifications survenues depuis le 1er janvier 2021 (retraite, mutation, nomination, démission, …) et des délibérations du Conseil Municipal en date du 2 février, 23 mars, 13 avril, 6 juillet, 14 septembre et 9 novembre 2021,

Vu l'avis favorable du CTP en sa séance du 10 décembre 2021,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide le tableau des effectifs dont le détail suit :

Filière	GRADES	CAT	postes pourvus TC	poste vacants TC		postes pourvus TNC	poste vacants TNC
	Directrice Générale des Services	A	1				
Administratif	Attaché Principal	A	1				
Délib°6/07/2021	Attaché	A	1			1	
Délib°13/04/2021	Rédacteur Principal 1ère classe	B	4				
	Rédacteur Principal 2ème classe	B	1				
	Rédacteur	B	2	0			
Délib°13/04/2021	Adjoint Administratif Principal 1ère cl	C	5				
Délib°13/04/2021	Adjoint Administratif Principal 2ème cl.	C	0				
		C	5				
Délib°6/07/2021	Adjoint administratif	C	7	0		3	
Technique	Ingénieur Principal (délib°14/09/2021)°	A	1	0			
Délib°13/04/2021	Ingénieur	A	1				
	Technicien Principal de 1ère classe	B	0				
Délib°10/12/2019	Technicien	B	0	1			
	Agent de maîtrise principal	C	4				
Délib°13/04/2021	Agent de maîtrise	C	1	*1*			
Délib°16/06/2020	Adjoint technique principal 1ère Cl	C	3	0			
	Adjoint technique principal 2ème Cl	C	1				
Délib°16/06/2020 13/04/2021 2/02/2021		C	10	2		9	1
09/11/2021	Adjoint technique	C	8	4		1	3
Délib°13/04/2021	ATSEM Principal 2ème classe	C	0	0		5	2
Social		C	0			5	1
Délib°13/04/2021	Agent social	C				1	
Sportif	Educateur des APS Principal de 1ère cl	B	0				
Délib°13/04+14/09	Educateur des APS Principal 2ème cl	B	0	0			
	Assistant de conservation Principal 1è cl.	B	1	0			
Culturel	Adjoint du patrimoine Principal 2èmeCl	C	1	0			
Délib°6/07/2021	Adjoint du patrimoine	C	2	0			
Animation	Animateur principal de 1ère classe	B	2				
Délib°13/04/2021	Animateur principal de 2ème classe	B	0				
	Animateur	B	1				
Délib°16/06/2020	Adjoint d'animation Principal 1ère cl	C	1	0			
Délib°13/04/2021	Adjoint d'animation Principal 2ème cl	C	10			13	0
Délib°02/02/2021	Adjoint d'animation	C	0			7	1
	Chef de service Police Municipale		2				
Police	Brigadier-chef principal	C	1				
Municipale	Gardien Brigadier PM	C	3				
	126 postes pourvus (*115.32* ETP)		**80**	**8**		**45**	**8**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 121/2021 - Ressources humaines. Modification du tableau des effectifs.

Vu l'avis favorable du CTP, en sa séance du 10.12.2021,

Sur proposition de M. le Maire :

I- Changement de temps de travail (création/suppression).

Vu les nécessités de service,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve les changements de temps de travail suivants :

Postes à créer	***Postes à supprimer***	***A compter du***
1 poste d'Adjoint Technique, TNC (28h/35)	1 poste d'Adjoint Technique, TNC (14h/35)	1er mars 2022
1 poste d'Adjoint Technique Principal 2ème cl, TNC (30h/35)	1 poste d'Adjoint Technique, Principal 2ème cl, TNC (28h/35)	1er mars 2022
1 poste d'Adjoint Technique Principal 2ème cl, TNC (35h/35)	1 poste d'Adjoint Technique, Principal 2ème cl, TNC (28h/35)	1er mars 2022
1 poste d'Adjoint Technique Principal 2ème cl, TNC (35h/35)	1 poste d'Adjoint Technique, Principal 2ème cl, TNC (28h/35)	1er mars 2022
1 poste d'Adjoint Technique Principal 2ème cl, TNC (17h/35)	1 poste d'Adjoint Technique, Principal 2ème cl, TNC (15h/35)	1er mars 2022

1 poste d'ATSEM principal 2ème cl., TNC (28/35)	1 poste d'ATSEM principal 2ème cl., TNC (27/35)	1er mars 2022
1 poste d'ATSEM principal 2ème cl., TNC (28/35)	1 poste d'ATSEM principal 2ème cl., TNC (26.5/35)	1er mars 2022
1 poste d'ATSEM principal 2ème cl., TNC (28/35)	1 poste d'ATSEM principal 2ème cl., TNC (26.5/35)	1er mars 2022
1 poste d'adjoint d'animation principal 2ème cl, TNC (32h/35)	1 poste d'adjoint d'animation principal 2ème cl, TNC (26h/35)	1er mars 2022

II- Suppression de 2 postes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de supprimer les postes suivants, à compter du 1er janvier 2022 :

1 poste d'ATSEM principal 2ème classe,TNC (28h/35),

1 poste d'ATSEM principal 2ème classe TNC (10h/35).

III- Création d'un poste Marchés Publics.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de lancer le recrutement sur le cadre d'emploi comme suit :

Emploi à créer	**Grades rattachés à ce poste**	**Catégorie**	**A compter du**
1 gestionnaire Marchés Publics	-rédacteur -rédacteur Principal 2ème classe -rédacteur Principal 1ère classe	B	1er janvier 2022

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 122/2021 - Ressources humaines. Autorisation de recruter en 2022 un vacataire pour des interventions ponctuelles (ouverture/fermeture des cimetières, jardins, toilettes publiques).

Considérant que le recrutement d'un vacataire est nécessaire pour l'ouverture et la fermeture des cimetières, jardins et toilettes publiques

Considérant que ces interventions présenteront un caractère ponctuel,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de rémunérer ces interventions à la vacation et de délibérer sur le montant qui sera alloué à l'agent lors de ces interventions auprès de la collectivité.

L'intervention est subordonnée à l'établissement d'un acte d'engagement qui ciblera la période et le nombre d'heures total sur la période.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

❖ autorise Mr le Maire à recruter, pour l'année 2022, un vacataire pour effectuer les missions suivantes :

ouverture/fermeture des cimetières, jardins et toilettes publiques en fonction des besoins de la collectivité (renfort/remplacement), étant précisé que la durée hebdomadaire ne pourra excéder 35h.

❖ fixe la rémunération à la vacation, après service fait, sur la base d'un taux horaire calculé à partir de la rémunération afférente à l'indice brut 354 (par heure de présence). Le montant de la vacation réalisée sera versé au vu de l'état de présence.

❖ s'engage à prévoir les crédits correspondants au budget de l'exercice.

❖ autorise Mr le Maire à signer l'acte d'engagement et documents afférents.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 123/2021 - Ressources humaines. Recrutement d'agents contractuels pour l'année 2022.

Dans le cadre de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifié,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de créer les postes de contractuels non permanents tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous et de recruter les agents contractuels suivants sur ces mêmes postes, pour l'année 2022 :

Service	*Mission*	*Grade*	*Nombre d'heures*	*Durée*	*IB*	*CP*
Enfance 25240.75h	AIC/ BUS AIC M AIC E	16 adjoints d'animation 18 adjoints d'animation	7495h30 10562h	36 semaines 36 semaines	354 354	10% 10%
	ALSH petites vacances	9 adjoints d'animation 1 adjoint d'animation (accueil)	1938h 15	8 semaines	354	10%
	ALSH vacances d'été	16 adjoints d'animation 5 adjoints d'animation (renfort piscine) 1 adjoint d'animation (accueil)	2249h 147h 60h	7 semaines +4jours	354 354 354	10% 10% 10%
	CLAS élémentaire	2 adjoints d'animation	495h	29 semaines	354	10%
	ALSH mercredi	10 adjoints d'animation	2229h15	36 mercredis	354	10%
	ASA (remplacement)	1 adjoint d'animation	50h		354	10%

Affaires scolaires 8784h	1 agent de restauration 1 agent de restauration 1 agent de restauration 1 agent d'entretien 1 agent d'entretien	1 adjoint technique 1 adjoint technique 1 adjoint technique 1 adjoint technique 1 adjoint technique	20h hebdo(1040h) 15h hebdo (780h) 18h hebdo (832h) 18h hebdo(936h) 13.5h hebdo(702h)	12 mois 12 mois 12 mois 12 mois 12 mois	354 354 354 354 354	10% 10% 10% 10% 10%
	1 Atsem 1 Atsem 1 Atsem 1 Atsem	1 adjoint technique 1 adjoint technique 1 adjoint technique 1 adjoint technique	24.5h hebdo(1274h) 24.5h hebdo(1274h) 672h 1274h	12 mois 12 mois 12 mois 12 mois	354 354 354 354	
Service Sport Jeunesse 3282h	**Animation Ville** Gren'Anim 06/2022 Forum Asso 07/09/2021 Samedis Sport (2)	7 adjoints d'animation 1 adjoint d'animation 1 adjoint d'animation	80h 8h 18h	1 jour 1 jour 5 jours	354 354 354	10% 10% 10%
	CLAS collège	1 adjoint d'animation	90h	17semaines (du 3/01au30/06) 7semaines (du03/10au17/12)		
	ALSH Vacances Noël: Pré Ado et Ado	1 adjoint d'animation	50h	5jours	354	10 %
	ALSH Vacances de Printemps : Pré Ado et Ado	1 adjoint d'animation	48h	5jours	354	10 %
	GVA Vacances d'été Pré Ado et Ado	3 adjoints d'animation 3 adjoints d'animation	360h 307h	Juillet (25jours) Août (14jours)	354 354	10% 10%
	Saison Piscine : Maître Nageur (BEESAN) Tenue de la Caisse Tenue des Vestiaires	 1 Educateur des A.P.S. 1 Educateur des A.P.S. 1 Educateur des A.P.S 2 adjoints administratifs (149h) 2 adjoints d'animation (342h)	 357h 481h 475h 612h 396h	 5 mois 5 mois 5 mois 5 mois 5 mois	 397 372 372 354 354	 10 % 10% 10 % 10 % 10 %
SPORT Technique	Agent polyvalent	1 Adjoint technique	35h hebdo	01/01 au 31/12	354	10%
Cimetière	Ouverture/fermeture cimetière, jardins, toilettes publiques	1 adjoint technique	2.5h hebdo	12 mois	354	10%
Service technique	Polyvalent Polyvalent Polyvalent	1 adjoint technique 1 adjoint technique 1 adjoint technique	35h hebdo 35h hebdo 35h hebdo	12 mois 12 mois 12 mois	354 354 354	10% 10% 10%
	EV Polyvalent ST saisonnier	1adjoint technique 1 adjoint technique	35h hebdo 760h	12 mois 12 mois	354 354	10% 10%
Guichet Unique	Agent d'accueil Agent d'accueil	1 adjoint administratif 1 adjoint administratif	17.5h hebdo 14h hebdo	12 mois 12 mois	354 354	
Patrimoine, Développement urbain	Agent administratif	1 adjoint administratif	35h hebdo	12 mois	646	

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 124/2021 - Ressources humaines. Contrat de projet « Chef de Projet Planification urbaine et stratégique » : création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation de l'opération et recrutement (ARTICLE 3II).

Mme BOULAY, Maire Adjoint, déléguée au service urbanisme, expose :

Depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une nouvelle possibilité de recrutement sur emploi non permanent prévue à l'article 3 II de la loi du 26 janvier 1984. Ce nouveau contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifié ».

Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an par les parties dans la limite de six ans.

Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B, C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents.

Afin de garantir le respect du principe d'égal accès aux emplois publics, les recrutements en contrat de projet devront suivre les grandes étapes de la procédure de recrutement des contractuels sur emploi permanent (publication de l'offre d'emploi détaillée, réception des candidatures, appréciation portée sur chacune au regard des compétences, aptitudes, qualifications et expériences professionnelles, potentiel du candidat et capacités à exercer les missions dévolues à l'emploi).

Afin de répondre aux nombreuses pressions économiques et immobilières de plus en plus présentes sur le territoire communal ainsi qu'aux enjeux et objectifs de qualité de cadre de vie fixés par le PADD, Grenade a besoin de développer au moins pendant les trois prochaines années un certain nombre d'outils de planification afin de maîtriser le développement harmonieux de son urbanisation et donner un cadre aux projets d'aménagement.

Au vu de la vaste opération de planification engagée, qui permettra de retranscrire le projet de ville de Grenade et de croiser et concilier de nombreux enjeux thématiques communaux et supra-communaux, il est proposé de créer un emploi non permanent dans le cadre du contrat de projet, comme suit :

Durée prévisible de l'opération	*Nombre d'emploi*	*Catégorie /Cadre d'emploi*	*Nature des fonctions*	*Temps de travail*
du 1er mars 2022 au 31 août 2025	1 emploi	Catégorie A Cadre d'emploi d'Ingénieur Territorial	Fonctions développées ci-dessous	35h hebdomadaires

La rémunération est fixée en référence à la grille indiciaire du grade d'Ingénieur ou du grade d'Ingénieur Principal territorial

La nature des fonctions du Chef de Projet « Planification urbaine et stratégique » :

Accompagnement des élus et aide à la décision dans la définition des politiques d'aménagement et de planification urbaine.

Programmation et suivi technique des principales études de planification.

Elaboration de certaines procédures allégées de planification et suivi des différentes étapes de la procédure.

Accompagnement des élus dans la définition des politiques foncières.

Appui juridique dans le domaine de l'urbanisme, du foncier et du droit des sols.

Les candidats devront remplir certaines conditions correspondant au profil demandé :

Ayant une formation supérieure adaptée en urbanisme réglementaire et opérationnel et fort d'une expérience professionnelle confirmée en planification urbaine, en pilotage d'études générales pluri-thématiques, dans la conduite d'un projet transversal multi-partenarial, dans l'animation et la promotion des politiques territoriales.

Être en capacité de piloter une démarche globale, apporter une aide à la décision pour les élus concernés par ces démarches, fédérer les différents acteurs et partenaires de la collectivité et assurer un bilan des programmes réalisés.

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 - article 3 II et le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Sur proposition de Mme BOULAY,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide de créer un emploi non permanent de chef de projet « Planification urbaine et stratégique » dans le cadre du contrat de projet (article 3 II),
- décide de procéder au recrutement conformément à la présentation qui en a été faite,
- d'inscrire les crédits correspondants au budget,
- autorise Mr le Maire à signer toutes pièces dans cette affaire.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 125/2021 - Ressources humaines. Application des 1607 heures annuelles dans la collectivité depuis 2001 (délibération de confirmation/actualisation du livret du personnel).

Monsieur le Maire rappelle que, depuis la loi du 3 janvier 2001 (décrets des 25 août 2000 et 14 juillet 2001)**,** la durée hebdomadaire de travail dans la fonction publique territoriale, est fixée à 35 heures par semaine. Depuis la loi du 30 juin 2004, instituant la journée de solidarité, le temps de travail effectif annuel a été porté à 1607 heures.

Ces dispositions ont été prises en compte pour la Commune et le CCAS de Grenade, d'abord dans l'accord ARTT qui a organisé le passage aux 35 heures par délibération du 13 décembre 2001, après 2 avis du Comité Technique Paritaire du 5 décembre 2001 et du 17 janvier 2002**.**

Depuis ces dispositions ont été retranscrites et mises à jour dans le livret des personnels validé en CTP le 15 novembre 2007, dans lequel figure un onglet « Règlement du temps de travail ». Le Livret des Personnels, toujours en vigueur, a été édité le 04.03.2008.

Malgré cette réglementation depuis sur le temps de travail, certaines collectivités territoriales ont bénéficié de la possibilité de maintenir certains régimes de travail plus favorables mis en place avant la loi du 3 janvier 2001, ce qui leur permettait de ne pas respecter le minimum prévu pour le temps de travail effectif annuel.

La loi n° 2019-828 du 6 aout 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité, et pose la suppression des régimes de temps de travail plus favorables, et l'obligation, à compter du 1er janvier 2022 pour le bloc communal de respecter la règle des 1607 heures annuelles de travail.

La Commune et le CCAS de Grenade étant déjà organisés sur la base des 1607 heures de travail effectif annuel, Monsieur le Maire a donc proposé au Comité Technique de confirmer le règlement de travail adopté en 2001.

Toutefois, certaines mentions sont à ce jour erronées, il propose donc :

III) de mettre à jour le document, pour prendre en compte :
- d'une part, certains transferts à la Communauté de Communes (crèche, gestion de l'aire d'accueil des Gens du Voyage…)
- d'autre part, de nouvelles dispositions légales entrées en vigueur (pour le Compte Epargne Temps par exemple…).

IV) de l'annexer à la délibération confirmant le temps de travail adopté en 2001.

Vu l'avis favorable du CTP, réuni le 10 décembre 2021, sur le règlement de travail tel qu'actualisé,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, rappelle les règles concernant le temps de travail réglementaire soit 1607 heures annuelles, telles qu'elles figurent dans le règlement du temps de travail en vigueur depuis 2004 - Extrait du livret du personnel actualisé ci-joint -

Pour extrait conforme,
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 126/2021 - Ressources humaines. Délibération relative à la journée de solidarité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 7-1 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la délibération en date du 14 décembre 2021 qui rappelle les règles relatives au temps de travail en vigueur depuis 2001 (1607 heures) figurant dans le livret du personnel actualisé au cours de cette même séance,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 10 décembre 2021,

Considérant ce qui suit :

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que conformément à l'article 6 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, une journée de solidarité est instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Elle prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée pour les agents (fonctionnaires et agents contractuels).

Cette journée de solidarité est incluse dans la durée légale annuelle de temps de travail, qui est de 1607 heures pour un agent à temps complet.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

Dans la fonction publique territoriale, cette journée est fixée par délibération, après avis du comité technique.

L'assemblée doit donc prendre une délibération qui précise la modalité d'application en vigueur au sein de la collectivité. En effet, pour rappel, plusieurs modalités étaient proposées pour accomplir cette journée de solidarité :

-le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1er mai ;

et/ou

-le travail d'un jour de RTT tel que prévu par les règles en vigueur ;

e*t/ou*

-tout autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

C'est cette dernière modalité qui a été retenue par la collectivité, et qui figure dans le livret des personnels en vigueur.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- rappelle que la journée de solidarité instituée par l'article 6 de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004, est incluse dans la durée légale annuelle de temps de travail de 1607h /an pour un agent à temps complet.
- précise que ce temps est organisé par service pour tenir compte des contraintes de chaque service avec le travail de 7 heures par an fractionnées sur l'année pour respecter la présente obligation. Concernant les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée du travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.
- autorise M. le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en application de ces dispositions.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 127/2021 - Ressources humaines. Délibération fixant les modalités d'exercice du travail à temps partiel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 60 et suivants,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territorial, et notamment son article 21,

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment son article 37-1-III,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale, et notamment son article 20,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 10 décembre 2021,

Considérant ce qui suit :

Le Maire rappelle que les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que les agents contractuels de droit public, peuvent demander, s'ils remplissent les conditions exigées, à exercer leur service à temps partiel. Selon les cas, cette autorisation est soit accordée de plein droit, soit soumise à appréciation en fonction des nécessités de service.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que conformément à l'article 60 de la loi du 26 janvier 1984, les modalités d'exercice du travail à temps partiel sont fixées par l'organe délibérant, après avis du comité technique.

Concernant le temps partiel sur autorisation

Le temps partiel sur autorisation peut être accordé, sur demande et sous réserve des nécessités de service :

- aux fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, en activité ou en détachement : un fonctionnaire titulaire ou stagiaire à temps non complet ne peut donc bénéficier d'un temps partiel sur autorisation ;

- aux agents contractuels de droit public en activité employés depuis plus d'un an de façon continue à temps complet et, sans condition d'ancienneté de service, aux travailleurs handicapés recrutés en qualité d'agent contractuel sur la base de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984.

Le temps partiel sur autorisation accordé ne peut être inférieur à 50% du temps complet de l'agent.

Concernant le temps partiel de droit

Le temps partiel de droit peut être accordé aux agents à temps complet et à temps non complet pour les quotités exclusives de 50, 60, 70 et 80%.

Pour les fonctionnaires

Le temps partiel de droit est accordé, sur demande, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet ou à temps non complet pour les motifs suivants :

- à l'occasion de chaque naissance, jusqu'aux trois ans de l'enfant, ou de chaque adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant l'arrivée au foyer de l'enfant ;

- pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'une maladie ou d'un accident grave ;

- lorsqu'ils relèvent, en tant que personnes handicapées, de l'article L. 5212-13 du Code du Travail, après avis du service de médecine préventive.

Pour les agents contractuels de droit public

Le temps partiel de droit est accordé, sur demande, aux agents contractuels de droit public :

- employés depuis plus d'un an à temps complet ou en équivalent temps plein, à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à la fin d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ;

- pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave ;

- relevant, en tant que personnes handicapées, de l'article L. 5212-13 du Code du Travail.

Les travailleurs handicapés recrutés en qualité d'agents contractuels sur la base de l'article 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 bénéficient du temps partiel dans les mêmes conditions que les fonctionnaires stagiaires, et donc sans condition d'ancienneté de service.

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique, de fixer les modalités d'exercice du travail à temps partiel.

Considérant qu'il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier, en fonction des nécessités de fonctionnement du service, les modalités d'attribution et d'organisation du temps partiel demandé par l'agent, en fixant notamment la répartition du temps de travail de l'agent bénéficiaire.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

➢ **décide de fixer les modalités d'exercice du travail à temps partiel comme suit :**

❖ **Quotités de temps partiel**

Pour le temps partiel de droit :
Les quotités du temps partiel de droit sont obligatoirement fixées à 50, 60, 70 ou 80% de la durée hebdomadaire du service d'un agent à temps plein. L'organe délibérant ne peut modifier ni restreindre les quotités fixées réglementairement.
Pour le temps partiel sur autorisation :
Les quotités de temps partiel sur autorisation sont fixées à 50, 60, 70, 80 ou 90% à de la durée hebdomadaire de travail afférente au temps plein.

❖ **Demande de l'agent**

Les demandes devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée.
La demande de l'agent devra comporter la période, la quotité de temps partiel et l'organisation souhaitées sous réserve qu'elles soient compatibles avec les modalités retenues par la présente délibération. Pour les fonctionnaires affiliés à la CNRACL qui souhaitent surcotiser pour la retraite pendant la période de temps partiel, la demande de sur cotisation devrait être présentée en même temps que la demande de temps partiel.

❖ **Durée de l'autorisation**

La durée des autorisations est fixée pour une période comprise entre 6 mois et un an, renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique dans la limite de trois ans. A l'issue de ces trois ans, le renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

❖ **Refus du temps partiel**

Le temps partiel de droit ne peut être refusé que si les conditions statutaires ne sont pas réunies.
Dans le cadre d'un temps partiel sur autorisation, la collectivité peut s'y opposer en raison des nécessités de service.

En cas de refus de l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel ou de litige relatif à l'exercice du travail à temps partiel :
-la commission administrative paritaire peut être saisie par l'agent s'il est fonctionnaire ;
-la commission consultative paritaire peut être saisie par l'agent s'il est un agent contractuel de droit public.

❖ **Rémunération du temps partiel**

Les agents autorisés à travailler à temps partiel perçoivent une fraction du traitement, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toute nature.

Cette fraction est égale au rapport entre la durée hebdomadaire du service effectué et la durée résultant des obligations hebdomadaires de service réglementairement fixées pour les agents de même grade exerçant à temps plein les mêmes fonctions dans l'administration ou le service concerné.
Toutefois, les quotités de travail à temps partiel 80% et 90% sont rémunérées respectivement à 6/7ème (85,7%) et 32/35ème (91,4%) de la rémunération d'un agent à temps plein.

❖ **Réintégration ou modification en cours de période**

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel (changement de jour par exemple) peut intervenir en cours de période, sur demande de l'agent présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée.
La réintégration à temps plein peut toutefois intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution importante de revenus ou un changement de situation familiale (décès, divorce, séparation, chômage, maladie du conjoint, de l'enfant,…). Cette demande de réintégration sans délai fera l'objet d'un examen individualisé par l'autorité territoriale.

❖ **Suspension du temps partiel**

Si l'agent est placé en congé de maternité, de paternité ou d'adoption durant une période de travail à temps partiel, l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est suspendue : l'agent est rétabli dans les droits des agents à temps plein, pour toute la durée du congé.

➢ **autorise M. le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en application de ces dispositions.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 128/2021 - Ressources humaines. Délibération relative à la mise en place d'un cycle de travail annualisé.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 10 décembre 2021 ;

Le Maire rappelle que :

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique (article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée). Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail (article 4 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 précité).

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;

- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;

- aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;

- l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;

- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;

- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;

- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Le Maire rappelle en outre que l'annualisation du temps de travail est une pratique utilisée pour des services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

L'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;

- de maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Le Maire rappelle enfin que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services, et afin de répondre aux mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d'instaurer pour certains services des cycles de travail annualisés.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

➢ décide que, dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, les services suivants peuvent être soumis à un cycle de travail annualisé pour nécessité de service :

III) Services Affaires Scolaires,

IV) Service Enfance

V) Service Jeunesse,

VI) Service des Sports,

VII) Police Municipale,

VIII) Bibliothèque-Communication-Culture.

IX) PIJ.

- autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en application de ces dispositions.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 129/2021 - Ressources humaines. Délibération relative à l'instauration des heures complémentaires et supplémentaires.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 10 décembre 2021,

Considérant ce qui suit :

Les heures complémentaires et les heures supplémentaires sont des heures effectuées à la demande expresse du supérieur hiérarchique et/ou de l'autorité territoriale. Ces heures n'ont pas vocation à se répéter indéfiniment : elles doivent rester ponctuelles, exceptionnelles.

Les heures complémentaires sont les heures faites par les agents à temps non complet, jusqu'à hauteur d'un temps complet : seuls les agents à temps non complet peuvent faire des heures complémentaires.

Au-delà de la 35ème heure, il s'agit d'heures supplémentaires.

Les heures complémentaires peuvent être effectuées, à la demande du supérieur hiérarchique/autorité territoriale, par des agents de catégorie A, B ou C.

Les heures supplémentaires sont les heures faites par :

-les agents à temps non complet à compter de la 36ème heure ;

-les agents à temps complet à compter de la 36ème heure.

Le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale, nommés dans des emplois permanents à temps non complet, est venu préciser les modalités de calcul des heures complémentaires des agents nommés dans des emplois à temps non complet.

Le décret précise que la rémunération d'une heure complémentaire est déterminée en divisant par 1820 la somme du montant annuel du traitement brut d'un agent au même indice exerçant à temps complet.

Les heures supplémentaires ne peuvent être effectuées que par des agents de catégorie B ou C : les agents de catégorie A sont exclus du bénéfice des heures supplémentaires.

L'octroi d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques : le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures (exemple pour un agent à 80 % : 25 h x 80 % = 20 h maximum).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

- la rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

-l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

➢ **décide :**

- d'instaurer les heures complémentaires pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public à temps non complet, dans les conditions rappelées ci-avant.
- d'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions ci-avant, pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public, relevant des cadres d'emplois figurant dans le tableau *:*

Filière administrative	Emplois
Cadre d'emplois des Rédacteurs Territoriaux	Responsable Administration Générale
	Responsable Finances
	Gestionnaire Marchés publics
	Responsable Sport jeunesse
	Référent service à la Population
	Gestionnaire autorisation voirie/Domaine Public
	Gestionnaire régie/finances
Cadre d'emplois de Adjoints Administratifs	Gestionnaires RH, finances, régies, élections, accueil, administratif, urbanisme, communication, archives, ASVP
Filière Technique	**Emplois**
Cadre d'emplois des techniciens	Responsable ST, adjoint responsable Communication
Cadre d'emplois des Agents de Maîtrise	Responsables secteurs Bâtiments, Propreté ville, Espaces Verts, Adjoint de responsables
Cadre d'emplois des Adjoints techniques	Agents d'entretien Bâtiments, Propreté Ville, Espaces verts, Espaces sportifs, restauration, entretien bâtiments, NTIC, ASVP, communication
Filière Sportive	**Emplois**
Cadre d'emplois des ETAPS	Animateurs
Filière Culturelle	**Emplois**
Cadre d'emplois des Assistants de conservation	Responsable Communication/Culture
	Responsable Bibliothèque
Cadre d'emplois des Adjoints du Patrimoine	Responsable culture, Responsable bibliothèque, agents Bibliothèque
Filière Animation	**Emplois**
Cadre d'emplois des Animateurs	Responsables services Enfance, Affaires scolaires, PIJ
Cadre d'emplois des adjoints d'animations	Référents de secteur animation, animateurs
Filière Police Municipale	**Emplois**
Cadre d'emplois des chefs de service PM	Chef de poste, adjoint au chef de poste
Cadre d'emplois de agents de PM	Agents PM

D'une part, il prévoit que cette disposition concerne les agents relevant de toutes les filières statutaires dès lors que ces heures répondent à une nécessité de service et ont été validées par l'autorité territoriale ou le chef de service,
D'autre part, il prévoit que les heures supplémentaires seront compensées préférentiellement par l'attribution d'un repos compensateur et le cas échéant, par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires. Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.
Enfin, il précise qu'en vertu de la circulaire NOR : LBL/B/02/10023C du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale, le temps de récupération se fait dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération. A savoir,
- une majoration de 100% pour le travail de nuit
- une majoration de 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.
Et que le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

➢ **autorise M. le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en application de ces dispositions.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 130/2021 - Avenant à la convention de partenariat entre la Commune de Grenade et le Lycée Agricole d'Ondes dans le cadre de la plantation d'une haie champêtre.

M. le Maire expose :

Par délibération n° 110-2021 du 9 novembre 2021, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec le Lycée Agricole d'Ondes, dans le cadre de l'opération menée avec l'Association Arbres et Paysages d'Autant consistant à planter une haie champêtre au niveau de l'aire du Pumptrack.

Cette convention signée le 12.11.2021, prévoyait le versement par la commune au lycée, d'une participation de 400 € (100 € x 4 jours) pour le transport du matériel et la mise à disposition du personnel d'encadrement (2 personnes).

Il s'avère que suite à des modifications de planning et à la demande du lycée, le « chantier école » est réduit à trois jours, ramenant la participation communale à 300 €.

Entendu l'exposé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer l'avenant (dont le texte est joint en annexe) à la convention de partenariat signée le 12.11.2021, prenant en compte ces nouvelles dispositions.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 131/2021 - Dérogation au repos dominical pour les commerces de détail / Année 2022.

M. le Maire expose :

L'article L.3132-26 du Code du Travail, issu de la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dispose que « *Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.*

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la Commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable …. ».

Depuis l'entrée en vigueur de cette législation, la Commune s'appuie sur la concertation menée au sein du Conseil Départemental du Commerce (CDC) qui est parvenu en Haute-Garonne à harmoniser les positions des intercommunalités, des chambre consulaires, de l'association des maires de la Haute Garonne, des représentants des fédérations et associations de commerçants, des différents syndicats patronaux, des grandes enseignes nationales de la grande distribution sur les ouvertures des commerces les dimanches et jours fériés.

Un consensus s'est dégagé au sein du CDC sur le principe de sept dimanches d'ouverture en 2022 pour le commerce de détail (à l'exception du secteur de l'Ameublement et du Bricolage visés par des arrêts spécifiques), soit :

- le premier dimanche suivant le début des soldes d'hiver,

- le premier dimanche suivant le début des soldes d'été,

- le premier dimanche suivant la rentrée scolaire de septembre,

- le 27 novembre (Black Friday),

- le 4 décembre,

- le 11 décembre,

- le 18 décembre 2022.

L'article L.3132-26 du Code du Travail prévoit toutefois, pour les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m², que lorsque des jours fériés légaux sont travaillés (à l'exception du 1er mai), ils sont déduits par l'établissement des dimanches autorisés par le Maire, dans la limite de trois par an.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail et notamment l'article L3132-26,

Considérant l'accord signé le 23.06.2021 sur la limitation des ouvertures des commerces de Haute-Garonne les dimanches et jours fériés pour 2022,

Considérant le caractère particulier de ce jour de semaine qui doit être réservé au repos des salariés et pour lequel il convient de limiter l'ouverture des commerces,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'émettre un avis favorable **pour déroger au repos dominical** et **pour autoriser l'ouverture des commerces de détail de la Commune, à titre exceptionnel, les 4 dimanches suivants, pour l'année 2022 :**

→ **27 novembre 2022, 04 décembre 2022, 11 décembre 2022, et 18 décembre 2022.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 132a/2021 - PASS 2021-2022.

Participation à verser aux associations.

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une convention de partenariat a été signée avec les associations Bushido Karaté Club, Les Bâtons Garonnais, Les Pumas de Grande, ainsi qu'avec le Grenade Sports, dans le cadre du PASS, pour la période du 01.09.2021 au 31.08.2022, suite aux délibérations du Conseil Municipal des 06.07.2021 et 14.09.2021. Les dispositions de cette convention prévoient que le montant pris en charge par la Collectivité, soit versé aux associations partenaires, après communication d'un état récapitulatif.

Compte tenu des états transmis (états consultables auprès du secrétariat de la Mairie), M. le Maire propose **de verser les participations suivantes :**

Nom de l'Association	*Période concernée*	*Nombre d'enfants concernés*	*Participation à verser à l'Association par la Commune*
BUSHIDO KARATE CLUB	Saison 2021-2022	9	**942,00 €**
LES BATONS GARONNAIS	Saison 2021-2022	3	**168,00 €**
LES PUMAS DE GRENADE	Saison 2021-2022	13	**1 194,00 €**
ECOLE DE RUGBY DU GRENADE SPORTS	Saison 2021-2022	7	**462,00 €**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, donne son accord.

132b/2021 - PASS 2021-2022.

Intégration de l'association KANAHAU TAHIA NUI dans le dispositif du PASS.

M. le Maire propose d'intégrer l'association KANAHAU TAHIA NUI dans le dispositif du PASS. Il explique qu'il s'agit d'une nouvelle association dont le but est de faire découvrir la Polynésie française à travers la danse tahitienne.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, donne son accord et autorise M. le Maire à signer la convention de partenariat avec cette association sur la base des tarifs suivants :

	Catégorie	*Taux de prise en charge*	*Tarif de l'association par an*	*Tarif retenu pour calcul participation Commune par an*	*montant à payer par la famille par an*	*participation de la Commune par an*
Cours de danse tahitienne	**Cat. A**	80%	**60,00 €**	**60,00 €**	**12,00 €**	**48 €**
	Cat. B	60%	**60,00 €**	**60,00 €**	**24,00 €**	**36 €**
	Cat. C	40%	**60,00 €**	**60,00 €**	**36,00 €**	**24 €**
	Cat. D	20%	**60,00 €**	**60,00 €**	**48,00 €**	**12 €**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :
Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 133/2021 - Convention tripartite de partenariat entre le Collège Grand Selve, la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale et la Commune de Grenade / Projets d'éducation artistique et culturelle de l'Académie de Toulouse.

M. le Maire expose :

Le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports et le Ministère de la Culture portent ensemble une politique volontariste pour permettre à 100% des jeunes d'avoir accès chaque année à une expérience de qualité en matière d'éducation artistique et culturelle. Des crédits sont prévus, tous les ans, pour les Académies, pour la mise en œuvre de projets coordonnés par les Délégations Académiques à l'Education Artistique et Culturelle (DAAC).

La priorité au premier degré (préélémentaire et élémentaire) reste affirmée : les DAAC assurent, en lien avec les DASEN, le suivi des projets financés par ces crédits. Il est rappelé que l'article 35 de la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance permet le versement de crédits à un collège pour le financement des projets d'une école.

Afin de donner la possibilité au Collège Grand Selve de régler des factures dans ce cadre, pour les écoles de la Ville, M. le Maire sollicite du Conseil Municipal l'autorisation de signer une convention de partenariat avec la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale et le Collège de Grenade.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, donne son accord.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :
Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 134/2021 - Tarifs communaux.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **approuve les tarifs des services communaux applicables à compter du 01.01.2022**, conformément au document joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 135/2021 - Reprise de provisions.

Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances, indique au Conseil Municipal que l'article R2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modalités d'ajustement des provisions, et prévoit que celles-ci doivent donner lieu à reprise lorsque le risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Elle explique que différentes provisions ont été constituées. La Trésorerie ayant informé du règlement total de certaines dettes, il convient désormais de procéder à la reprise de tout ou partie des provisions, à savoir :

Réf. délibérations	*Montant provision*	*Reprises antérieures*	*Montant de la reprise*	
n° 163/2014 du 02/12/2014	1 257,00 €	1 041,58 €	215,42 €	
n° 90/2018 du 11/09/2018	1 666,14 €	- €	1 666,14 €	
n° 124/2018 du 04/12/2018	1 690,60 €	- €	1 690,60 €	
n° 124/2018 du 04/12/2018	32,05 €		32,05 €	
n° 130/2019 du 10/12/2019	149,64 €		149,64 €	
n° 130/2019 du 10/12/2019	128,50 €		128,50 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	51,97 €		51,97 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	69,30 €		69,30 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	33,87 €		33,87 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	92,83 €		92,83 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	72,01 €		72,01 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	100,24 €		3,83 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	68,66 €		34,20 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	43,31 €		43,31 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	110,02 €		110,02 €	
n° 128/2020 du 01/12/2020	27,05 €		27,05 €	
Total des reprises sur provisions			**4 420,74 €**	

Sur proposition de Mme MOREL CAYE,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve la reprise des provisions telles que décrites ci-dessus, pour un montant total de **4 420.74 €** (quatre mille quatre cent vingt euros et soixante-quatorze centimes).
- décide que ces recettes figureront sur le c/7817 de l'exercice en cours.
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces dans cette affaire.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 136/2021 - Constitution de provisions pour créances douteuses.

Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances, rappelle qu'en vertu de l'article R 2321-2 3° du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public, une provision doit être constituée par délibération, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité, et à partir des éléments communiqués par le comptable public.

Vu les informations portant sur les créances contentieuses communiquées par la Trésorerie de Grenade, et concernant :

DESIGNATION	***REFERENCE***	***EXERCICE***	***MONTANT***
Dette REST / ALSH / AIC - Avr 2021	T-131	2021	76.42 €
Dette REST / ALSH / AIC – Mai 2021	T-241	2021	85.44 €
Dette REST / ALSH / AIC- Juill 2021	T-376 R-79 A-4	2021	45.18 €
Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2021	T-435 R-80 A-2	2021	65.22 €
Dette REST / ALSH / AIC – Oct 2021	R-82 A-1	2021	60.46 €
Dette REST / ALSH / AIC – Nov 2021	T-650 R-83	2021	48.98 €
Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2021	T-435 R-80 A-3	2021	75.25 €

Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2021	T-437	2021	51.52 €
Dette REST / ALSH / AIC – Oct 2021	R-82 A-2	2021	61.06€
Dette REST / ALSH / AIC – Sept 2019	T-434 R-63 A-2	2019	40.02 €
Dette REST / ALSH / AIC – Sept 2019	T-435 R-64 A-2	2019	116.12 €
Dette REST / ALSH / AIC – Sept 2019	T-437 R-66 A-2	2019	133.06 €
Dette REST / ALSH / AIC – Sept 2019	T-440 R-67 A-4	2019	176.59 €
Dette REST / ALSH / AIC – Déc 2019	T-713	2019	31.00 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2020	T-241 R-68 A-2	2020	49.56 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2020	T-243 R-69 A-2	2020	53.71 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2020	T-244 R-70 A-2	2020	87.91 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juil 2020	T-245 R-71 A-2	2020	58.26 €
Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2020	T-318 R-72 A-2	2020	54.96 €
Dette REST / ALSH / AIC – Oct 2021	R-82 A-3	2021	36.32 €
Dette REST / ALSH / AIC – Nov 2020	T-629 R-73 A-2	2020	30.98 €
Dette REST / ALSH / AIC – Déc 2020	T-722 R-74 A-2	2020	18.59 €
Dette REST / ALSH / AIC – Mars 2021	T-91 R-75 A-6	2021	30.99 €
Dette REST / ALSH / AIC – Avr 2021	T-144 R-76 A-5	2021	15.49 €
Dette REST / ALSH / AIC – Mai 2021	T-238 R-77 A-4	2021	35.63 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2021	T-286 R-78 A-6	2021	10.84 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juill 2021	T-376 R-79 A-9	2021	27.89 €
Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2021	T-435 R-80 A-7	2021	38.73 €
Dette REST / ALSH / AIC – Janv 2021	T-13	2021	4.65 €
Dette REST / ALSH / AIC – Fév 2021	T-60	2021	23.85 €
Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2021	T-435 R-80 A-9	2021	149.24 €
Dette REST / ALSH / AIC – Oct 2021	R-82 A-5	2021	160.59 €
Dette REST / ALSH / AIC – Nov 2021	T-650 R-83	2021	121.18 €
Dette REST / ALSH / AIC – Déc 2019	T- 718	2019	96.41 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2020	T- 241 T-241 R-68 A-4	2020	154.84 €

Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2020	T-243 R-69 A-3	2020	34.46 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2020	T-244 R-70 A-5	2020	95.90 €
Dette REST / ALSH / AIC - Juil 2020	T- 245 T-245 R-71 A-7	2020	43.31 €
Dette REST / ALSH / AIC - Déc 2019	T-720	2019	122.79 €
Dette REST / ALSH / AIC - Juin 2020	T-241 R-68 A-8	2020	198.64 €
Dette REST / ALSH / AIC - Juin 2020	T-243 R-69 A-8	2020	84.51 €
Dette REST / ALSH / AIC - Juin 2020	T-244 R-70 A-9	2020	39.63 €
Dette REST / ALSH / AIC - Juill 2020	T-245 R-71 A-12	2020	19.81 €
Dette REST / ALSH / AIC - Aout 2020	T-318 R-72 A-12	2020	1.55 €
Dette REST / ALSH / AIC - Mars 2021	T-91 R-75 A-21	2021	69.31 €
Dette REST / ALSH / AIC – Avril 2021	T-144 R-76 A-24	2021	36.39 €
Dette REST / ALSH / AIC – Fév 2021	T-67	2021	47.65 €
Dette REST / ALSH / AIC – Mai 2021	T-238 R-77 A-15	2021	77.97 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juin 2021	T-286 R-78 A-21	2021	25.99 €
Dette REST / ALSH / AIC – Aout 2021	T-435 R-80 A-31	2021	130.12 €
Dette REST / ALSH / AIC – Juill 2021	T-376 R-79 A-33	2021	86.89 €
Dette REST / ALSH / AIC – Oct 2021	R-82 A-20	2021	15.00 €
TOTAL			**3 456.86 €**

Considérant la forte probabilité de non-recouvrabilité de cet encours, après avis de Madame le Trésorier de Grenade,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide de constituer des provisions équivalentes à **100%** des créances, soit la somme de **3 456.86 €.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 137/2021 - Avance sur subvention au profit du C.C.A.S.

Dans l'attente du vote du Budget Primitif 2022 et afin de lui permettre de faire face à ses charges,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de verser au Centre Communal d'Action Sociale de Grenade (C.C.A.S.) une avance de **50.000 €** à valoir sur la subvention de fonctionnement qui lui sera attribuée au titre de l'année 2022,

- de s'engager à prévoir les crédits au BP 2022.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 138/2021 - Décision modificative n° 06/2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant qu'il y a nécessité d'ajuster les crédits ouverts au budget 2021 en fonctionnement et en investissement,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- autorise l'ajustement des crédits en dépenses et en recettes ouverts au budget 2021,

- adopte la décision modificative n° 06/2021 dont le détail figure en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 139/2021 - Modification des AP/CP – Année 2021.

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide de modifier les autorisations de programmes et les crédits de paiement - Année 2021,

- approuve la nouvelle programmation pluriannuelle des investissements telle que jointe en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 140/2021 - Travaux de réaménagement du Quai de Garonne – Phase 1. Régularisation des écritures comptables.

Délibération annulant et remplaçant la délibération n° 111-2021 du 09.11.2021.

Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances, explique que la délibération n° 111/2021 du 09.11.2021 reprenant les écritures d'ordre à passer dans le cadre des travaux pour le compte de tiers sur l'opération « Travaux du Réaménagement du Quai de Garonne – Phase 1 » comportait une erreur sur le montant à régulariser. En effet, il convient de prendre en compte les titres émis sur le compte 458104 en 2018 pour un montant de 16 432.87 €, titres venant annuler les dépenses émises sur le compte 458104 en 2017. Il convient donc de modifier les écritures suivant le tableau ci-dessous :

PART CCHT SUR TRAVAUX QUAI DE GARONNE - PHASE 1 -

DEPENSES			
IMPUTATION REELLE	ANNEE	PREVU	REALISE
4581-04	2017	35 600,00 €	16 432,87 €
	2018 (Mandats)	382 000,00 €	377 666,00 €
	2018 (Titres)	- €	- 16 432,87 €
	2019	74 000,00 €	73 333,51 €
	2020	400,00 €	- €
	2021	351,00 €	350,58 €
	2022		
TOTAUX		**492 351,00 €**	**451 350,09 €**

RECETTES			
IMPUTATION REELLE	ANNEE	PREVU	REALISE
4582-04	2017	35 600,00 €	- €
	2018	97 275,00 €	95 566,72 €
	2019	708,28 €	11 922,27 €
	2020	- €	- €
	2021		
	2022		
TOTAUX		**133 583,28 €**	**107 488,99 €**

IMPUTATION ORDRE	REALISE DEPENSES	REALISE RECETTES	MONTANT ECRITURE D'ORDRE A PASSER
SFIN - 4582-04 - CHAP 041	451 350,09 €	107 488,99 €	343 861,10 €
SFIN - 204412 - CHAP 041	- €	- €	343 861,10 €

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'annuler la délibération n° 111/2021 du 09.11.2021,
- de valider la subvention en nature pour la somme de **343 861.10 €** telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 141/2021 - Atlas de la Biodiversité Communale : signature de l'annexe annuelle 2022 à la convention-cadre avec Nature En Occitanie

Mme IBRES, conseillère municipale déléguée, expose :

Lauréate de l'appel à projet lancé par l'Office Français de la Biodiversité en 2020, la Commune de Grenade est officiellement engagée dans la mise en œuvre d'un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) depuis le 11 mai 2021, et ce jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle rappelle que l'objectif de l'ABC est de réaliser un inventaire du patrimoine naturel communal afin de mieux le protéger et le valoriser, mais aussi, tout au long de sa construction, de partager cette connaissance notamment à travers une communication régulière et par la mise en œuvre de formations ou d'animations.

Ce travail est principalement assuré par l'association Nature En Occitanie (NEO) via une convention-cadre conclue entre l'association et la Commune, et détaillant le projet et les engagements des parties. Cette convention est complétée par une annexe annuelle qui précise le programme d'action, le financement et les modalités de paiement.

Elle propose donc au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'annexe 2022 (cf document ci-annexé) correspondant à la deuxième année du projet.

Entendu l'exposé,

Vu la convention N°OFB/2020/1080 de subvention relative à l'Atlas de la Biodiversité Communale de la Commune de Grenade conclue entre la Commune de Grenade et l'établissement public à caractère administratif Office Français de la Biodiversité et ses annexes,

Vu la convention-cadre de partenariat pour la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale conclue le 11 mai 2021 entre la Commune de Grenade et l'association Nature En Occitanie,

Vu le projet d'annexe annuelle à cette même convention précisant le programme d'action, les financements et les modalités de paiement pour l'année 2022 ci-joint,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve l'annexe annuelle 2022 à la convention-cadre de partenariat conclue entre la Commune de Grenade et l'association Nature En Occitanie en vue de la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale,
- autorise Monsieur le Maire à signer ladite annexe annuelle 2022,
- s'engage à prévoir les crédits nécessaires au budget de la Commune.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 142/2021 - Atlas de la Biodiversité Communale : signature de la convention-cadre avec le Conservatoire des Espaces Naturels et de son annexe.

Mme IBRES, conseillère municipale déléguée, expose :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Atlas de la Biodiversité Communale (dont le programme d'action est défini par l'Office Français de la Biodiversité, principal financeur du projet), l'une des actions du programme ne peut être assurée par Nature En Occitanie, notre prestataire principal. En effet, cette association n'est pas compétente en matière de chiroptères, c'est-à-dire de chauves-souris. Ces dernières participent de manière déterminante à l'équilibre de la

biodiversité du territoire, et il convient de mener un inventaire et des animations autour de cette thématique dans le cadre de l'ABC.

Pour ce faire, la Commune a pris l'attache du Conservatoire des Espaces Naturels d'Occitanie qui a l'habitude de prendre part à la réalisation d'ABC. Conformément au programme d'action prévu par l'OFB, le Conservatoire réaliserait ses missions sur les seules années 2022 et 2023.

Elle propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention-cadre 2022-2023 et son annexe (cf documents ci-annexés) avec le Conservatoire des Espaces Naturels en vue de la réalisation de l'ABC de Grenade.

Entendu l'exposé,

Vu la convention N°OFB/2020/1080 de subvention relative à l'Atlas de la Biodiversité Communale de la Commune de Grenade conclue entre la Commune de Grenade et l'établissement public à caractère administratif Office Français de la Biodiversité et ses annexes,

Vu la convention-cadre de partenariat pour la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale conclue le 11 mai 2021 entre la Commune de Grenade et l'association Nature En Occitanie,

Vu le projet de convention-cadre de partenariat pour la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale entre la Commune de Grenade et l'association Conservatoire des Espaces Naturels d'Occitanie et son annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve le projet de convention-cadre de partenariat pour la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale entre la Commune de Grenade et l'association Conservatoire des Espaces Naturels d'Occitanie et son annexe,
- autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention-cadre,
- s'engage à prévoir les crédits nécessaires au budget de la Commune.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 143/2021 - Opération « Réhabilitation de la remise Serres - Extension de la Maison des projets »

Inscription dans le cadre du Contrat de Relance et de Transition Ecologique des Hauts Tolosans.

Demande de subvention à l'Etat et à la Région.

M. le Maire précise que les Contrats de Relance et de Transition Ecologique sont des contrats qui seront conclus fin 2021 entre l'Etat et le porteur du contrat à savoir les PETR ou les EPCI afin d'accompagner les collectivités dans leur projet de territoire selon un nouveau modèle de développement, plus résilient sur le plan écologique, productif et sanitaire.

Ce projet de territoire s'articule autour de 2 axes transversaux :

- la transition écologique,
- la cohésion sociale et territoriale,

dans lesquels sont intégrés les axes du projet de territoire de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Considérant que l'opération *« Réhabilitation de la remise Serres – Extension de la Maison des projets »* répond aux priorités de l'axe 3 du Contrat de Relance et de Transition Ecologique « Accompagner le développement en conservant le cadre de vie et ses valeurs »,

Considérant que cette opération est inscrite dans le Contrat Bourg-centre, action 1.1.2, « *Aménager des locaux dédiés à l'opération de revitalisation dans le centre historique sur l'îlot Crayssac* »,

Considérant que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 357 417.98 € HT, soit 428 901.58 € TTC,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve l'opération,

- sollicite l'inscription de l'opération *« Réhabilitation de la remise Serres – Extension de la Maison des projets »*,

- demande une subvention auprès des Services de l'Etat au titre de la DETR, au taux le plus élevé possible,

- demande une subvention de 30% à la Région, soit la somme de 107 225 €,

- approuve le plan de financement de l'opération comme suit :

Dépenses	***Coût prévisionnel HT***
Moe -Etudes de sol – relevé topo	36 243.86 €
Travaux	285 550.00 €
Mission SPS	2 400.00 €
Mission CT	3 800.00 €
1er équipement matériel	9 715.07 €
1er équipement mobilier	9 709.05 €
Frais imprévus (aléas, imprévus …)	10 000.00 €
Total dépenses à financer	**357 417.98 €**

Recettes	
Etat – DETR (30%)	107 225.00 €
La Région - Aménagement et qualification des espaces publics (30%)	107 225.00 €
Commune de Grenade (40%)	142 967.98 €
Total :	**357 417.98 €**

1 autorise M. le Maire à signer tout document à la bonne exécution de ce dossier.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 144/2021 - Programme d'investissement routier 2022 du Département.

Dans le cadre de la programmation 2022 des travaux d'urbanisation (opérations sur routes départementales en agglomération),

Sur proposition de Mme BOULAY, Maire Adjoint déléguée à l'urbanisme,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **de demander au Conseil Départemental 31, l'inscription des études concernant l'opération « Revitalisation du Bourg-Centre : aménagement urbain des allées Alsace Lorraine, RD17, RD29 et RD2 »,** l'objectif étant d'améliorer la sécurité et les déplacements de tous les usagers, ainsi que l'accessibilité des trottoirs.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 145/2021 - Aménagement paysager de l'îlot central du giratoire situé « Portes de Save ».

Convention entre le Conseil Départemental 31 et la Commune de Grenade ayant pour objet d'autoriser la réalisation d'un aménagement paysager par la Commune et d'en définir les conditions de gestion ultérieure sur les dépendances du giratoire RD29/RD29A.

M. le Maire rappelle que dans le cadre du programme d'embellissement des entrées de Ville, la Municipalité a mené une réflexion sur l'aménagement paysager du rond-point situé « Portes de Save ».

L'esquisse du projet validé par la Direction des Routes du Département, a été présenté aux élus en séance le 9 novembre 2021.

Il explique que dans la mesure où ce projet se trouve dans l'emprise du domaine public routier départemental, une convention doit être signée entre le Conseil Départemental de la Haute-Garonne et la Commune de Grenade, ayant pour objet d'autoriser cette dernière à réaliser l'aménagement paysager et d'en définir les conditions de gestion ultérieure.

Entendu l'exposé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ❖ approuve le texte de la convention tel que joint en annexe.
- ❖ autorise M. le Maire à signer ladite convention

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 14 décembre 2021

Le mardi 14.12.2021, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 07.12.2021), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme BRIEZ Dominique, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme GENDRE Claudie (par M. MARTINET), M. BEN AÏOUN Henri (par Mme MOREL CAYE). M. BOURBON Philippe (par Mme BOULAY), Mme MANZON Sabine (par Mme BRIEZ), Mme GARCIA Hélène (par Mme IBRES), Mme LOUGE Monique (par M. DELMAS), M. POCHON Pascal (par M. DELMAS).

Absent : M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme BRIEZ Dominique.

N° 146/2021 - Avis sur la demande de permis de construire portant sur le projet photovoltaïque « Au Pont et Castelet » à Saint-Caprais et décision d'engager une procéder de « Mise En Compatibilité du Document d'Urbanisme » (MECDU).

Mme VIDAL, conseillère municipale déléguée au village de St Caprais, expose :

Le projet de création d'un parc photovoltaïque, présenté par M. MORMICHE (e-sweet énergie) d'abord aux conseillers municipaux, puis en réunion publique à Saint-Caprais, concerne 2 permis de construire enregistrés le 19/01/2021, sous les numéros 21W0002 et 21W0003.

Cette présentation a été complétée par une présentation technique des responsables du service communal, ayant effectué la pré-instruction, afin de préciser les contraintes afférentes au site, la procédure d'instruction et les règles d'urbanisme applicables.

M. MORMICHE indique avoir travaillé avec les services de la DDT pour revoir ce projet en fonction des remarques qui avaient été émises (concernant notamment l'étude d'impact) par la MRAe en date du 18/03/2021 et la CDPENAF en date du 08/03/2021. Ces 2 commissions ont été saisies par l'Etat dans le cadre de la procédure d'instruction des 2 permis de construire.

L'avis des 2 commissions a été transmis aux conseillers municipaux en amont de la réunion de présentation effectuée par les services communaux.

Au vu du travail effectué avec les services de l'Etat, M. MORMICHE précise, dans un mail adressé à la Commune le 14/10/2021, qu'il va retirer un des deux dossiers de permis de construire (PC 21W003 Au Pont et Castelet) et redéposer une nouvelle demande d'autorisation pour ce site, car la réduction de 25% de la surface de ce projet constitue une modification substantielle de ce permis de construire. M. MORMICHE indique également qu'il doit retravailler et redéposer le dossier d'étude d'impact.

Tous les conseillers municipaux ont pu prendre connaissance du dossier initial et des informations transmises concernant le nouveau projet car elles leur ont été diffusées par mail, puis ont été annexées à la note de synthèse de ce Conseil Municipal.

Il est proposé aux conseillers municipaux :

- d'émettre un avis sur les 2 demandes de permis de construire déposées et enregistrées sous les numéros 21W0002 et 21W0003.
- d'examiner les éléments transmis par M. MORMICHE pour son nouveau dépôt de permis de construire et de décider d'engager ou de refuser d'engager, en conséquence, une procédure de déclaration de projet pour « Mise en compatibilité du document d'urbanisme » (MECDU).

Il est précisé que les crédits permettant d'engager cette procédure (MECDU) ont été inscrits au BP 2021, pour 30 000€ TTC.

Mme BOULAY prend la parole. Elle indique qu'elle souhaite faire une communication car elle n'était pas présente lorsque le projet a été évoqué en réunion de Groupe :

« *Dans le monde, **le premier facteur de perte de biodiversité** est la déforestation : 290 millions d'hectares de couverture forestière ont disparu entre 1990 et 2015. **En France**, la principale cause de cette perte est ('augmentation de **l'urbanisation** et **les changements d'occupation des sols** qui créent **une fragmentation et un dysfonctionnement des habitats naturels.***

Les surfaces bâties et revêtues (donc imperméables) croissent trois fois plus vite que la population française. En effet, entre 1981 et 2012 les surfaces imperméables ont augmenté de 1,5 % par an, contre 0,5 % pour la population.

L'urbanisation** comprend **l'imperméabilisation des sols** et **l'implantation de constructions dispersées dans un paysage naturel** qui **détruisent, fragmentent et déstructurent les écosystèmes.

*Entre 2006 et 2015, la France a perdu plus **d'un demi-million d'hectare d'espaces naturels et de terres agricoles.** Cette superficie est équivalente a environ deux fois la taille du Luxembourg.*

Ce diagnostic, connu de tous, nous est sans cesse rappelé par les Services de l'Etat dans le cadre de nos travaux sur le PLU et au cours d'examen en commun de projets structurants.

Sans en être forcément conscient, chaque citoyen est à son échelle responsable de ce phénomène. Or les milieux naturels sont essentiels pour notre survie et leur conservation est un enjeu national. Si nous sommes conscients de cette situation et que nous souhaitons la faire évoluer, nous pouvons en tant qu'élus, agir et faire des choix qui enclencheront un changement.

Je ne suis pas opposée au développement des énergies renouvelables, mais comme pour tout projet d'envergure, il nous faut, avant de prendre une décision analyser l'ensemble des avantages et inconvénients comme nous le faisons pour des projets d'habitat de beaucoup plus petite envergure.

Quel que soit son site d'implantation**, ce projet permettra de fournir les mêmes quantités d'énergies électriques et rapportera les mêmes « revenus » aux Collectivités concernées, par le biais des taxes et impôts auquel il est soumis. Du coup, on se rend bien compte que **ce qui est déterminant dans le cas de ce projet, c'est essentiellement son lieu d'implantation.

***De par sa nature, ce projet va imperméabiliser, fragmenter et déstructurer 30ha d'espaces naturels et agricoles**.*

Comme le conseille la MRAE, le Conseil Municipal a la possibilité de demander au porteur de projet d'étudier une autre implantation pour ce projet, notamment sur des zones déjà artificialisées afin d'être en cohérence avec l'ensemble des doctrines et positionnements officiels de l'Etat et des différentes Collectivités supra-communales.

***Notre PLU préserve actuellement ces milieux naturels** en rendant inconstructibles ces espaces dont certains possèdent déjà une grande richesse écologique (classes zone NATURA 2000 et répertoriés ZNIEFF) et d'autres sont en voie de renaturation.*

Saisissons-nous de cette opportunité, et restons logiques avec ce que nos prédécesseurs ont fait, tout en pensant aux générations futures.

En tant qu'Adjointe au Maire en charge de l' Urbanisme, il est de ma responsabilité de rester cohérente d'une part avec l'ensemble des démarches engagées sur notre territoire communal et d'autre part avec notre PADD, débattu le 26 octobre 2020.

Je suis favorable a tout projet de développement urbain qu'il soit à but économique ou résidentiel, à condition qu'il n'altère pas ce que nous avons de plus précieux, à savoir notre Patrimoine architectural et naturel.

Le projet de parc photovoltaïque tel qu'il a été déposé en janvier dernier ainsi que les modifications annoncées par le porteur de projet ***ne sont pas compatibles****, pour moi,* ***avec les valeurs que nous défendons.***

En outre, je m'interroge sur l'utilité de voter pour le PC 21W003 qui doit être retiré par le porteur de projet, comme il est dit dans le corps de la délibération. Les modifications transmises par mail par le porteur de projet ne modifient en rien la localisation de cette réalisation, sujet de fond de la décision que nous devons prendre.

C'est pourquoi, j'émets un avis :

- ***défavorable*** *à la réalisation de ce projet* ***sur ce site,*** *donc avis défavorable sur les 2 demandes de PC déposées en janvier 2021,*
- ***défavorable*** *à l'engagement d'une procédure de déclaration de projet pour « Mise en compatibilité du document d'urbanisme », qui aurait pour effet de transférer la responsabilité des impacts sur la perte de biodiversité, du porteur de projet aux élus locaux.*

Je vous remercie pour votre attention. ».

Mme VIDAL indique qu'un vote à bulletins secret est souhaité par certains élus, et notamment par elle. Elle indique que le vote peut avoir lieu au scrutin secret lorsqu'un tiers des membres présents le demande (article L2121-21 du CGCT).

M. le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur le vote à bulletins secrets.

Résultat du vote : **11 pour** (A. Vidal, V. Moreel, F. Morel Caye, J. Aurel, R. Monbrun, L. Ibres, T. Vidoni-Perin, F. Napoli, A. Taurines, M. D'Annunzio, C. Caubet).

Sachant que le tiers des présents est égal à 6,66 (20/3), M. le Maire déclare que **le vote aura lieu au scrutin secret,** à la majorité absolue.

M. MARTINET demande s'il y aura un vote séparé pour chacune des propositions.

M. le Maire confirme et tient à faire remarquer que la décision définitive sera prise par l'Etat comme pour tous les projets d'énergies renouvelables, les communes n'émettent que des avis.

M. MARTINET demande des explications sur la deuxième proposition et notamment sur « la procédure de déclaration de projet pour « Mise en compatibilité du document d'urbanisme » (MECDU) ».

Mme BOULAY explique qu'aujourd'hui le PLU et le PADD tels qu'ils ont été votés ne permettent pas l'installation de ce type de projet et qu'une mise en compatibilité du document d'urbanisme (MECDU) est nécessaire.

M. VIDONI-PERIN estime que, pour se prononcer en faveur d'une procédure MECDU sur un nouveau projet, il faut d'abord que les nouveaux permis de construire, donc le nouveau projet ait été déposé par M. MORMICHE.

M. le Maire invite les élus à passer au vote sur la première proposition, à savoir sur les 2 demandes de permis de construire déposées et enregistrées sous les numéros 21W0002 et 21W0003.

Le vote a lieu à bulletins secrets. A l'appel de leur nom, chaque élu remet son bulletin dans l'urne.
Résultat du vote :
POUR : 1 voix
CONTRE : 26 voix.
Majorité absolue : 14
Le Conseil Municipal se prononce CONTRE les 2 demandes de permis de construire déposées et enregistrées sous les numéros 21W0002 et 21W0003.

M. le Maire invite les élus à passer au vote sur la deuxième proposition, à savoir examiner les éléments transmis par M. MORMICHE pour son nouveau dépôt de permis de construire et de décider d'engager ou de refuser d'engager, en conséquence, une procédure de déclaration de projet pour « Mise en compatibilité du document d'urbanisme » (MECDU).

Le vote a lieu à bulletins secrets. A l'appel de leur nom, chaque élu remet son bulletin dans l'urne.
Résultat du vote :
POUR : 19 voix
CONTRE : 8 voix.
Majorité absolue : 14
Le Conseil Municipal se prononce POUR examiner les éléments transmis par M. MORMICHE pour son nouveau dépôt de permis de construire et décide d'engager, en conséquence, une procédure de déclaration de projet pour « Mise en compatibilité du document d'urbanisme » (MECDU).

Pièces annexées :

- *Avis MRAE et CDPNAF sur les dossiers de PC n° 21W002 et 21W003 enregistrés le 19/01/2001,*
- *Avis CDPNAF étude préalable d'un point de vue agricole,*
- *Présentation du service DPDU du 7/09/2021,*
- *Courriel de M. MORMICHE du 14/10/2021,*
- *Plan « implantation projetée »,*
- *« Retroplanning » et « Revenus fiscaux »,*
- *Mémoire en réponse du 17.09.2021 à l'avis de la MRAe du 18 mars 2021.*

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

DECISIONS

DECISION DU MAIRE n° 44/2021

OBJET : Avenant n°1 au marché n° 21-F-03-S « Services de télécommunications voix et données lot 1 : IP Centrex / Accès internet et Interconnexion des sites ».

Ajout de prix au BPU.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu l'Acte d'Engagement du marché 21-F-03-S « Services de télécommunications voix et données, lot 1 : IP Centrex / Accès internet et Interconnexion des sites », attribué à l'entreprise ALSATIS ENTREPRISES domicilié à Toulouse (31) en date du 19/03/2021,

Considérant que, suite au déploiement de la fibre sur le territoire de la commune de Grenade sur Garonne,

DECIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un avenant n°1 au marché 21-F-03-S « Services de télécommunications voix et données, lot 1 : IP Centrex / Accès internet et Interconnexion des sites » afin d'acter comme indiqué dans l'avenant n°1 annexé à la présente décision, l'ajout de prix nouveaux au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le titulaire propose :

- de nouvelles offres suite au déploiement de la fibre sur la commune (Prix MAJ Accès DATA).

- de nouveaux téléphones IP fixes (Prix Services de téléphonie fixe).

Un devis a été demandé au titulaire. Le devis précise les montants des frais d'accès au service et les prix des abonnements.
Montant de l'avenant n° 1:

- Taux de la TVA : …20%
- Montant en € HT : …+ 5 155.00
- Montant en € TTC : …+ 6 186.00
- % d'écart introduit par l'avenant : + 19.05%

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : …20%
- Montant en € HT : …32 216.67
- Montant en € TTC : …38 660.00……

ARTICLE 2 :
Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 04/10/2021
Jean-Paul DELMAS
Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 45/2021

OBJET : **Vente de ferraille à la société DECONS SAS.**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19.05.2015 autorisant le principe de la vente de ferraille,

DECIDE

ARTICLE 1er :

Il est procédé à la vente, à la **Société DECONS SAS** - 45, route de Paris 31140 AUCAMVILLE, de 1460 kg de ferraille, au prix de 100 €/Tonne, auxquels il faut enlever 0,90 € de frais de gestion, soit la somme de **145,10 €** (Cent quarante-cinq euros dix centimes).

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 21 octobre 2021

Jean-Paul DELMAS,nMaire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 46/2021

OBJET : Modification de la décision n° 43/2021 du 30.09.2021 relative à l'attribution du marché : « Groupement de commandes : mise en concurrence des contrats d'assurances » (21-F-15-S) 5 lots.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la délibération n° 43/2021 du 13 avril 2021 par laquelle la Commune de Grenade-sur-Garonne, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, agit par délégation prévue par convention constitutive, tant pour son compte que pour le compte de son CCAS,

Vu la décision n°43/2021 du 30.09.2021 relative à l'attribution du marché : « Groupement de commandes : mise en concurrence des contrats d'assurances » (21-F-15-S) 5 lots,

DECIDE

ARTICLE 1 :

De corriger une erreur matérielle présente dans la décision n° 43/2021 du 30.09.2021. En effet, les montants mentionnés en chiffres, pour chacun des 5 lots, s'entendent en € HT et non en € TTC comme précisés.

Le marché « Groupement de commandes : mise en concurrence des contrats d'assurances » (21-F-15-S) 5 lots, est modifié comme suit :

Lot n°	*Intitulé du lot*	*Sociétés retenues*	*Montant annuel en € HT*
1	Assurance des dommages aux biens et des risques annexes	SMACL	**45 766.44 € HT** *Commune : 45 766.44 € HT* *CCAS : 0.00 € HT*
2	Assurance des responsabilités et des risques annexes	SMACL	**5 071.16 € HT** *Commune : 4 879.76 € HT* *CCAS : 221.40 € HT*
3	Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes	GROUPAMA	**11 721.50 € HT** *Commune : 11 521.50 € HT* *CCAS : 200.00 € HT*
4	Assurance de la protection juridique de la collectivité	SMACL	**1 450.00 € HT** *Commune : 1 150.00 € HT* *CCAS : 300.00 € HT*
5	Assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus	SMACL	**607.50 € HT** *Commune : 555.00 € HT* *CCAS : 52.50 € HT*

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 1er janvier 2022 - 00h00.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal et le Conseil d'Administration du CCAS seront tenus informés de cette décision modificative dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 08/11/2021

Jean-Paul DELMAS,Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 47/2021

OBJET : Avenant n° 1 au marché « Maitrise d'œuvre pour l'aménagement de la remise Serres à Grenade sur Garonne » (21-I-17-MO).
Fixation du coût prévisionnel définitif des travaux et du forfait de rémunération définitive du maitre d'œuvre du marché.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu l'Acte d'Engagement du marché « Maitrise d'œuvre pour l'aménagement de la remise Serres à Grenade sur Garonne » - n°21-I-17-MO, notifié en date du 23/08/2021, attribué au groupement HUCAULT ZAZZA (mandataire) / CETEC (co-traitant) domicilié à Grenade sur Garonne,

Considérant qu'à l'issue des études d'Avant-Projet (AVP), le cout prévisionnel définitif des travaux que le maitre d'œuvre s'engage à respecter est porté de 254 500 €HT à 285 550.00 €HT,

Cette augmentation du cout prévisionnel des travaux est due à plusieurs raisons :

- L'estimatif en phase APS/APD est basé sur un quantitatif et non à un ratio contrairement à l'étude de faisabilité.

- Il prend en compte les paramètres non connus au stade de l'étude de faisabilité à savoir les résultats des diagnostics techniques et le résultat de l'étude de sol réalisée.

- Le choix du système constructif ainsi que le dimensionnement des ouvrages sont définis en APS et APD.

- Les montants indiqués par lot sont des prix moyens constatés pour des ouvrages similaires sachant que ces derniers mois on constate une augmentation des prix entre 7 à 10% (pénuries liées au covid).

- L'estimatif tient compte des demandes formulées lors de la réunion du 20 septembre 2021 ainsi que du mail du 22 septembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un avenant n° 1 au marché « Maitrise d'œuvre pour l'aménagement de la remise Serres à Grenade sur Garonne » (21-I-17-MO) afin d'acter, comme indiqué dans l'avenant n°1, annexé à la présente décision :
- le coût prévisionnel définitif des travaux à 285 550.00 € HT (valeur octobre 2021),
- le forfait définitif de rémunération du maitre d'œuvre à : 34 023.86 € HT, réparti comme suit :

Forfait de rémunération définitif pour la salle polyvalente : 30 023.52 € HT
Forfait de rémunération définitif pour les WC de la salle polyvalente : 4 000.34 € HT.
Le forfait de rémunération du maitre d'œuvre est porté de 31 580.00 € HT à 34 023.86 € HT,
soit une augmentation de 7.74% par rapport au marché initial.

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 29/11/2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 48/2021

OBJET : **Tarifs de remise en vente de 5 concessions ayant fait l'objet d'une reprise.**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Considérant que les concessions 1061B, 993B, 1400B et 1093B, situées dans le cimetière communal de la Magdeleine, et la concession située dans le carré 14A n° 34 du cimetière de la Chapelle St Bernard, ont été reprises par la Commune de Grenade,

Considérant que les concessions 1061B, 993B, 1400B et 1093B, situées dans le cimetière communal de la Magdeleine, et la concession située dans le carré 14A n° 34 du cimetière de la Chapelle St Bernard, ont été vidées et qu'elles peuvent être remise à la vente (cf photos ci-jointes),

DECIDE

ARTICLE 1er :

De fixer les tarifs de remise à la vente des concessions suivantes, comme suit :

Numéro de la concession	Descriptif	Situation	Tarif
1061B	Caveau 2 places.	Cimetière de la Magdeleine	**2 000 €**
993B	Préfabriqué 2 places avec pierre tombale en granit.	Cimetière de la Magdeleine	**1 650 €**
1400B	Préfabriqué 2 places avec pierre tombale en granit	Cimetière de la Magdeleine	**1 650 €**
1093B	Préfabriqué 2 places avec pierre tombale en granit	Cimetière de la Magdeleine	**1 650 €**
Carré 14A n° 34	Tombe terre	Cimetière de la Chapelle St Bernard	**1 300 €**

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 08.12.2021

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 49/2021

OBJET : **Cession d'un projecteur numérique à l'Association Grenade Cinéma.**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Considérant que le projecteur numérique actuellement installé dans la salle du cinéma de Grenade présente des dysfonctionnements,

Considérant que ce projecteur est la propriété de la Commune de Grenade,

Considérant la proposition de l'Association Grenade Cinéma d'acquérir ce projecteur à la Commune en vue d'une reprise dans le cadre de l'acquisition d'un nouvel équipement que l'association financerait elle-même,

DECIDE

ARTICLE 1er :

La Commune de Grenade cède à l'association Grenade Cinéma, le projecteur numérique actuellement installé dans la salle de cinéma, **moyennant la somme de 3.500 € (Trois mille cinq cent euros).**

ARTICLE 2 :

La Commune de Grenade délègue à l'association Grenade Cinéma, gestionnaire du cinéma, le droit d'investir les sommes inscrites sur le compte de soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique dont la commune est titulaire, pour l'acquisition du nouveau projecteur.

ARTICLE 3 :

Une nouvelle convention de mise à disposition de locaux, de matériels et mobiliers sera signée entre la Commune de Grenade et l'Association Grenade Cinéma, afin notamment de :

- préciser que le matériel et mobilier acquis par l'association resteront la propriété de ladite association durant son existence et qu'en cas de dissolution de celle-ci, ils deviendront la propriété de la Commune de Grenade.
- modifier la durée de la convention (La mise à disposition du bâtiment abritant le cinéma par la Commune à l'Association Grenade Cinéma est consentie pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties moyennant le respect d'un préavis de deux mois, par lettre recommandé avec accusé de réception. Aucune indemnité ne sera due de part et d'autre. La durée de la présente convention ne pourra excéder douze ans).

L'inventaire des matériels et mobiliers annexé à la convention sera également actualisé.

ARTICLE 4 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 15.12.2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 50/2021

OBJET : **Vente de ferraille à la société SAS DECONS OCCITANIE.**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19.05.2015 autorisant le principe de la vente de ferraille,

DECIDE

ARTICLE 1er :

Il est procédé à la vente,

à la **Société SAS DECONS OCCITANIE** - 45, route de Paris 31140 AUCAMVILLE,

de 960 kg de métaux ferreux, au prix de 250 €/Tonne, auxquels il faut enlever 0,90 € de frais de gestion, soit la somme de **239,10 €** (Deux cent trente-neuf euros dix centimes).

de 1020 kg de ferraille à cisailler, au prix de 160 €/Tonne, auxquels il faut enlever 0,90 € de frais de gestion, soit la somme de **162,30 €** (Cent soixante-deux euros trente centimes).

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 15 décembre 2021

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 51/2021

OBJET : Création d'un Pumptrack.

Demande d'aide financière au dispositif LEADER.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la localisation de la Commune de Grenade en milieu rural,

Vu l'appartenance de la Commune de Grenade à la Communauté de Communes des Hauts Tolosans, membre du PETR Pays Tolosan,

Vu la décision n° 21/2021 du 27.05.2021 sollicitant l'aide financière de l'Agence Nationale pour le Sport, de la Région et de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne,

Vu la décision n° 31/2021 du 28.07.2021 sollicitant l'aide financière de Communauté de Communes des Hauts Tolosans,

Vu les réponses reçues de l'ANS, de la Région, et de la CCHT,

Considérant la carence en équipement en accès libre pour la jeunesse locale,

Considérant qu'il y a lieu de développer des équipements structurants sur le territoire, notamment les équipements sportifs de niveau local, et équipements de proximité en accès libre, et particulièrement ceux destinés aux jeunes,

Considérant que le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 99 705.00 € HT, soit **119 646.00 € TTC,**

DECIDE

ARTICLE 1 :

de demander une aide financière au dispositif LEADER pour l'opération « *Création d'un Pumptrack* »,

- d'approuver le projet et le coût de l'opération, sur la base du plan de financement actualisé suivant :

DEPENSES	Coût prévisionnel HT
Travaux	99 705.00 €

RECETTES	
La Région	12 000.00 €
LEADER	29 764.00 €
CCHT	8 000.00 €
CAF	30 000.00 €
Commune de Grenade (20%)	19 941.00 €
Total :	*99 705.00 €*

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 20/12/2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 52/2021

OBJET : Encaissement d'un chèque de 273,83 € émis par Mme POZZESSERE J. en dédommagement de dégradations commises lors d'une location de salle.

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la convention de mise à disposition de la salle Roland Garros signée entre la Commune de Grenade et Mme POZZESSERE J., pour une location du 27/11/2021 au 28/11/2021,

Vu l'état des lieux de sortie effectué le 29.11.2021 entre les deux parties et faisant constat de dégradations,

Vu le devis de réparation de ces dites dégradations, d'un montant de 273,83 €,

DECIDE

Article 1er :

D'établir un titre de recettes d'un montant de 273,83 € et d'inscrire cette somme, en recettes de fonctionnement au compte 7788 « produits exceptionnels », afin de permettre l'encaissement du chèque n° 0003068 du 15.12.2021, d'un montant de 273,83 €, établi par Mme POZZESSERE en réparation du sinistre constaté.

Article 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 22/12/2021

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 53 /2021

OBJET : Attribution de l'accord cadre à bons de commande n° 21-F-21-S « Location et maintenance de photocopieurs numériques multifonctions ».

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 43/2021 du 13 avril 2021 portant constitution d'un groupement de commande permanent entre la Commune de Grenade et le Centre Communal d'Action Sociale de Grenade,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal du Maire,

Vu la consultation lancée dans le cadre de la procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, en vue de la passation de l'accord cadre à bons de commande « Location et maintenance de photocopieurs numériques multifonctions »,

Vu l'appel à la concurrence lancé le 08/11/2021,

Vu l'analyse des candidatures et des offres,

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'attribuer l'accord cadre à bons de commande n° 21-F-21-S « Location et maintenance de photocopieurs numériques multifonctions » à :

Entreprises	Montant estimatif de l'offre issu du DQE en € HT
SHARP BUSINESS SYSTEMS BAT LE ROSTAND 22 AVENUE DES NATIONS - PORTE A CS52094 VILLEPINTE 95 948 ROISSY CHARLES DE GAULLE CEDEX	29 119.96

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures courantes et services, à bons de commande, sans minimum et avec maximum et conclu avec un opérateur économique.

Les montants minimum et maximum des commandes, pour la période initiale de l'accord-cadre et chaque période de reconduction éventuelle, sont fixés comme suit :

Montant en € HT	
Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT
SANS	53 000.00

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires et/ou forfaitaires fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Le marché est conclu pour une durée initiale d'une année à compter de la date du 1er bon de commande. Il pourra être reconduit trois fois tacitement sans pouvoir excéder quatre ans.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 23/12/2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 54/2021

OBJET : **Aménagement paysager du giratoire situé Portes de Save.**
Mécénat de compétence de la Société LABEDAN CONSTRUCTIONS.

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Considérant le projet communal d'aménagement paysager du giratoire situé Portes de Save,

Considérant le souhait de la Société LABEDAN CONSTRUCTIONS – ZAC Sud Secteur Ouest – 136, rue de l'Autan à Grenade, qui réalise une partie des travaux, de faire un don en nature à la commune (mise à disposition gratuite de personnel), dans le cadre de cette opération,

Considérant que la participation de la Société LABEDAN CONSTRUCTIONS vient en soutien d'une œuvre d'intérêt général, à savoir l'embellissement de la Ville et la mise en valeur du Pont de Save, classé Monuments Historiques,

DECIDE

ARTICLE 1er :

D'accepter le mécénat de compétence consenti par la Société LABEDAN CONSTRUCTIONS, à hauteur de 5000 € (cinq mille euros), dans le cadre de cette opération.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 31 décembre 2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

ARRETES PERMANENTS

N° 38/2021

Arrêté règlementant l'accès et l'utilisation

Le Maire de la Commune de GRENADE S/Garonne,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifié relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu les articles R 1337-6 à R 1337-10-2 du Code la Santé Publique relatifs à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu le Code Pénal, et notamment son article R 610-5 relatif aux amendes prévues pour les contraventions de la 1ère classe,

Vu l'arrêté municipal permanent n° 05/2003 du 01.09.2003 règlementant l'usage de la piste de compétition de patins à roulettes située le long de la route de la Hille,

Considérant qu'il appartient au maire, en vertu de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre, de veiller au respect de la tranquillité publique en élaborant des mesures appropriées,

Considérant qu'il convient de préciser les dispositions de l'arrêté n° 05/2003 du 01.09.2003,

A R R Ê T E

Article 1er : ***Les dispositions de l'arrêté municipal permanent n° 05/2003 du 01.09.2003 règlementant l'usage de la piste de compétition de patins à roulettes située le long de la route de la Hille sont abrogées.***

Article 2 : Dispositions générales.

La piste de roller située chemin de la Hille à Grenade est en accès libre, sans surveillance.

Article 3 : Dispositions particulières.

La piste de roller est réservée prioritairement aux entraînements organisés par le Grenade Roller Skating selon planning annexé au présent arrêté.

Sur ces plages horaires, les autres usagers sont tenus de libérer les lieux et de laisser la piste libre de toute occupation.

Il en est de même pour les compétitions organisées par le Grenade Roller Skating et dûment autorisées par la Mairie.

Article 4 : Condition d'accès et d'utilisation.

L'accès et la circulation des véhicules à moteur sur la piste sont strictement interdits.

Les utilisateurs doivent veiller à ne pas se gêner les uns les autres, à ne pas mettre en danger la sécurité des autres usagers et à avoir un comportement respectueux.

La piste de rollers est accessible au public dans le respect des consignes sanitaires en vigueur.

Article 5 : Manifestations & Compétitions.

Aucun rassemblement de tout ordre, manifestation ou compétition ne peut être organisée sans l'autorisation de Monsieur le Maire de Grenade qui se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien du bon ordre.

Lors des manifestations organisées par la commune, le site sera réservé exclusivement au déroulement de celles-ci.

Toute autre utilisation sera interdite pendant la durée de ces manifestations.

Article 6 : Affichage du règlement.

Le présent arrêté sera affiché sur site.

Article 7 : Constatation des infractions.

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi, par toute personne habilitée à les constater.

Article 8 : Contrôle de légalité.

Le présent arrêté sera transmis au contrôle de légalité.

Article 9 : **Recours.**

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 : Exécution.

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à l'Association Grenade Roller Skating.

Fait à Grenade, le 12.10.2021

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP

Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

N°39/2021

Demande déposée le 31/08/2021

Commune : GRENADE

Adresse des travaux : rue de Lanoux

Pétitionnaire : **Mr LARAUE Stéphane**

Nature du projet : **Changer la destination d'un entrepôt en commerce**

N° du dossier : AT 031 232 21AT 012 liée au PC 031 232 21W0039

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la classification de cet établissement en 5ème catégorie, la sous-commission départementale de la Haute-Garonne pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, **n'a pas à être saisie,**

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité en **date du 4 novembre 2021.**

ARRETE

ARTICLE UNIQUE :

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est :

↑accordée

Sous réalisation des prescriptions de la commission.

Grenade, le
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP

Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

N°40/2021

Demande déposée le 21/09/2021

Commune : GRENADE

Adresse des travaux : 35, Avenue du Président Kennedy

Pétitionnaire : **Mr VIENNE Jérôme**

Nature du projet : **Extension d'un bâtiment d'activité commerciale**

N° du dossier : AT 031 232 21AT 013 liée au PC 031 232 21W0045

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la classification de cet établissement en 5ème catégorie, la sous-commission départementale de la Haute-Garonne pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, **n'a pas à être saisie,**

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité en **date du 4 novembre 2021.**

ARRETE

ARTICLE UNIQUE :

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est :

↑accordée

Sous réalisation des prescriptions de la commission.

Grenade, le

Le Maire,

Jean-Paul DELMAS,

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP
Délivrée par le Maire au nom de l'Etat
N°41/2021

Demande déposée le 28/10/2021

Commune : GRENADE

Adresse des travaux : 1, rue Gambetta

Pétitionnaire : **SCI LES ACACIAS-Mme POUJET Anne**

Nature du projet : **Travaux d'aménagement intérieur d'une ancienne trésorerie en droguerie**

N° du dossier : AT 031 232 21AT 0014 Liée à DP 031 232 21W0113

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la classification de cet établissement en 5ème catégorie, la sous-commission départementale de la Haute-Garonne pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP **n'a pas à être saisie,**

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité en **date du 7 décembre 2021.**

ARRETE

ARTICLE UNIQUE :

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est :

↑**accordée**

Sous réalisation des prescriptions de la commission.

Grenade, le 25 janvier 2022.

Le Maire,

Jean-Paul DELMAS,

ARRETES TEMPORAIRES

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°356/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Rue Castelbajac (entre rue Pérignon et Cours Valmy)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de réfection de chaussée, et signalisation rue Castelbajac (entre Pérignon et Cours Valmy° à GRENADE, par l'entreprise DELAMPLE et l'entreprise SIGNATURE (marquage au sol) du 25/10/2021 au 19/11/2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 25/10/2021 et le 19/11/2021

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** rue Castelbajac sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion rue Castelbajac **sera fermée à la circulation** sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, personnel d'aide à la personne, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des

Travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/09/2021

Jean Paul DELMAS Maire de Grenade

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosane.

Plan déviation en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 357/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement
Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, M. BOREL ou Mme RAHARIMANANTAOA le SAMEDI 02 OCTOBRE 2021 à partir de 15h00 (après le marché hebdomadaire).

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du le 02/10/202, 15h00 après le marché hebdomadaire, avec mise en place de la signalisation de la réservation par affichage du présent arrêté municipal le matin, pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration
Comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel

à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 30/09/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 358/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;
Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de Sarl ARKHIDEA, représentée par Mme. ACHACHE d'occuper une place de stationnement au droit du 59 rue de la République pour le dépôt de matériaux et stationnement engins de chantier, dans le cadre d'une rénovation intérieure du 08/10/2021 au 19/11/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **08/10/2021 au 19/11/2021 du LUNDI au VENDREDI** charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.
Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier, dépôt de matériaux ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 04/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française Département :
Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 359/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, par la SARL LEVERT les déménageurs bretons, au droit du N°1 rue Gambetta à GRENADE le 26 OCTOBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du le 25/10/2021 à partir de 18h pour la réservation des places jusqu'au 26/10/2021, avec mise en place de la signalisation de la réservation par affichage du présent arrêté municipal pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide (dont la rue Gambetta).**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration
Comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 04/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° : 360/2021

Boutique Place Demarke, **35 rue de la République** la p'tite boutique d'Edwige**, 55 rue de la République**

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Grenade ;
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser l'occupation du domaine public, de réservation de trois places de stationnement matérialisées sur la chaussée au droit des commerces : La p'tites boutique d'Edwige- 35 rue de la République et Place Demarke, 35 rue de la République, pour une vente au déballage sur la voie publique ; du VENDREDI 15 OCTOBRE 202, 18h00 au SAMEDI 16 OCTOBRE 2021 16h00.

Article 1er : AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée dans le plus strict respect de la réglementation Sanitaire en Vigueur.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du vendredi 15 OCTOBRE 2021, 18h00 (réservation des trois places de stationnement) au Samedi 16 OCTOBRE 2021, 16h00 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.
La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).
Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de

l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 04/10/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS,

Président de la Communauté
De Communes des Hauts- Tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :361/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; suite à une demande adressée par M. GENDRE de mise en place d'un échafaudage et réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol pour les véhicules, benne, dépôt de matériaux de chantier de l'entreprise FIORITO, au droit du 11 rue Gambetta entre le 10/10/2021 et le 1er janvier 2022.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande ; au droit du 11 rue Gambetta à GRNADE ; pour la période suivante :

Du 11 octobre 2021 au 1er janvier 2022, réservation de deux places de stationnement matérialisées pour l'entreprise FIORITO et autres intervenants sur le chantier

Du 11 octobre 2021 au 11 décembre 2021, mise en place d'une benne de chantier, dépôt de matériaux et stationnement d'engins de chantier.

Du 1er novembre 2021 au 1er janvier 2022, mise en place d'un échafaudage.à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (engin chantier, dépôt de matériaux) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

Mise en place d'un échafaudage :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Dans le cas où les travaux ne concernant pas le rez-de-chaussée du bâtiment, le passage des piétons devra être maintenu sur le trottoir sous l'échafaudage selon les prescriptions réglementaires de sécurité.

2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme

duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 04/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°362/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Rue Chaupy (entre rue Métairie Foch et RD17 Avenue du 8 mai 1945)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de réfection de chaussée et création de trottoir, par l'entreprise EIFFAGE représentée par M. DONZEAU, pour le compte de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans rue Chaupy (entre rue métairie Foch et la RD17 Avenue du 8 mai 1945), du 25/10/2021 au 17/12/2021.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Du 25/10/2021 au 17/12/2021

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie au droit du chantier citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie rue Chaupy sera fermée **à la circulation** sauf aux riverains, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, véhicule de ramassage scolaire, personnels de chantier, au personnel d'aide à la personne, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités des voies concernées.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des
Travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 05/10/2021
Jean Paul DELMAS Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosane

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 363/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, M. WARNET, le 30 octobre 2021 au droit du N°2 rue Kléber.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 29 Octobre 2021, pour la mise en place de la signalisation de la réservation par affichage du présent arrêté municipal jusqu'au 30 Octobre 2021, pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état

des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 05/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

République Française Département :
Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 364/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, au droit du 48 rue Victor Hugo, les 21 et 22 OCTOBRE 23021, de M MAUPOU

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 20/10/2021 pour la mise en place de la signalisation de la réservation par affichage du présent arrêté municipal jusqu'au 22/10/2021, pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

<u>Article 2</u> : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

V) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

<u>Article 3</u> : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

<u>Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.</u>

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

<u>Article 4</u> : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans

un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 05/10/2021

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 365 /2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. OUALLI, de réservation **de deux places** de stationnement matérialisées au sol pour le véhicule de chantier et dépôt de matériaux de l'entreprise SYMPHONIE sise N°40 chemin de la Nasque 31 COLOMIERS, **rue Pérignon au plus près du 58 rue de la République à** GRENADE, entre le 02/11/2021 et le 30/11/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **02/11/2021 et le 30/11/2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier.) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 05/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

Arrêté municipal n° 366 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 04 octobre 2021 par Mr Pierre MOLINARI agissant pour le compte de l'association ON Y DANCE dont le siège est situé 19 avenue Lazare Carnot 31330 GRENADE, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr Pierre MOLINARI, représentant de l'association ON Y DANCE, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

o **AR R E T E**

Article 1er : L'association ON Y DANCE, représentée par Mr Pierre MOLINARI, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à la salle des fêtes de GRENADE, du 06 novembre 2021 à 19h00 au 07 novembre 2021 02h00, à l'occasion soirée dansante.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 06 octobre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune de : Grenade sur Garonne

N°367/par 2021

ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU SATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE SUR GARONNE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant l'avis de la Direction des Routes du Conseil Départemental de la Haute-Garonne demandant la mise en place d'un alternat manuel sur les plages horaires suivantes : de 07h00 à 10h00 et de 16h00 à 19h00, afin de limiter l'impact sur les usagers,

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique pendant la durée des travaux d'intervention sur une chambre fibre optique par l'entreprise BOUYGUES TELECOM, représentée par M. L'HILALI Anas, en milieu de chaussée au niveau du N° 29 Allées Alsace Lorraine (RD17) les 18 et 19 OCTOBRE 2021.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Les 18 et 19 octobre 2021

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande. *Les engins de chantier* devront impérativement stationnés sur la chaussée. Ces travaux nécessitent la mise en place d'une circulation alternée.

Les jours d'intervention de l'entreprise, la circulation alternée s'organisera de la manière suivante :

- **La circulation alternée est interdite de 7h00 à 9h00,**
- De 9h00 à 10h00 et de 16h00 à 19h00, il sera mis en place un alternat manuel,
- De 10h00 à 16h00, un alternat par feux homologués pourra être mis en place.

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES DU STATIONNEMENT

STATIONNEMENT :
Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

PASSAGE DES PIETONS :
Le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sur le trottoir

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DU STATIONNEMENT

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son chantier, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).
En dehors des jours et horaires définis à l'article 1, et après l'achèvement des travaux, il sera tenu d'enlever tous les décombres, pierres, gravats… de nettoyer et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés au domaine public ou à ses dépendances afin de restituer l'espace public dans son état initial.

Article 4 : CIRCULATION AU DROIT DES TRAVAUX

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 5 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/03/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS,

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Annexe : plan de situation

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 368 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 03 octobre 2021 par Mr Stephane BAZZANELLA agissant pour le compte de l'association AAPPMA de Grenade dont le siège est situé lieu-dit des 3 chemins 82600 Aucamville, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr Stephane BAZZANELLA, représentant de l'association AAPPMA de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : L'association AAPPMA de Grenade, représentée par Mr Stephane BAZZANELLA, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire au rond de Save à GRENADE, les 14,15,16 et 17 octobre 2021 de 15h00 à 16h00, à l'occasion d'un concours de pêche (Enduro de carpe)

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 06 octobre 2021

Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° : 369/2021

BORD DE SAVE (terrain communal section C N° 27)

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Grenade ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser l'occupation du domaine public, de réservation des bords de Save désignées ci-dessus pour l'animation enduro Carpes et mise en place d'un marabout, organisée par l'AAPPMA DE GRENADE, représentée par M. BAZZANELLA Stéphane du 14 OCTOBRE 2021 au 17 OCTOBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée dans le plus strict respect de la réglementation Sanitaire en Vigueur.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **14 OCTOBRE 2021 au 17 OCTOBRE 2021,** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L 'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

<u>Article 8</u> : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 08/10/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS

Président de la Communauté De Communes des Hauts- Tolosane.

<u>Diffusion</u> :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 370/ 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 06 octobre 2021 par Mr Gilbert ESPINASSE agissant pour le compte de l'association F.N.A.C.A de Grenade dont le siège est au 1538 chemin d'en Capas 31330 LAUNAC, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr Gilbert ESPINASSE, représentant de l'association F.N.A.C.A de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

o **A R R E T E**

Article 1er : L'association F.N.A.C.A de Grenade, représentée par Mr Gilbert ESPINASSE, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire salle Jean MERMOZ (espace Envol) à GRENADE, le 19 décembre 2021 de 13h00 à 19h00, à l'occasion du LOTO de la F.N.A.C.A

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 13 Octobre 2021
Jean-Paul DELMAS, **Maire de Grenade**

Arrêté municipal n° 371/ 2021

Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons

Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 06 octobre 2021 par Mr Gilbert ESPINASSE agissant pour le compte de l'association F.N.A.C.A de Grenade dont le siège est au 1538 chemin d'en Capas 31330 LAUNAC, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr Gilbert ESPINASSE, représentant de l'association F.N.A.C.A de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

o **A R R E T E**

Article 1er : L'association F.N.A.C.A de Grenade, représentée par Mr Gilbert ESPINASSE, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire salle Jean MERMOZ (espace Envol) à GRENADE, le 13 Mars 2022 de 13h00 à 19h00, à l'occasion du LOTO de la F.N.A.C.A

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 13 Octobre 2021

Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

Arrêté municipal n° 372 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
Temporaire de 3ème catégorie à l'occasion des courses hippiques.

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 20 Septembre 2021 par Mr SEIGNE Jean Sébastien agissant pour le compte de la société hippique de Grenade dont le siège est situé 2156 route de MONTEGUT 31330 Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr SEIGNE Jean Sébastien, responsable de la société hippique de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : la société hippique de Grenade, représentée par Mr SEIGNE Jean Sébastien, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'hippodrome de Marianne le 24 Octobre 2021 de 09h00 à 20h00, à l'occasion des courses hippiques.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade, le 13 Octobre 2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

Arrêté municipal n° 373 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
Temporaire de 3ème catégorie à l'occasion des courses hippiques.

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 20 Septembre 2021 par Mr SEIGNE Jean Sébastien agissant pour le compte de la société hippique de Grenade dont le siège est situé 2156 route de MONTEGUT 31330 Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr SEIGNE Jean Sébastien, responsable de la société hippique de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : la société hippique de Grenade, représentée par Mr SEIGNE Jean Sébastien, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'hippodrome de Marianne le 07 Novembre 2021 de 09h00 à 20h00, à l'occasion des courses hippiques.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se

voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade, le 13 Octobre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N°374/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants ;
Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,
Vu l'état des lieux ;
Considérant la demande de la Ste MRC HOME RENOVATION, 31 Toulouse, représentée par M. CAMPISTRON, pour une livraison de matériaux de construction, au droit **du 13a Allées Alsace Lorraine**, le 21 OCTOBRE 2021 à 12h00 sur une durée de 20 minutes maximum, et la mise en place d'un échafaudage le 20 OCTOBRE 2021

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Le 21 OCTOBRE 2021 entre 14h et 14h30 (livraison de matériel)
Le 20 OCTOBRE 2021 (mise en place d'un échafaudage)

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie **sera fermée à la circulation** sauve, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au bus de transports de personnes, au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.

Mise en place d'un échafaudage :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.
Dans le cas où les travaux ne concernant pas le rez-de-chaussée du bâtiment, le passage des piétons devra être maintenu sur le trottoir sous l'échafaudage selon les prescriptions réglementaires de sécurité.

2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».
L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine.
Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 13/10/2021
Jean Paul DELMAS Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 375/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;
Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;
Vu l'état des lieux ;
Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, au droit **3 rue Gambetta** par Mme DEPRET **du 23/10/2021 au 24/10/2021**

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 23/10/2021 (pour la réservation de la place de stationnement par le demandeur) au 24/10/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

<u>Article 2</u> : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.
En raison de travaux de réaménagement de l'entrée de Ville RD17/Quai de Garonne sur le territoire de GRENADE, l'itinéraire à emprunter par le véhicule de déménagement est le suivant :

- **Allées Alsace Lorraine, rue Roquemaurel, rue Castelbajac, Quai de Garonne, Allées Sébastopol.**

  - **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
    La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

<u>Article 3</u> : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :
<u>Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.</u>
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

<u>Article 4</u> : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses

travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration
Comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 13/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département Haute Garonne
Commune de Grenade sur Garonne.

N°376/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement
Rue GAMBETTA N° 31

Le Maire de Grenade

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement d'une animation, petit rassemblement de cyclomoteurs et motos le Samedi 16 OCTOBRE 2021, organisé par Monsieur CEBRIAN, 31 rue Gambetta à Grenade, avec réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol « arrêt 15 minutes », du vendredi 15 OCTOBRE 2021, 19h00 au samedi 16 OCTOBRE 2021, 18h.

ARRETE

1.1.1 ***Les dispositions suivantes entreront en vigueur*** **:**

1.1.2 Du vendredi 15 OCTOBRE 2021, 19h00 au samedi 16 OCTOBRE 2021, 18h00

1.1.3 Dans le plus strict respect des mesures sanitaires en vigueur

Article 1 :
Le stationnement sera interdit sur la portion de rue concernée, au niveau des places de stationnement matérialisées au sol « arrêté 15 minutes » rue Gambetta. -
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 :
La portion de voie désignée ci-dessus **sera fermée à la circulation aux heures du marché hebdomadaire,** sauf aux véhicules de secours.
L'accès aux emplacements réservés des cyclomoteurs et motos sera autorisé sous contrôle du Personnel de la Police Municipale le samedi 16/10/2021, aux heures du marché hebdomadaire.

Article 3 :
La circulation sera ouverte à la fin du marché hebdomadaire (Samedi).

Article 4 :
La personne demanderesse mettra en place et enlèvera la signalisation temporaire.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette signalisation devra être conforme aux dispositions édictées par l'arrêté

interministériel du 6 juin 1977 et par l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, livre I, huitième partie, modifiée notamment par l'arrêté du 15 juillet 1974.

Article 5 :
Le bénéficiaire sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement de la manifestation, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté

Fait à Grenade, le14/10/2021

LE MAIRE, *Jean Paul DELMAS*

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département Haute Garonne
Commune de Grenade sur Garonne.

N°377/2021

Arrêté municipal portant autorisation d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser une brocante sur le Domaine public ; suite à la demande **pour l'organisation d'une brocante, déposée par M. ELMI Jean-Pierre responsable de l'association les brocanteurs du Tarn et Garonne le 11 novembre 2021 Place Jean Moulin (halle) de GRENADE.**

Article 1er : AUTORISATION,

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public **dans le plus strict respect des règles sanitaires en vigueur,** comme énoncé dans sa demande le **11 novembre 2021 de 6h00 à 20h00,** à l'exception de l' emplacement réservé au commerçant sédentaire suivant l'obtention délivré par Monsieur le Maire de Grenade, d'un arrêté Municipal d'autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine Public pour une durée déterminée d'occupation qu'il doit être en mesure de présenter ou d'afficher sur les lieux.

Le bénéficiaire à charge de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT/ INSTALLATION :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus. Dans le cas où l'installation nécessite la fermeture de la rue, le demandeur devra déposer une demande d'arrêté de circulation

- Interdiction de stationner tout véhicule sous la halle pendant toute la durée de la manifestation.
- Interdiction d'installer uniquement sur la partie des dalles traitées (partie centrale de la Halle) des stands alimentaires ou autres produits pouvant provoquer des souillures ou dégradations sur le sol.

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

Plan Vigipirate :

En raison des mesures de sécurité le demandeur aura à sa charge et sous sa responsabilité la

mise en place ainsi que le maintien durant toute la durée de la manifestation des plots/blocs amovibles bétons situés dans le périmètre de la Halle.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Le bénéficiaire devra obligatoirement réserver auprès de la Communauté de Commune, les containers poubelles et mettre à disposition pour l'occasion afin d'éviter toutes décharges sauvages pendant et après l'animation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel
À son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans

qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021
Le Maire, ***Jean Paul DELMAS***
Président de la Communauté des Communes des Hauts Tolosane

Diffusion
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°378/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le Stationnement pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de réfection de couche de roulement de la chaussée, rue Victor Hugo (entre rue de la République et Allées Sébastopol) à GRENADE, par l'entreprise DELAMPLE pour le compte de la communauté de Communes des Hauts Tolosane, et l'entreprise SIGNATURE pour le marquage au sol, entre le 13/09/2021 et le 08/10/2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le 13/09/2021 et le 08/10/2021

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie rue Victor Hugo sera fermée à la circulation pendant l'intervention, sauf aux riverains, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par le demandeur aux extrémités de la voie concernée,

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 09/09/2021

Jean Paul DELMAS Maire de Grenade

Président de la Communauté des communes des Hauts-Tolosane.

Plan de circulation : en annexe.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade/Gne

N°379/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Avenue Lazare Carnot, rue des jardins, rue Marceau,

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de tirage fibre optique, passage dans réseau existant, chantier mobile, à la demande de Monsieur SEVA Romuald, pour la société EOS SEVA, 31 CUGNAUX, entre le 22/10/2021 et le 28/10/2021, Avenue Lazare Carnot, rue des Jardins, rue Marceau.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Du 22/10/2021 AU 28/10/2021

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par Le personnel de l'entreprise EOS SEVA la circulation des véhicules ***Avenue Lazare Carnot, rue des jardins, rue Marceau*** sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10, AK5, AK14, K5c….

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :
L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :
La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 14/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté De Communes des Hauts tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française Département : Haute-Garonne Commune : Grenade sur Garonne

N° 380/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;
Vu l'état des lieux ;
Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol par SARL SEBADEM, Demeco, au droit du 22 rue Lafayette à GRENADE le 22 OCTOBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 21/10/2021 (mise en place de la signalisation) au 22/10/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide (RUE LAFAYETTE)**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration

Comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 381/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. FIORITO Christian, représentant l'entreprise FIORITO 1062 route de Larra 31 GRENDAE, pour le compte de M. GUYOT J.Claude, pour la réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol au niveau du 38B rue Hoche à GRENADE, pour mise en place d'une benne, stationnement engin de chantier, dépôt de matériaux, du 20/10/2021 au 20/11/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **20/10/2021 au 20/11/2021** charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
La benne et/ ou dépôt de matériaux et/ou engin de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide (rue Hoche comprise)**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis

Des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°382/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

N°58 à N°75 rue de la République

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution d'une intervention de raccordement de la fibre optique, du N° 58 au N° 75 rue de la République par FREE RESEAU, représentée par M. CAZES, le LUNDI 25 OCTOBRE 2021 entre 9h et 11h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Le LUNDI 25 OCTOBRE 2021 entre 9h et 11h.

Article 1 : l'intervention est autorisée dans le plus strict respect des mesures sanitaires en vigueur.

Article 2 :

La portion rue de la République **sera fermée à la circulation** sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au personnel d'aide à la personne, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Jean Paul DELMAS Maire de Grenade

Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 383/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; suite à la demande de M. SORIANO, pour la réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol au niveau du 75 et 77 rue Gambetta le 2O OCTOBRE 2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **19/10/2021, 18h (mise en place de la réservation par le bénéficiaire) au 20/10/2021 à** charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier, livraison. Devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.
Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.
L'installation (benne, engin chantier) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt
minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide (dont la rue Gambetta)**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

On titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N° 384/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Rue de l'Egalité N° 13.

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement, pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de rénovation au droit du 13 rue de l'Egalité, par l'entreprise CUBERO Vincent, pour le compte de M. Valdiguié, de réservation de Trois places de stationnement matérialisées au sol du 12/10/2021 au 01/02/2022.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur : **du 12/10/2021 au 30 /11/2021**

Article 1 : le stationnement :

Le stationnement sera interdit au droit du N°13 rue de l'Egalité, sur 3 places de stationnement matérialisées au sol, sauf pour le véhicule de l'entreprise demanderesse,

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire

- L'entreprise CUBERO devra laisser la voie libre à la circulation
- La circulation des piétons rue de l'Egalité entre les rues René Teisseire et rue Pérignon devra se faire côté pair.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

L'entreprise CUBERO devra, mettre en place un dispositif pour rendre la circulation accessible par tous les usagers.

Article 3 :

Différentes signalisations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

En cas de fermeture temporaire de la circulation (temps de livraison de matériaux ou de manœuvre d'engins de chantier) sur la portion de voie rue de l'Egalité, l'entreprise CUBERO devra mettre en place une déviation : rue de l'Egalité, rue René Teisseire, rue de la République, rue Gambetta.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière est à la charge de l'entreprise chargée des travaux., L'entreprise est responsable de la mise en place, de l'entretien, du maintien et de l'enlèvement de la signalisation réglementaire,

notamment les panneaux réglementaires B6a1 « stationnement interdit », KDT1 « piétons passez en face », B6M3 « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière », AK3 « rétrécissement de la chaussée », AK5 « Travaux, BK 14 « limitation vitesse » prudence adapter la vitesse à 10km/H maximum , K5C « balise signalisation de position des limites d'obstacles », K2 « signalisation de position de travaux », K8 « signal de position rétrécissement de chaussée », BK11 travaux limitation de largeur.

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité au moins 48 heures avant la date de début des travaux, sur site, au niveau du stationnement et de la circulation, ainsi qu'au droit du chantier.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de

Circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'entreprise CUBERO, devra à ses frais faire réaliser un relevé d'état des lieux par un huissier de l'ensemble de la voirie, et autres mobiliers urbains, avant le commencement du chantier.

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau, …) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur. L'entreprise CUBERO, restituera l'ouvrage dans son état initial à la fin du chantier.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Jean Paul DELMAS Maire de Grenade

Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

. **République Française**
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :385 /2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; suite à une demande adressée par M. BERTRAND pour la mise en place d'un échafaudage de l'entreprise BURET, 82 Castelsarrasin, au droit du 64 rue Victor Hugo, du 01/11/2021 au 30/11/021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le 01/11/2021 au 30/11/2021 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Mise en place d'un échafaudage :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.
Dans le cas où les travaux ne concernant pas le rez-de-chaussée du bâtiment, le passage des piétons devra être maintenu sur le trottoir sous l'échafaudage selon les prescriptions réglementaires de sécurité.
2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :386/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; suite à une demande adressée par M. DUFFAUT, pour la mise en place d'un échafaudage rue 22 Cazalès/rue Hoche pour la réfection de façade par l'entreprise FRANCHINI Jean-Marc 31 ONDES, du 1er novembre 2021 au 30 novembre 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande comme suit :

- **Mise en place échafaudage entre le 1ER novembre 2021 et le 30 novembre 2021.**
- **Réservation de d'une place de stationnement matérialisées au sol entre le 1er novembre 2021 et le 30 novembre 2021.**

À charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
L'installation (engin chantier, dépôt de matériaux) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).
Mise en place d'un échafaudage :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Dans le cas où les travaux ne concernant pas le rez-de-chaussée du bâtiment, le passage des piétons devra être maintenu sur le trottoir sous l'échafaudage selon les prescriptions réglementaires de sécurité.

2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

2 LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide (rues Cazalès/Hoche)

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 387 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 14 octobre 2021 par Mr Frédéric COSTAMAGNA agissant pour le compte de l'association Multi musique dont le siège est situé 1, Quais de Garonne 31330 GRENADE, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr Frédéric COSTAMAGNA, représentant de l'association Multi musique, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

o **A R R E T E**

Article 1er : L'association Multi musique, représentée par Mr Frédéric COSTAMAGNA, est autorisée à ouvrir un débit de boissons à de la salle des fêtes de GRENADE, du 27 novembre 2021 à 18h00, au 28 novembre 2021 à 01h00, à l'occasion du concert Grenadin, 15 ans des A2M.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 15 octobre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°388/2021

Arrêté municipal
Portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement

35 AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'avis du Conseil Départemental N° PMV 2021 GR 140 en date du 18/10/2021

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, tranchée 5 mètres linéaires depuis le domaine privé jusqu'à la limite de propriété, branchements et raccordement électrique, mise en place de deux Coffrets, raccordement 3 lots, dans maison existante, intervention par camion nacelle, et un poids-lourd, par ENEDIS, représenté par M. Hugues de Chabot, pour le compte de leur client M. VIENNE Jérôme,

ARRET

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du : 19/10/2021 au 03/11/2021 entre 9h et 16h

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par ENEDIS la circulation des véhicules Avenue du Président Kennedy sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette

dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur

Article 6 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7 :
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 19/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne.

N° 389/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

23 Avenue du 22 septembre (RD2)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de La Haute-Garonne

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de changement de cadre et tampon K3C (télécom), sur la chaussée, par l'entreprise ETE RESEAUX- pour le compte de ORANGE, le VENDREDI 22 OCTOBRE 2021.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Le vendredi 22 OCTOBRE 2021

Article 1 :
Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par ETE RESEAUX, la circulation des véhicules *AVENUE DU 22 SEPTEMBRE* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :
Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversé de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.
Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :
L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :
La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 19/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

Le Maire de Grenade
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade /Gne

N° 390/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Rue Gambetta (entre rue de l'Egalité et rue Castelbajac)

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le code de la route et notamment l'article R417-10,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié par l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31 juillet 2002,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6,

A la demande et sur avis de Monsieur le Maire de GRENADE,

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement dans le cadre du marché hebdomadaire d'une animation prévue le 23 OCTOBRE 2021, sur une portion de voie désignée ci-dessus.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur comme suit :

du vendredi 22 octobre 2021 à 19h00 au Samedi 23 octobre 2021, 15h00,

Rue Gambetta (rue de l'Egalité à rue Castelbajac)

Article 1 : le stationnement sera interdit sur la portion de voie désignée ci-dessus,(à l'exception des emplacements réservés par les commerçants sédentaires détenteur d'une autorisation d'occupation du domaine public délivrée par Monsieur le Maire de Grenade).

Article 2 :

Les Services Techniques Municipaux procèderont à la mise en place et au retrait du matériel nécessaire (barrières et panneaux de type B6d et M6a « arrêt et stationnement interdits et gênants, au sens de l'article R417-10 du code de la Route, aux endroits prévus pour leur utilisation, définis par les services municipaux.

Article 3 :

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 4 :

Les interdictions stipulées à l'article 1 ne seront pas applicables aux véhicules d'intervention des sapeurs - pompiers, policiers municipaux, militaires de la Gendarmerie, aux véhicules de la fourrière agrée et conventionnée avec la Mairie et aux services Techniques Municipaux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 5 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 6 :

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GRENADE, 19/10/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS,
Président de la Communauté de communes des Hauts Tolosans

Le Maire de Grenade
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade /Gne

N° 391/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement *Rue de la République (entre la rue Gambetta et la rue Pérignon)*

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le code de la route et notamment l'article R417-10,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié par l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31 juillet 2002,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6,

A la demande et sur avis de Monsieur le Maire de GRENADE,

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement dans le cadre du marché hebdomadaire d'une animation prévue le 6 novembre 2021, sur une portion de voie désignée ci-dessus.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur comme suit :

Du vendredi 05 novembre 2021 à 19h00 au Samedi 06 novembre 2021, 15h00,

Article 1 : le stationnement sera interdit sur la portion de voie désignée ci-dessus.

Article 2 :
Les Services Techniques Municipaux procèderont à la mise en place et au retrait du matériel nécessaire (barrières et panneaux de type B6d et M6a « arrêt et stationnement interdits et gênants, au sens de l'article R417-10 du code de la Route, aux endroits prévus pour leur utilisation, définis par les services municipaux.

Article 3 :
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 4
Les interdictions stipulées à l'article 1 ne seront pas applicables aux véhicules d'intervention des sapeurs-pompiers, policiers municipaux, militaires de la Gendarmerie, aux véhicules de la fourrière agrée et conventionnée avec la Mairie et aux services Techniques Municipaux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 5 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 6 :

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté

Fait à GRENADE, 19/10/2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS,
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N° 392/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Rue Pérignon (entre la rue de la République et la rue Castelbajac)

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane, représentée par M. BOURDET, en raison de travaux de reprise d'un regard à grille rue Pérignon à l'intersection de la rue de la République- du 04 NOVEMBRE 2021 au 10 NOVEMBRE 2021.

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :
A partir du 04 novembre 2021 jusqu'au 10 novembre 2021.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 2 :

La portion voie **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, , au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des

Travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière », panneau déviation de type KD 22a,

le demandeur devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 19/10/2021

Jean Paul DELMAS Maire de Grenade

Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 393/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de QUESSADA pour la réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol au droit du 93 rue de la République pour les véhicules de chantier de l'entreprise MAS, en raison de travaux de rénovation entre le 01/11/2021 au 30/11/2021

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **entre le 01/11/2021 pour la réservation des places de stationnement par le bénéficiaire et le 30/11/2021 (à l'exception du samedi pendant le marché hebdomadaire)** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :

L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 19/10/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 394/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement
Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;
Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol par SARL SEBADEM, Demeco, au droit du 22 rue Lafayette à GRENADE le 22 OCTOBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 21/10/2021 (mise en place de la signalisation) au 22/10/2021 pour la durée du déménagement

à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide (RUE LAFAYETTE)**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration

Comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute Garonne
Ville de Grenade sur Garonne
Arrêté municipal N° : 395/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Rue de l'Egalité (entre Cours Valmy et rue Gambetta)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de renouvellement de réseaux EU, EP et AEP, rue de l'Egalité à la demande de l'entreprise SOCAT, représentée par M. MOTARD, pour le compte du SMEA31, gestionnaire des réseaux, sur une période d'intervention allant du 25/10/2021 au 04/03/2022.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 25/10/2021 et le 04/03/2022

Pour la durée des onze phases des travaux EU, EP et AEP.

- ***Phase 1 :*** raccordement réseau Cours Valmy du 25/10/2021 au 05/11/2021 (semaine 43 à 44***)***
- ***Phase 2 et 3 :*** renouvellement réseau, entre Cours Valmy et rue Hoche du 01/11/2021 au 19/11/2021 (semaine 44, 45, 46).
- ***Phase 4 :*** travaux réseau ; carrefour avec rue Hoche du 22/11/2021 au 03/12/2021 (semaine 47 et 48)
- ***Phase 5 :*** travaux réseau ; entre rue Hoche et rue René Teisseire du 30/11/2021 au 17/12/2021 ; (semaines 48, 49 et 50).
- ***Phase 6 :*** travaux réseau ; carrefour rue René Teisseire, du 13/12/2021 au 17/12/2021, (semaine 50).
- ***Phase 7 :*** travaux réseau ; entre rue René Teisseire et rue Pérignon, du 10/01/2022 au 21/01/2022 (semaine 2 et 3)
- ***Phase 8 :*** travaux réseau, carrefour rue Pérignon, du 24/01/2022 au 28/01/2022 (semaine 4)
- ***Phase 9 :*** travaux réseau, entre rue Pérignon et rue Gambetta du 01/02/2022 au 11/02/2022 (semaine 5 et 6)

- ***Phase 10*** : travaux réseau, carrefour entre rue Gambetta du 14/02/2022 au 18/02/2022 (semaine7)
- ***Phase 11 ;*** raccordement et remise en état avant replis dans l'ensemble de la rue de l'Egalité, du 28/02/2022 au 04/03/2022

Article 1 :

Les camions et engins de chantier utilisés pour la réalisation des travaux ne sont autorisés à circuler que :

- Rue de l'Egalité, depuis le Cours Valmy jusqu'à la rue Gambetta
- Rue Gambetta, depuis l'intersection avec la rue Egalité jusqu'à l'intersection avec les routes départementales RD2, RD17 et RD29
- Sur les routes départementales.

Article 2 :

Une Base de vie et stockage matériaux Cours Valmy sera installée par l'entreprise SOCAT, pendant toute la durée des travaux, sur les emplacements matérialisés cours Valmy, dans le périmètre extérieur de l'ancien cimetière.

Article 3 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** en fonction des phases de travaux, sauf pour l'entreprise SOCAT.

Article 4 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée. Les déviations devront respecter les sens de circulation existants.

Article 5 :

L**e stationnement sera interdit** en fonction de l'avancement des travaux sur voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 6 :

Lorsque les travaux se situeront sur une intersection, la circulation sur les deux tronçons de rues perpendiculaires à la rue de l'Egalité et impactés par les travaux, sera exceptionnellement mise à double sens pour permettre aux riverains d'accéder à leur habitation et le stationnement sera interdit.

Du vendredi soir au samedi matin les intersections des voies concernées par le chantier seront réouvertes à la circulation.

Article 7 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaire B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès

lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparus.

Article 8 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 9 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau …) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 10 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 11 :
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 22/10/2021
Le Maire, *Jean-Paul DELMAS*,
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Plans de circulation et de stationnement en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 396/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;
Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, au droit du N° 52 rue Gambetta par M. KIEFFER, le 24 OCTOBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du le 23/10/202, 15h00 après le marché hebdomadaire, pour la réservation de l'emplacement au 24/10/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION
La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé

ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 22/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 397/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. RINO de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, au droit du 34A rue de la République, le 31 OCTOBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 31/10/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 22/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne.

N° 398/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

COURS VALMY

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin2008.

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de renouvellement des réseaux EU, EP et AEP, rue de l'Egalité à la demande de l'entreprise SOCAT, représentée par M. MOTARD, pour le compte du SMEA 31, gestionnaire des réseaux, sur une période d'intervention semaines 43 et 44 (entre le 25/10/2021 et le 05/11/2021).

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Semaines 43 et 44 (entre le 25/10/2021 et le 05/11/2021

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par L'entreprise SOCAT la circulation des véhicules *cours Valmy* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

ALTERNAT MANUEL aux heures de pointe

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.
Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10, AK5, AK14, K5c

ALTERNAT PAR FEUX aux heures creuses.

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 22/10/2021

Le Maire Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département : Haute-Garonne
Commune de : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier **:399/2021**

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande de l'entreprise CORES S.A.S, 06 VENCE, représentée par M. GONZALBES, pour une demande d'accès sur le site du Collège, pour un stockage de matériaux, en raison travaux de modification bâtiments préfabriqués dans l'enceinte du Collège, sur l'emprise d'une parcelle appartenant à la Commune de Grenade se situant entre le GYMNASE et le GARAGE, dans la zone du Collège Grand Selve, rue des sports à GRENADE, entre le 25/10/2021 et le 08/11/2021 ;

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le 25/10/2021 et le 08/11/2021 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies ;

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons et autres usagers pour l'accès au GYMNASE.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera réalisé avec des barrières hautes de Chantier et panneaux de signalisation par le bénéficiaire, nécessaire à la délimitation du terrain. A la fin de l'occupation il se chargera du retrait du matériel.

Un constat d'état des lieux sera réalisé par un huissier à la charge du bénéficiaire avant la mise en place de la réservation de l'emplacement de stockage du matériel.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 5 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Fait à Grenade, le 25/10/2021

Le MAIRE, Jean-Paul DELMAS,

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

PLAN DU SITE EN ANNEXE.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°400/2O21.

Arrêté municipal
Portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement

ENTREE DE VILLE (rondpoint RD17- Quai de Garonne/Allées Alsace Lorraine).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux d'installation d'un panneau lumineux sur le terre-plein Quai de Garonne au niveau du rond-point/Allées Alsace Lorraine, par l'entreprise LUMIPLAN VILLE, représentée par M. ROLANDEAU, demande l'autorisation de stationner leur véhicule de type engin-de levage, camion bras de grue avec plateau, avec empiétement sur la chaussée. – entre le 15 NOVEMBRE 2021 et le 19 NOVEMBRE 2021.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le 15/11/2021, et le 19/11/2021, (de 9h à 16h)

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La circulation sur la voie désignée ci-dessus au droit du chantier se fera de manière restreinte, sur une demi-chaussée.

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Un constat d'état des lieux sera réalisé par un huissier à la charge du bénéficiaire avant l'occupation du domaine public par l'engin de chantier sur le revêtement neuf de la chaussée.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une

insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place de type, Ak5, K8, AK14, AK3… seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 26/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°401/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

27 RUE GAMBETTA

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux d'installation de la fibre par l'entreprise GFO représentée par M. MAGID DERAR, pour CIRCET FIBRE 31, au droit du 27 Rue Gambetta à GRENADE le lundi 25/11/2021, entre 13h et 17h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Lundi 25 NOVEMBRE 2021 entre 13h et 17h.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** rue Gambetta sur la portion de voie au droit du chantier citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion la rue Gambetta **sera fermée à la circulation** sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, et aux véhicules de secours.

Article 3 :
Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».
L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 26/10/2021

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Président de la Communauté de communes des Hauts-Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désigné

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : GRENADE

N° 402/2021

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal ;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 02/02/2021 la gratuité pour l'année 2021 en raison de la crise sanitaire de la Covid 19, instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande présentée par Mme RAFATI Maeva, commerçante « Le Jardin d'Oya » fleuriste, 39 rue Gambetta, fleuriste, sollicitant :

- l'autorisation d'installer un étalage (4m² minimum) du 16/10/2021 au 31/12/2021 au droit de son établissement ;

- l'autorisation d'installer un étalage d'une superficie de 5m² sur le contre allée de la Halle en face le 39 rue Gambetta à GRENADE du 26/10/2021 au 01/11/2021 pour la vente de chrysanthèmes.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation

Mme RAFATI Maeva, commerçante, « Le jardin d'Oya »39 rue Gambetta à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- Pour la période du 16/10/2021 au 31/12/2021 pour un étalage.
- Pour la période du 26/10/2021 au 01/11/2021 pour un étalage (contre allée de la halle)
- Un chevalet de publicité du 06/10/2021 au 31/12/2021.

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée où faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.

En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :

- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.
Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.
La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

<u>Article 6</u> : Agencement.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

<u>Article 7</u> : Nettoyage de l'emplacement réservé.

La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

<u>Article 8</u> : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation

<u>Article 9</u> : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

<u>Article 10</u> : Tarifs (gratuité pour l'année 2021 en raison de la conjoncture sanitaire).

Les tarifs des droits de voirie ont été fixés par délibérations du Conseil Municipal en date du 02/02/2021.

La redevance pour occupation du domaine public est payable pour la période autorisée, sans remboursement pour non utilisation de l'autorisation délivrée sauf en cas d'empêchement imputable à la commune de Grenade sur Garonne.

A cet effet, un titre de recette sera émis par le Trésor Public de Grenade sur Garonne et un délai de 30 jours sera fixé pour le paiement.

Le montant de la redevance pour occupation du domaine public pour la période concernée est gratuit pour l'année 2021, décision du Conseil Municipal du 02/02/2021.

- **Pour la période du 16/10/2021 au 31/12/2021 : Gratuit.**
- **Pour la période du 26/10/2021 au 31/12/2021 ; gratuit.**

- **Un chevalet de publicité. Gratuit.**

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.
L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :

- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;

- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;

- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;

- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation
Délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

<u>Article 15</u> : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<u>Article 16</u> : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 26/10/2021

Le Maire Jean-Paul DELMAS,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
: Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 403/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;
Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. LAPARCERIE de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, au droit du 17 rue de la République, le 30 octobre 2021.

Article 1er : AUTORISATION
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 29/10/2021 au 30/10/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration
Comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement,

son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 27/10/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

Arrêté municipal n° 404 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 27 octobre 2021 par Madame PUJOS Yolande agissant pour le compte de l'association Patch et broderie en folie dont le siège est situé 30, rue Hoche 31330 Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 28 octobre 2021.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,
Considérant l'engagement de Madame PUJOS Yolande, responsable de l'association Patch et broderie en folie, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : L'association Patch et broderie en folie représentée Madame PUJOS Yolande, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à la salle des fêtes de Grenade, les 18, 19, et 20 novembre 2021de 08h00 à 22h00 à l'occasion du salon Farandole des passions créatives.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 4 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 28 octobre 2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 405/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, à la demande de M. AMILHAT, pour la réservation de 3 places de stationnement au droit de l'établissement Pâtisserie, N° 47 rue de la République, pour les véhicules de la SARL MCF, le LUNDI 8 NOVEMBRE 2021

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **07/11/2021 (mise en place du signalement de réservation) au 08/11/2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) devront stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :

L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (benne, engin chantier) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

<u>Article 6</u> : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 04/11/2021

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

<u>Diffusion</u> :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne.

N°406/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

De la circulation et du stationnement

COURS VALMY

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de renouvellement des réseaux EU, EP et AEP, rue de l'Egalité à la demande de l'entreprise SOCAT, représentée par M. MOTARD, pour le compte du SMEA 31, gestionnaire des réseaux, sur une période d'intervention entre le 05/11/2021 et le 30/11/2021.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 05 NOVEMBRE 2021 et le 30 NOVEMBRE 2021.

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par L'entreprise SOCAT la circulation des véhicules *cours Valmy* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

ALTERNAT MANUEL aux heures de pointe

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10, AK5, AK14, K5c

ALTERNAT PAR FEUX aux heures creuses.

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 05/11/2021

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N°407/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers sur l'espace public, et afin de permettre l'installation du commerce la Droguerie Olives & Severac au 1, rue Gambetta à Grenade,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser l'occupation d'une partie du trottoir devant le 1, rue Gambetta, à la demande de Madame Elodie OLIVES et Monsieur Quentin SEVERAC.

ARRETE

Article 1er : AUTORISATION
Les bénéficiaires, sont autorisés à occuper le domaine public devant le 1, rue Gambetta (voir plan d'occupation ci-annexé) du **mardi 9 novembre 2021 7h** au **vendredi 12 novembre 2021** inclus conformément à leur demande du 02 novembre 2021

Les bénéficiaires devront se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions détaillées ci-après.

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons. Lorsque l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sur le trottoir situé de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire

CIRCULATION :
Le demandeur devra préserver la circulation des véhicules rue Gambetta et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L 'OCCUPATION

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

- Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire.
- La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien du balisage durant toute la durée de l'occupation. A la fin de l'occupation, il se chargera du retrait du matériel, barrière, rubalise…

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement de la voirie.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation

Fait à Grenade, le 08/11/2021
Le Maire, ***Jean Paul DELMAS***
Président de la Communauté de Communes
Des Hauts-Tolosans

En annexe : Plan d'occupation
Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade s/Gne.

N°408/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

De la circulation et du stationnement

59 rue Roquemaure

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le Stationnement pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de branchement Aero-sout type 1 mono, par l'entreprise DEBELEC, représentée par M. BELLAILA, pour ENEDIS, au droit du 59 rue Roquemaurel à GRENADE du 15/11/2021 au 16/11/2021.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 15/11/2021 et le 16/11/2021.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier sur trois places de stationnement matérialisées au sol, sauf pour les véhicules du demandeur.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie rue de la Roquemaurel s**era fermée à la circulation pendant le temps du de l'intervention,** sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, aux riverains, aux personnels d'aide à la personne, aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par le demandeur aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des

Travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau.) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 10/11/2021
Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 409/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
GRENADE OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'arrêté de voirie portant accord de voirie N° PMV 2021-GR154 du Conseil Départemental de la Haute-Garonne.

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande d'autorisation de stationnement sur le bas-côté du quai de Garonne RD 17 (Entrée de Ville coté Allées Alsace Lorraine) pour la réalisation d'un terrassement et raccordement d'un branchement aéro-sout type 2 mono (dossier ENEDIS n° 64166672), en vue de mise en place d'une caméra du 15 novembre 2021 au 16 novembre 2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **15/11/2021 au 16/11/2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (benne, engin chantier) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

<u>Article 5</u> : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

<u>Article 6</u> : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 14/10/2021

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Plan en annexe.

<u>Diffusion</u> :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade S/Gne

N°410/2021

Arrêté municipal de voirie portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune de Grenade. Occupation du domaine public

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;
Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande de l'association PATCH ET BRODERIE EN FOLIE, représentée par Mme PUJOS Yolande, en raison d'un salon organisé dans la salle des fêtes intitulée ; Farandole des passions créatives, de réserver un espace d'occupation sur le parvis de la Salle des fêtes pour l'installation de tables, chaises, camion FOOD TRUCK, au niveau des marches de la salle des fêtes de Grenade les 18, 19, 20 NOVEMBRE 2021 entre 10h00 et 15h00

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande les **18,19, 20 novembre 2021 entre 10h et 15h** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Circulation et stationnement/
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors des zones désignées ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

<u>Article 3</u> : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

<u>Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.</u>

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

<u>Article 4</u> : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

<u>Article 5</u> : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

<u>Article 6</u> : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai

Au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 10/11/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS,

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

N°411/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M. MAUPOU pour une demande d'une benne au droit du N° 48 rue Victor Hugo, à GRENADE et réservation de trois places de stationnements matérialisées au sol, du 15/11/2021 au 30/11/2021

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 15**/11/2021 au 30/11/2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 412/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. DELALLEAU, représentant la EURL DELALLEAU ET FILS, pour la réservation de 2 à 3 places de stationnement (engin de chantier, dépôt de matériaux …) au droit du N° 54 rue Castelbajac du 22/11/2021 au 29/12/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **22/11/2021 au 31/12/2021 du LUNDI au VENDREDI (à l'exception du 23/12/2021 à partir de 19h00 jusqu'au 24/12/2021, 15h00 en raison du marché hebdomadaire déplacé au vendredi).** Charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.
STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.
Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue. -
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :
Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département: Haute-Garonne
Commune: GRENADE

N° 413/2021

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION PERMANENTE POUR LES CHANTIERS PONCTUELS POUR L'ANNEE 2022

LE MAIRE DE GRENADE,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes,
Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code Pénal, notamment son article R610-5,

Considérant le caractère urgent, fréquent, constant ou répétitif de certaines interventions par les agents communaux, les agents de la CUGT, les agents de la direction des routes du conseil départemental, des concessionnaires ou leurs entreprises ou des services publics et qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des agents chargés de l'exécution des travaux et de réduire autant que possible les perturbations à la circulation provoqués par les travaux,

ARRETE

Article 1 : **Annule et remplace l'arrêté permanent N°8/2018**

Article 2 : Sur le réseau communal situé hors agglomération et sur toutes les voies en agglomération, seront applicables tout ou partie des restrictions à la circulation précisées à l'article 2 du présent arrêté pour les chantiers suivants :

- Entretien préventif et systématique des lampes de l'éclairage public
- Entretien préventif des commandes d'éclairage public et armoires de carrefour à signalisation tricolore
- Entretien curatif (dépannages suite à signalement de la commune) de l'éclairage public et signalisation lumineuse tricolore

- Travaux de maintenance lourde : remplacement de luminaires accidentés, candélabres accidentés, éléments de mâts et équipements visuels de SLT, remplacement de massifs, armoires…
- Travaux de réparation sur armoires électriques type marché, forain, bornes de recharges véhicules électriques, tout équipement urbain dynamique…
- Petits travaux électriques sur les réseaux exploités par le SDEHG et concédés par la commune
- Interventions à caractères d'urgence en astreinte (7j/7, 24h/24)
- Mise en place de signalisation provisoire (fixe, lumineuse…) ou d'alimentation électrique provisoire par buse béton, poteau bois et réseau électrique aérien
- Travaux topographiques de relevés de réseaux électriques existants

Article 3 : Ces dispositions seront applicables à compter de la date du présent arrêté

- Aux chantiers mobiles dont la durée est inférieure ou égale à 10 jours ouvrables
- Aux chantiers fixes dont la durée est inférieure ou égale à 5 jours ouvrables

Article 4 : Sur les sections de voies et/ou au droit de la zone où se déroule un des chantiers cités à l'article 2 du présent arrêté et durant la période d'exécution de ces chantiers :

- La vitesse des véhicules circulant dans l'emprise de ces chantiers sera limitée à 30 km/h
- Le dépassement des véhicules sera interdit
- Le stationnement des véhicules sera interdit et déclaré gênant

Si les chantiers sont règlementés par alternat, celui-ci sera effectué :

- Soit par panneaux B15-C18 rétro réfléchissants de classe 2
- Soit par feux homologués conformément à l'arrêté du 17 juillet 1989. Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe 2.
- Soit par un piquet K10 précédé d'une signalisation d'approche et complétée par une signalisation de position. Les agents seront munis de vêtements de signalisation à haute visibilité conforme à la norme NF EN 471.

Article 5 : L'entreprise autorisée à occuper le domaine public est la société **FOURNIE GROSPAUD RESEAUX**, Lieudit Le Pestre 31570 BOURG SAINT BERNARD intervenant dans le cadre du marché d'entretien d'éclairage public exploité par le **Syndicat d'Energies de la Haute Garonne**, 9 rue des trois banquets 31000 TOULOUSE.

Article 6 : L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. Les concessionnaires et les services publics seront entièrement responsables, sauf recours contre qui de droit de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution de leurs chantiers qu'il y ait ou non de leur part négligence, imprévoyance ou tout autre faute commise.

Article 7 : La réalisation de travaux ainsi que la mise en place de restrictions à la circulation autres que ceux visés par le présent arrêté devront faire l'objet d'un arrêté municipal de circulation spécifique.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de
- Monsieur le président du Conseil départemental de La Haute-Garonne
- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers de GRENADE.
- Messieurs les Agents de la Police Municipale

Jean Paul DELMAS Maire de GRENADE
Président de la communauté de communes des Hauts Tolosane

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°414/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire De la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;
Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le Stationnement pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de branchement d'électricité, 13 rue de l'Egalité, à la demande de l'entreprise DEBELEC/GROUPE COMELEC, représentée par M. Florian Lucas pour le compte de ENEDIS, le 23 NOVEMBRE 2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

23/11/2021

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie rue d'Iéna sera fermée à la circulation pendant le temps de l'intervention, sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, aux véhicules de secours, aux véhicules de l'entreprise SOCAT dont la chaussée est actuellement en cours de travaux.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par le demandeur aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».
L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Jean Paul DELMAS Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 415/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, par M. PETIT au droit **30 rue Marceau, du 20/11/2021 au 21/11/2021.**

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 20/11/2021 au 21/11/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration

Comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 416/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. GAREL de réservation de trois places de stationnement matérialisées sur la chaussée pour le véhicule de chantier et dépôt de matériaux (entreprises CASTELS, KASKOSZ) au plus près 8 Avenue Lazare Carnot à GRNADE du 21/11/2021 au 21/02/2022.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **entre le 21/11/2021 au 21/02/2022** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 417/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, (en zone bleue) par ADS PACA, au droit du N° 60 rue de la République, le 29 NOVEMBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 28/11/2021 pour la réservation au 29/11/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 418/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande d'autorisation de réserver trois places de stationnement matérialisées au sol, au droit du 2 rue Roquemaurel par l'entreprise NORMHABITAT, du 29/11/2021 au 17/12/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **29/11/2021 au 17/12/2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (benne, engin chantier) est interdite sur la zone de stationnement
d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :
Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivant

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Diffusion

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

419/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement Sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, par M. CANADA Melissa, au droit du 38 rue de la République le 26/11/2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 25/11/2021 au 26/11/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 420/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M PREVOST, pour mise en place d'une benne et dépôt de matériaux au droit du bien cadastré section C N° 413, Angle rue Cazalès/52 rue Roquemaurel , demandant la réservation de 3 places de stationnement matérialisées au sol du 06/12/2021 au 10/12/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **06/12/2021 au 10/12/2021** charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
La benne et/ ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.
Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 15/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosane

Plan en annexe.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : GRENADE

N° 421/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Rue de la République ; entre rue Gambetta et rue Victor Hugo

Rue Gambetta, entre rue de l'Egalité et rue de la République

Rue Castelbajac ; entre rue Gambetta et rue Victor Hugo

Rue Victor Hugo ; entre rue Castelbajac et rue de la République

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Sur décision de Monsieur le Maire, considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement du marché hebdomadaire, déplacé exceptionnellement au VENDREDI 24 DECEMBRE 2021, sous la Halle et sur les sites habituels.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Du 23/12/2021, 19h au 24/12/2021, 15h, comme suit ;

Article 1 : **Du JEUDI 23/12/2021, 19h00 au VENDREDI 24/12/2021, 15h00**

Le stationnement sera interdit sur les portions de voies désignées ci-dessus.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 : **Le Vendredi 24 DECEMBRE 2021 entre 6h00 et 15h.**

Les portions de voies désignées ci-dessus seront **fermées à la circulation** sauf aux commerçants non sédentaires, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

La circulation sera ouverte à la fin du marché.

Article 4 :

Le personnel des services Techniques municipaux ou du service de la Police Municipale de Grenade, mettra en place et enlèvera la signalisation temporaire.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette signalisation devra être conforme aux dispositions édictées par l'arrêté interministériel du 6 juin 1977 et par l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, livre I, huitième partie, modifiée notamment par l'arrêté du 15 juillet 1974.

Article 5 :

Le bénéficiaire sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement du marché, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade le 15/11/2021
LE MAIRE, *Jean Paul DELMAS*
Président de la Communauté De Communes des Hauts Tolosane.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 422 / 2021
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
Temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 04 novembre 2021 par Monsieur DELPECH Michel agissant pour le compte du Comité d'animation dont le siège est situé au 55 rue Castelbajac à Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 16 novembre 2021,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Monsieur DELPECH Michel, responsable de l'association Comité d'animation, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : L'association Comité d'animation, représentée par Monsieur DELPECH Michel, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire place Jean Moulin sous la halle de GRENADE, le 12 décembre 2021 de 09h00 à 19h00 à l'occasion du marché de noël.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 16 novembre 2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 423/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. DELALLEAU, représentant la EURL DELALLEAU ET FILS, pour la réservation de 2 à 3 places de stationnement (engin de chantier, dépôt de matériaux …) au droit du N° 20 rue Lafayette du 22/11/2021 au 29/12/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 22/11/2021 au 31/12/2021 charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.
L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION
La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le

délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 16/11/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : GRENADE

N° 424/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

rue de la République ; entre rue Gambetta et rue Pérignon

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Sur décision de Monsieur le Maire, considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement du marché hebdomadaire dans le cadre d'une extension ponctuelle sur la portion de la rue de la République le SAMEDI 4 DECEMBRE 2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Du VENDREDI 3 DECEMBRE 2021, 19h au SAMEDI 4 DECEMBRE 2021, 15h

Article 1 : du vendredi 3 décembre 2021, 19h au Samedi 4 décembre 2021, 15h00

Le stationnement sera interdit sur la portion de voie désignée ci-dessus.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 : Le samedi 4 décembre 2021 entre 6h et 15h

La portions de voie désignée ci-dessus sera fermée à la circulation sauf aux commerçants non sédentaires, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

La circulation sera ouverte à la fin du marché.

Article 4 :

Le personnel des services Techniques municipaux ou du service de la Police Municipale de Grenade, mettra en place et enlèvera la signalisation temporaire.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette signalisation devra être conforme aux dispositions édictées par l'arrêté interministériel du 6 juin 1977 et par l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, livre I, huitième partie, modifiée notamment par l'arrêté du 15 juillet 1974.

Article 5 :

Le bénéficiaire sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement du marché, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade le 16/11/2021
LE MAIRE, *Jean Paul DELMAS*
Président de la Communauté De Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N° 425/2021.

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser suite à la demande représentée par M. DELPECH, Président de l'association, du comité d'animation organisateur de l'animation du 'marché de Noël – sous la halle (Place Jean Moulin) et contre allées internes de Grenade le 12 décembre 2021 de 7h à 19h.

Article 1er : AUTORISATION
dans le plus strict respect des normes sanitaires en vigueur.
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande le Dimanche 12 décembre 2021 entre 7h et 19h.
Le bénéficiaire à charge de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT/ INSTALLATION :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION
Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :
Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade. La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières/ plots durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières), maintien des plots amovibles. -
Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.
Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du de l'occupation, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
Le bénéficiaire devra réserver auprès de la Communauté de Commune Save et Garonne, les containers poubelles et mettre à disposition pour l'occasion afin d'éviter toutes décharges sauvages pendant et après l'animation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT
Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX.
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 16/11/2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°426/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement 59 rue Roquemaurel

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le Stationnement pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de branchement aéro-sout type 1 mono, par l'entreprise DEBELEC, représentée par M. BELLAILA, pour ENEDIS, au droit du 59 rue Roquemaurel à GRENADE du 22/11/2021 au 24/11/2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 22/11/2021 et le 24/11/2021.

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier sur trois places de stationnement matérialisées au sol, sauf pour les véhicules du demandeur.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie rue de la Roquemaurel sera fermée à la circulation pendant le temps du de l'intervention, sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, aux riverains, aux personnels d'aide à la personne, aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par le demandeur aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 16/11/2021

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°427/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationne

rue de la République (portion entre rue Pérignon et rue Victor Hugo) rue Gambetta (portion entre rue de la République et rue Castelbajac)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le Stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement du tournage de film long métrage sur autorisation du Maire à la demande de la Sté de Production cinématographique AD'VITAM PRODUCTION, représentée par M. FAUCHARD Jean-Baptiste, Régisseur Général, du Samedi 4 décembre 2021, 15h00 au Lundi 6 décembre 2021, 20h00.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Du samedi 4 décembre 2021, 15h au lundi 6 décembre 2021, 20h.

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur les portions de voies citée ci-dessus, sauf aux véhicules de la Production dans le cadre du tournage et aux véhicules de secours.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La circulation pourra être interrompue momentanément pour les besoins de prises de vues durant le tournage sauf pour les véhicules de la Production dans le cadre du tournage et aux véhicules de secours.

Rue de la République (entre rue Pérignon et rue Victor Hugo

Rue Gambetta (entre rue de la République et rue Castelbajac).

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par le bénéficiaire aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de la société AD'VITAM PRODUCTION, chargée de l'occupation sera mise en place et entretenue par cette dernière, au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

Le bénéficiaire devra afficher l'arrêté en cours de validité.

il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 16/11/2021
Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de
Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département Haute Garonne
Commune de Grenade sur Garonne.

N°428/2021

Arrêté municipal portant autorisation d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser une occupation du domaine public, d'une partie de la Halle et sa contre-allée côté rue Gambetta/République, pour l'installation d'un véhicule cantine, point de restauration et barnum, matériel et véhicules techniques suite à une demande d'occupation du domaine Public formulée par la Sté de Production cinématographique AD'VITAM PRODUCTION, représentée par M. FAUCHARD Jean-Baptiste ; du Samedi 4 DECEMBRE 2021, 15h00 au lundi 6 DECEMBRE 2021, 20h00.

Article 1er : AUTORISATION ,

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public dans le plus strict respect des règles sanitaires en vigueur, comme énoncé dans sa demande du 4 décembre 2021, 15h au lundi 6 décembre 2021, 20h.

Le bénéficiaire à charge de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT/ INSTALLATION :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

- Interdiction d'installer uniquement sur la partie des dalles traitées (partie centrale de la Halle) des stands alimentaires ou autres produits pouvant provoquer des souillures ou dégradations sur le sol.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

Plan vigipirate :

En raison des mesures de sécurité le demandeur aura à sa charge et sous sa responsabilité la mise en place ainsi que le maintien durant toute la durée de l'occupation des plots/blocs amovibles béton situés dans le périmètre de la Halle.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Le bénéficiaire devra obligatoirement réserver auprès de la Communauté de Commune, les containers poubelles et mettre à disposition pour l'occasion afin d'éviter toutes décharges sauvages pendant et après l'occupation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme

duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 16/11/2021
Le Maire, *Jean Paul DELMAS*
Président de la Communauté desCommunes des Hauts Tolosans

Pj : plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 429/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de sarl ARKHIDEA, représentée par Mme ACHACHE d'occuper une place de stationnement au droit du 59 rue de la République pour le dépôt de matériaux et stationnement engins de chantier, dans le cadre d'une rénovation intérieure du 19/11/2021 au 24/12/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 19/11/2021 au 24/12/2021 du LUNDI au VENDREDI charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.
L'installation (engin chantier, dépôt de matériaux ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 16/11/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade

N° 430/2021

Arrêté municipal portant règlementation temporaire de la Circulation et du Stationnement à la suite de l'effondrement d'un bâtiment au 64C, rue de la République et à la mise en œuvre d'une procédure de péril imminent

Rue de la République (entre rue Victor Hugo et rue Roquemaurel)

Monsieur le Maire de Grenade, à la suite d'un effondrement du bâtiment situé 64C rue de la République à GRENADE (31) (plancher, murs, toiture) à l'exception d'une partie de la façade côté rue faisant désormais l'objet d'un péril imminent, demande la fermeture de la circulation et la limitation de l'accès aux piétons sur la portion de la rue de la République désignée ci-dessus ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L511-1 et suivants ;

Vu l'arrêté n°431/2021 en date du 19/11/2021 déclarant une procédure de péril imminent sur le bien situé 64C rue de la République et instaurant un périmètre de sécurité aux abords du bien ;

Considérant qu'il convient de réglementer l'accès piétons, la circulation et le stationnement d'une portion

de la rue de la République, afin de garantir la sécurité publique des usagers en raison de l'effondrement du bâtiment survenu le 18/11/2021 en début de soirée,

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :
19 novembre 2021 jusqu'à la levée du péril imminent.

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur la portion de la rue de la République citée ci-dessus, à l'exception des véhicules de secours et des véhicules des professionnels devant intervenir dans le cadre de la procédure du péril imminent, conformément au plan ci-joint.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de la voie entre la rue Victor Hugo et la rue Roquemaurel sera fermée à la circulation sauf aux véhicules de secours, et véhicules des professionnels devant intervenir dans le cadre de la procédure du péril imminent ou de gestion du sinistre.
La circulation piétonne est interdite devant la façade du bâtiment faisant l'objet du péril imminent, conformément au plan-joint.
L'accès aux piétons riverains du 64B rue de la République est maintenu.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par les services municipaux, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière est à la charge de la commune.
La Mairie devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparus.

Article 5 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 6 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 19/11/2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Plan du périmètre de sécurité
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade

N° 431/2021

ARRETE PERIL IMMINENT A LA SUITE DE L'EFFONDREMENT D'UN BATIMENT SIS 64C rue DE LA REPUBLIQUE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L 2212-2.5, et L.2212-' ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.511-1 et suivants ;

Vu l'article R 43O-26 du code de l'urbanisme ;

Vu la saisine du Tribunal administratif de Toulouse en date du 19 novembre en vue de la désignation d'un expert ;

Considérant le bâtiment situé 64C rue de la République à Grenade sur Garonne, parcelle cadastrée section C N° 1761, propriété de Monsieur CUBERO Florent demeurant 68 Impasse de Cantegril 31330 LARRA (Haute-Garonne) ;

Considérant le sinistre par effondrement du bâtiment sis 64 C rue de la République, survenu le Jeudi 18 novembre 2021 en fin d'après-midi ;

Considérant que le bien sis 64C rue de la République, est effondré en partie à l'exception de la façade sur la rue de la République qui semble fragilisée ;

Considérant que l'effondrement du bâtiment 64C rue de la République a endommagé une partie du bâti du 40 rue Victor Hugo (sanitaires et cuisine) et a pu fragiliser le balcon du

Logement au 64B rue de la République donnant sur le bien de M. Cubéro,

Considérant après intervention et avis des services de secours qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'immeuble susvisé ;

Considérant que pour des raisons de sécurité publique, à la suite de cet incident et des menaces d'effondrement d'une partie du bâti restant il est nécessaire que soit mise en œuvre

Une procédure de péril imminent visée à l'article L.511-3 du code de l'urbanisme.

Considérant la nécessité de mettre en place un périmètre de sécurité devant le bâtiment concerné et de limiter temporairement les accès la rue de la République pour garantir la sécurité publique ;

ARRETE

Article 1er :

Au vu du risque d'effondrement que présente la façade du bâtiment restante, le bien de M. CUBERO Florent sis 64C rue de la République est interdit d'accès à toute personne non habilitée.

L'accès n'est possible qu'aux seuls experts et professionnels en charge de la gestion de ce sinistre,

Les accès au bâtiment sont immédiatement neutralisés ;

La cuisine et les sanitaires du 40 rue Victor Hugo ont été en partie endommagés et doivent demeurer inaccessibles jusqu'à l'avis de l'expert nommé par le Tribunal Administratif.

Le balcon du logement au 64B rue de la République donnant sur le bien de M.Cubéro a pu être fragilisé par le sinistre et doit rester inutilisé jusqu'à l'avis de l'expert nommé par le Tribunal Administratif.

Le Tribunal Administratif de Toulouse a été saisi en date du 19 novembre en vue de la désignation d'un expert en application des dispositions du Code de la construction et de l'Habitation, aux fins de constater les désordres affectant le bâtiment et de dresser constat de l'état des bâtiments mitoyens et de préciser les mesures provisoire et immédiates nécessaires.

Article 2 :

La rue de la République entre la rue Victor Hugo et Roquemaurel demeurera fermée à la circulation.

Les accès piétons ne sont pas autorisés sur le trottoir contigu à la façade du bâtiment.

Ces restrictions feront l'objet d'un arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement.

La circulation routière pourra être adaptée en fonction de l'évolution du périmètre de sécurité.

Le périmètre de sécurité sera conservé jusqu'à la réalisation des travaux de mise en sécurité ou de démolition du bien mettant fin durablement au péril.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié au propriétaire de l'immeuble et sera affiché sur site

Des copies seront transmises à :

-Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

- L'Architecte des bâtiments de France

-Les propriétaires du 40 rue Victor Hugo et du 64B rue de la République.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté.

Fait à Grenade le 19 novembre 2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS,
Président de la Communauté de Communes
Des Hauts Tolosans.

En pj :
-extrait cadastral
-photographies
-plan du périmètre de sécurité
-copie du courrier adressé au Tribunal Administratif.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 432/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. DELALLEAU, représentant la EURL DELALLEAU ET FILS, pour la réservation de 2 à 3 places de stationnement (engin de chantier, dépôt de matériaux …) au droit du N° 20 rue Lafayette du 22/11/2021 au 29/12/2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 22/11/2021 au 31/12/2021 charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :

L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 16/11/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N°433/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande pour fermeture de la circulation rue de l'Egalité entre rue Victor Hugo et rue Roquemaurel, de la Société VITELLIN représentée par M. CABANIS, dans le cadre d'une intervention d'isolation des combles au N° 18 rue de l'Egalité à GRENADE le mardi 4 JANVIER 2022

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :
Mardi 04 janvier 2022 entre 8h et 16h

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie sera fermée à la circulation, sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

VI) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».
L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 23/11/2021
Jean Paul DELMAS, Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne.

N° 434/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

RD29 – Cours Valmy – (au niveau rue de l'Egalité)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002,_11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de La Haute-Garonne N° PMV2021 GR 161 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de création de liaison sur chaussée sur réseaux Télécom entre Deux chambres, Cours Valmy RD29, à la demande de l'entreprise CIRCET pour FIBRE 31 à compter du 29 novembre 2021 pour une durée de 20 jours.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le 29/11/2021 et le 23/12/2021

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par CIRCET/FIBRE 31, la circulation des véhicules *cours Valmy,* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.
Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).
L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.
Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 23/11/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade/Gne

N°435/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

23 allées Alsace Lorraine

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de raccordement fibre par l'entreprise BOUYGUES TELECOM, entre le 8/12/2021 et le 9/12/2021 pour une durée d'une heure.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le 8/12/2021 et le 9/12/2021 entre 9h et 16h, pour une durée d'une heure

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par Le personnel de l'entreprise BOUYGUES TELECOM la circulation des véhicules *ALLEES ALSACE LORRAINE (entre rue Gambetta et rue Roquemaurel)* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10, AK5, AK14, K5c….

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 23/11/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté De Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

N° : 436/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

RD2 (au niveau de la zone d'activités : M. BRICOLAGE/ SALAISONS BENGALI.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Vu l'arrêté de voirie portant accord de voirie délivrée à L'entreprise SURVEY représentée par M. RAVAIER, pour le compte de TEREGA, N° PMV 2021 GR 185 en date du 08/11/2021.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser l'occupation du domaine public, de

réservation de la partie enherbée au niveau du trottoir, côté RD2 (voir photo en pj) en agglomération au niveau de la Z.A. SUD (M. BRICOLAGE/SALAISONS DE BENGALI) – pour la réalisation de travaux sur 3 zones ; terrassement et mise en place de dalles de protection sur conduite de gaz haute pression ; remblaiement et mise en état du terrain, suppression de la dalle béton existante au-dessus de la canalisation et mise en place d'une dalle de protection ; mise en place d'une base de vie et stockage de matériel, suite à une demande d'autorisation d'occupation du domaine public de l'entreprise SCAM représentée par M. BASCOUL, et de la société SURVEY représentée par M. RAVIER.-

Article 1er : AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée dans le plus strict respect de la réglementation Sanitaire en Vigueur.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 6 décembre 2021 au 20 décembre 2021 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes ;

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

le maintien d'un cheminement de 1.4m avec ponctuellement un rétrécissement à 0.9m « déplaçable » par l'entreprise intervenant sur site pour les besoins des travaux ou à la demande des usagers sera mis en place.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de l'occupation. A la fin de l'occupation, il se chargera du retrait du matériel.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

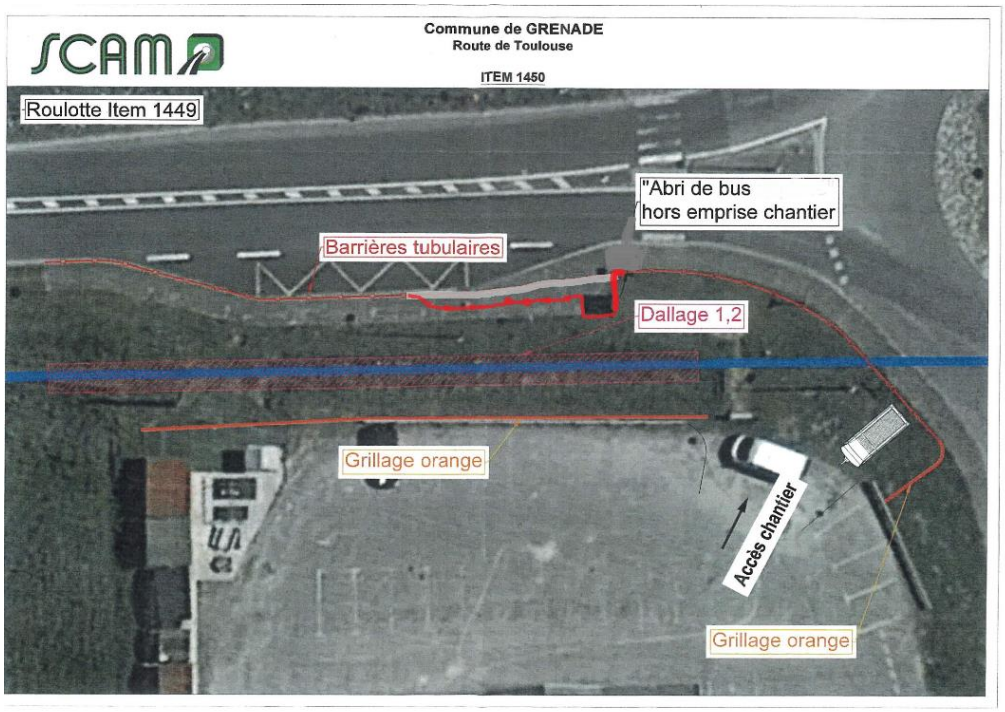
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

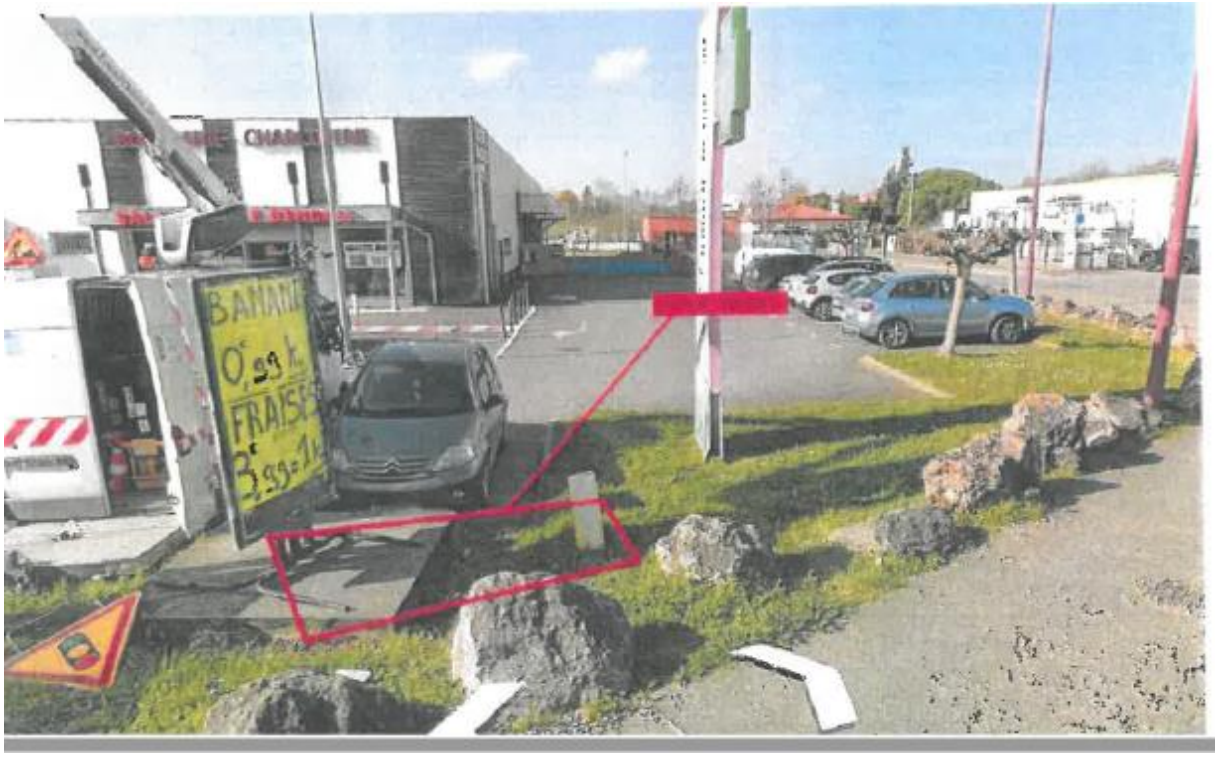
Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Plans en annexe.





Fait à Grenade, le 23/11/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS,

Président de la Communauté De Communes des Hauts- Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 437/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
GRENADE OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

- Cours Valmy (Parking)
- Rue de Belfort (parking Guichet Unique)
- Rue des Garosses (parking école St Caprais)

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande d'autorisation de stationnement en raison d'une intervention d'élagage, réalisée par l'entreprise ECO.VA.NA représentée par M. FREDON Martin, conducteur de travaux., sise à Castre, pour le compte de la Commune de Grenade, sur les parkings et aux abords des voies désignées ci-dessus, à compter du 29 NOVEMBRE 2021 pour une durée de cinq jours.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 29/11/2021 au 03/12/20212021 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (benne, engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire..

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 23/11/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 438/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, à la demande de M. BOCK Marion pour la réservation de deux places de stationnement

matérialisées au sol au niveau du 10 rue Cazalès, pour les véhicules de l'entreprise CUBERO, en raison de travaux localisés section C N° 1332 sur le territoire de GRENADE.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 24/11/2021 au 28/02/2022 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) devront stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (benne, engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 23/11/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Plan du site en annexe .

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

ANNULE VOIR N° 438/2O21

Arrêté municipal n° 440 / 2021
portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
temporaire de 3ème catégorie à l'occasion des courses hippiques.

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 23 novembre 2021 par Mr SEIGNE Jean Sébastien agissant pour le compte de la société hippique de Grenade dont le siège est situé 2156 route de MONTEGUT 31330 Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 24 novembre 2021.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr SEIGNE Jean Sébastien, responsable de la société hippique de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : la société hippique de Grenade, représentée par Mr SEIGNE Jean Sébastien, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'hippodrome de Marianne le 05 décembre 2021 de 09h00 à 20h00, à l'occasion des courses hippiques.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade, le 24 novembre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

Arrêté municipal n° 441 / 2021
portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
temporaire de 3ème catégorie à l'occasion des courses hippiques.

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 23 novembre 2021 par Mr SEIGNE Jean Sébastien agissant pour le compte de la société hippique de Grenade dont le siège est situé 2156 route de MONTEGUT 31330 Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 24 novembre 2021.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr SEIGNE Jean Sébastien, responsable de la société hippique de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : la société hippique de Grenade, représentée par Mr SEIGNE Jean Sébastien, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'hippodrome de Marianne le 12 décembre 2021 de 09h00 à 20h00, à l'occasion des courses hippiques.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.

- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade, le 24 novembre 2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

Arrêté municipal n° 442 / 2021
portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
temporaire de 3ème catégorie à l'occasion des courses hippiques.

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 23 novembre 2021 par Mr SEIGNE Jean Sébastien agissant pour le compte de la société hippique de Grenade dont le siège est situé 2156 route de MONTEGUT 31330 Grenade en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 24 novembre 2021.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr SEIGNE Jean Sébastien, responsable de la société hippique de Grenade, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : la société hippique de Grenade, représentée par Mr SEIGNE Jean Sébastien, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'hippodrome de Marianne le 19 décembre 2021 de 09h00 à 20h00, à l'occasion des courses hippiques.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation.**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Grenade, le 24 novembre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade

Arrêté n°443-2021 prononçant la fermeture provisoire au public de l'église de St Caprais pour des raisons de sécurité

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et L.2212-2, relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de sécurité, de tranquillité et salubrité publiques,

Vu les fissures structurelles constatées sur l'ensemble du bâti par le Responsable des Services Techniques de la Ville de Grenade,

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'ordonner la fermeture provisoire de l'Eglise de St Caprais,

ARRETE

Article 1ER :
Pour des raisons de sécurité, l'accès à l'église de St Caprais est provisoirement interdit au public, à compter du 25 novembre 2021 et ce pour une durée indéterminée.

Article 2 :
La réouverture de cet édifice au public ne pourra intervenir qu'après la réalisation par un bureau de contrôle, d'un diagnostic portant sur la solidité des structures, et l'exécution des travaux nécessaires de

mise en sécurité. La réouverture de l'église de St Caprais sera prononcée par arrêté du Maire.

Article 3 :
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 :
Madame la Directrice Générale des Services, M. le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à M. le Préfet de la Haute-Garonne, à M. le Curé de la Paroisse de Grenade, affichée en mairie et sur la porte de l'église de St Caprais.

Fait à Grenade, le 25 novembre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade,
Le Maire de Grenade

Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade /Gne

N°444/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

---

26 et 26Bis rue Gambetta (places de stationnements matérialisées au sol)

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le code de la route et notamment l'article R417-10,

Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié par l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31 juillet 2002,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6,

A la demande et sur avis de Monsieur le Maire de GRENADE,

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement dans le cadre du marché hebdomadaire concernant une animation de cross fit de ALTIORE CONCEPT sur le marché hebdomadaire,

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur comme suit:

du vendredi 03 décembre 2021 à 19h00 au Samedi 04 décembre 2021, 15h00,

26 et 26B rue Gambetta

Article 1 : le stationnement sera interdit sur la portion de voie désignée ci-dessus,

Article 2 :
Les Services Techniques Municipaux procèderont à la mise en place et au retrait du matériel nécessaire (barrières et panneaux de type B6d et M6a « arrêt et stationnement interdits et gênants, au sens de l'article R417-10 du code de la Route, aux endroits prévus pour leur utilisation, définis par les services municipaux.

Article 3 :
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 4 :
Les interdictions stipulées à l'article 1 ne seront pas applicables aux véhicules d'intervention des sapeurs - pompiers, policiers municipaux, militaires de la Gendarmerie,
aux véhicules de la fourrière agrée et conventionnée avec la Mairie et aux services Techniques Municipaux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 5 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 6 :
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à GRENADE, 25/11/2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS,
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Arrêté municipal n° 445 / 2021

portant sur la règlementation de l'utilisation des terrains

de football de Carpente..

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il convient de réglementer l'utilisation des terrains de football de Carpenté,

Considérant l'état des terrains suite aux intempéries,

A R R E T E

Article 1er :

Un seul match est autorisé sur le terrain d'honneur, seul le match de l'équipe 1 pourra avoir lieu sur ce terrain du 26 au 28 Novembre inclus.

Sur la même période :

- les terrains A8 ne pourront supporter qu'un seul mach, en l'occurrence le match des U18 Féminines. Le plateau des U11-U 13 ne pourra donc pas avoir lieu.
- Aucun match n'est autorisé sur le terrain annexe.

Article 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée au Préfet de la Haute-Garonne, au Club concerné pour affichage sur les installations sportives concernées.

Grenade, le : 26 Novembre 2021

Jean-Paul DELMAS
Maire-Adjoint



République Française
Dépa[illegible] . Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°446/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationne

rue de la République (portion entre rue Pérignon et rue Victor Hugo)
rue Gambetta (portion entre rue de la République et rue Castelbajac)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le Stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement du tournage de film long métrage sur autorisation du Maire à la demande de la Sté de Production cinématographique AD'VITAM PRODUCTION, représentée par M. FAUCHARD Jean-Baptiste, Régisseur Général, du lundi 6 décembre 2021, 9h00 au mardi 7 décembre 2021, 23h00.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Du lundi 6 décembre 2021, 9h au mardi 7 décembre 2021, 23h00.

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** sur les portions de voies citée ci-dessus, sauf aux véhicules de la Production dans le cadre du tournage et aux véhicules de secours.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La circulation pourra être interrompue momentanément pour les besoins de prises de vues durant le tournage sauf pour les véhicules de la Production dans le cadre du tournage et aux véhicules de secours.

- Rue de la République (entre rue Pérignon et rue Victor Hugo
- Rue Gambetta (entre rue de la République et rue Castelbajac).

Article 3 :
Différentes déviations seront mises en place, par le bénéficiaire aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de la société AD'VITAM PRODUCTION, chargée de l'occupation sera mise en place et entretenue par cette dernière, au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

Le bénéficaire devra afficher l'arrêté en cours de validité.
il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/11/2021

Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Commune de Grenade sur Garonne.
N°447/2021

Arrêté municipal portant autorisation d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser une occupation du domaine public d'une partie de la Halle et sa contre-allée côté rue Gambetta/République, pour l'installation d'un véhicule cantine, point de restauration et barnum, matériel et véhicules techniques suite à une demande d'occupation du domaine Public formulée par la Sté de Production cinématographique AD'VITAM PRODUCTION, représentée par M. FAUCHARD Jean-Baptiste ; du lundi 6 DECEMBRE 2021, 9h00 au mardi 7 DECEMBRE 2021, 23h00.

Article 1er : AUTORISATION ,

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public **dans le plus strict respect des règles sanitaires en vigueur,** comme énoncé dans sa demande du lundi 6 décembre 2021, 9h au mardi 7 décembre 2021, 23h .

Le bénéficiaire à charge de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT/ INSTALLATION :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

- Interdiction d'installer uniquement sur la partie des dalles traitées (partie centrale de la Halle) des stands alimentaires ou autres produits pouvant provoquer des souillures ou dégradations sur le sol.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

Plan vigipirate :

En raison des mesures de sécurité le demandeur aura à sa charge et sous sa responsabilité la mise en place ainsi que le maintien durant toute la durée de l'occupation des plots/blocs amovibles béton situés dans le périmètre de la Halle.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Le bénéficiaire devra obligatoirement réserver auprès de la Communauté de Commune, les containers poubelles et mettre à disposition pour l'occasion afin d'éviter toutes décharges sauvages pendant et après l'occupation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 23/11/2021
Le Maire, ***Jean Paul DELMAS***
Président de la Communauté des Communes des Hauts Tolosans

Pj : plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République française
Département :Haute Garonne
Commune : Grenade

N°448/2021

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Rues : GAMBETTA et de la REPUBLIQUE

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de mise en place d'une nacelle pour l'accroche d'illumination de Noël, rue Gambetta et rue de la République par le personnel des services Techniques Municipaux de la Ville – du 06/12/2021 au 07/12/2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le 06/12/2021 et le 07/12/2021

Article 1 :

La circulation sur les voies rue Gambetta et rue de la République se fera de manière restreinte sur une file au droit du chantier.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 3 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 5 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 6:

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/11/2021

Le Maire, Jean-Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 449 / 2021
portant sur la règlementation de l'utilisation des terrains
de football de Carpenté

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il convient de réglementer l'utilisation des terrains de football de Carpenté,

Considérant l'état des terrains suite aux intempéries,

o **A R R E T E**

Article 1er :

Un seul match est autorisé dans l'enceinte de Carpenté du 3 au 5 Décembre 2021 inclus. En l'occurrence seule l'équipe 2 jouera sur le terrain d'honneur. Le match des U17 ne pourra donc pas avoir lieu.

Article 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée au Préfet de la Haute-Garonne, au Club concerné pour affichage sur les installations sportives concernées.

Grenade, le : 2 Décembre 2021

Jean-Paul DELMAS
Maire-Adjoint

VILLE DE GRENADE
Haute-Garonne

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° : 450/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Marché de Noël des enfants de la Mairie.
(rue Gambetta)

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Vu l'avis favorable de Monsieur Delmas Jean-Paul, Maire de Grenade ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser l'installation d'une remorque de manège type toboggan géant, sur le Domaine public ; sur la portion rue Gambetta entre rue de la République et rue Cazalès, (voir plan en annexe) et d'utiliser quatre places de stationnements matérialisées au sol, à la demande de, Mme SCIE Marine, Présidente de l'association des commerçants de Grenade, et de Mme TAURINES Anna, Maire-Adjoint au service des affaires culturelles , du Samedi 11 DECEMBRE 2021, 21h au Dimanche 12 DECEMBRE 2021, 21h00

Article 1er : AUTORISATION

Dans le plus strict respect de la réglementation sanitaire en vigueur

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du vendredi 10 décembre 2021, 21h au dimanche 12 décembre 2021, 21h à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus. L'installation nécessite la fermeture de la rue, il a été délivré un arrêté municipal temporaire N° 451/2021.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 07/10/2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS,
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne

N° 451/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

rue Gambetta (entre rue de la République et rue Cazalès)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire de Grenade ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et le bon déroulement d'une manifestation d'animation « Marché de Noël des Enfants » à la demande de Mme SCIE Marine, Présidente de l'association des commerçants de Grenade, le bénéficiaire, et Mme TAURINES, Maire-Adjoint au service des affaires culturelle, le bénéficiaire, de réservation de places de stationnement et fermeture de la circulation sur la portion de voie désignée ci-dessus, du vendredi 10 décembre 2021, 21H au dimanche 12 décembre 2021, 21h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur **:**

Du 10 décembre 2021, 21h au 12 décembre 2021, 21h

dans le plus strict respect de la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 1 :
Le stationnement sera interdit sur les places de stationnements matérialisées (entre le N° 47 et le N° 53), sur le tronçon de rue concerné (cité ci-dessus).
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 :
La portion de voie désignée ci-dessus **sera fermé à la circulation** sauf aux véhicules de secours.

Article 3 :
La circulation sera ouverte à la fin de *l'occupation par la manifestation.*

Article 4 :
Le bénéficiaire mettra en place et enlèvera la signalisation temporaire.
Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette signalisation devra être conforme aux dispositions édictées par l'arrêté interministériel du 6 juin 1977 et par l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, livre I, huitième partie, modifiée notamment par l'arrêté du 15 juillet 1974.

Article 5 :
Le bénéficiaire sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement de la manifestation, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 07/12/2021
LE MAIRE, ***Jean Paul DELMA***

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne .

République Française
Département Haute Garonne
Commune de Grenade sur Garonne.

N°452/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Rue Castelbajac (entre rue Roquemaurel et rue Victor Hugo)

Rue de la République (au niveau de la parcelle section C N° 2845 WC public)

Le Maire de Grenade

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire de Grenade ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution d'une livraison d'un échafaudage et matériaux de construction devant servir à la réfection de toiture d'un bâtiment communal situé 51B rue Castelbajac, par l'entreprise CHEVRIN-GELI, représentée par M. ANZANELLO Alain, pour le compte de la Mairie de GRNADE, le 13 DECEMBRE 2O21 entre 7h30 et 12h30

ARRETE

***Les dispositions suivantes entreront en vigueur* :**

13 Décembre 2021 entre 7h30 et 12h30

Dans le plus strict respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1 : le stationnement:

A compter du SAMEDI 11 DECEMBRE 2O21, 15h00 après le marché hebdomadaire, deux places de stationnements matérialisées au sol au niveau du N°62 et 64 rue Castelbajac seront neutralisées par les services municipaux sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 : **le 13 DECEMBRE 2021 de èh30 à 12h30**

La portion de voie rue Castelbajac (entre rue Victor Hugo et rue Roquemaurel) sera fermée à la circulation sauf aux véhicules de secours.

Article 3 :

Le véhicule de l'entreprise CHEVRIN-GELI est autorisé à circuler rue Roquemaurel à contre-sens pour accéder à l'entrée du bâtiment côté rue de la République, à titre exceptionnel sous surveillance du personnel de la Police Municipale de GRENADE, sur avis de Monsieur le Maire de Grenade en raison de la proximité d'un bâtiment ayant fait l'objet d'un péril imminent, 64C rue de la République..

Article 4 :

Différentes déviations seront mises en place par l'entreprise aux extrémités des voies concernées.

Article 5 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise charge des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaire B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

Article 6 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou tout autre faute commise.

Article 7 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 8 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 9 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 08/12/2021
LE MAIRE, ***Jean Paul DELMAS***
Président de la Communauté de
Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département Haute Garonne
Commune de Grenade sur Garonne.

N°453/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement et occupation du domaine public

Rue Gambetta (entre rue de l'Egalité et rue de la République)
Rue Victor Hugo (entre rue Castelbajac et rue de la République)
Rue de la République (entre rue Gambetta et rue Victor Hugo)
Rue Castelbajac (entre rue Victor Hugo et rue Gambetta)

Marché de Noël des Commerçants

Le Maire de Grenade

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire de Grenade ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et le bon déroulement du marché de Noël, pour l'installation des terrasses, étalages au droit des établissements, «la Buvette, », « les Zinzins du Zinc » sur le domaine public ; et rues autour de la Halle, le DIMANCHE 12 DECEMBRE 2021.

ARRETE

- ***Les dispositions suivantes entreront en vigueur*** :

DIMANCHE 12 DECEMBRE 2021 entre 7h et 19h.

Dans le plus strict respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur les potions de voies désignées ci-dessus sauf pour les commerçants ayant une autorisation municipale.-.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 :

Les portions de voies désignées ci-dessus seront fermées à la circulation sauf aux véhicules de secours.

Article 3 :

La circulation sera ouverte à la fin de *l'animation.*

Article 4 :

Le personnel municipal mettra en place et enlèvera la signalisation temporaire.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Cette signalisation devra être conforme aux dispositions édictées par l'arrêté interministériel du 6 juin 1977 et par l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, livre I, huitième partie, modifiée notamment par l'arrêté du 15 juillet 1974.

Article 5 :

Le bénéficiaire sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement de la manifestation, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

o ***Fait à Grenade, le 08/12/2021***

LE MAIRE, ***Jean Paul DELMAS***

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne.

N° 454 /2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

RD29 – Cours Valmy -

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de La Haute-Garonne N° PMV-2021-GR 80 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de création génie civil pose fourrreaux télécom pour désaturation réseau orange existant , rue de l'Egalité et Cours Valmy RD29, à la demande de l'entreprise CIRCET pour FIBRE 31 entre le 15/12/2021 et le 17/12/2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 15/12/2021 et le 17/12/2021entre 9h et 16h.
Dans le plus strict respect de la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par CIRCET/FIBRE 31, la circulation des véhicules *cours Valmy,* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.
Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).
L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 09/12/2021
Le Maire Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 455/ 2021
portant sur la règlementation de l'utilisation des terrainsde football de Carpente..

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il convient de réglementer l'utilisation des terrains de football de Carpenté,

Considérant l'état des terrains suite aux intempéries,

o **A R R E T E**

Article 1er :

L'enceinte de Carpenté est fermée du 9 au 12 Décembre inclus. Aucun match ne pourra être joué pendant cette période.

Article 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée au Préfet de la Haute-Garonne, au Club concerné pour affichage sur les installations sportives concernées.

Grenade, le : 9 Décembre 2021

Jean-Paul DELMAS
Maire-Adjoint

VILLE DE GRENADE Haute-Garonne

République Française

Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° : 456/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire de GRENADE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser la mise en place d'un dispositif d'occupation du domaine public (voir plan en annexe) pour l'exécution de travaux d'aménagement paysager sur le giratoire Guiraudis, par le personnel des services Techniques municipaux, représenté par M. KULAGA, du LUNDI 13 DECEMBRE 2021 au MERCREDI 15 DECEMBRE 2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande le **DU & » décembre 2021 au 15 décembre 2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus. Dans le cas où l'installation nécessite la fermeture de la rue, le demandeur devra déposer une demande d'arrêté de circulation.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L 'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :
Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire.
la mise en place du matériel se fera par le demandeur. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de l'intervention. A la fin de l'intervention il se chargera du retrait du matériel de signalisation , barrières, panneaux …...
Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/12/2021
Jean-Paul DELMAS,
Président de la Communauté de Communes Des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département :Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne

N° 457/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de mise en place d'une structure métallique sur le rond-point « Guiraudis » par l'entreprise LABEDAN représentée par M. ROBERT, pour le compte de la Commune de Grenade, du Jeudi 16 décembre 2021, 20 h au vendredi 17 décembre 2021, 2h00

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur dans la plus stricte règlementation sanitaire en vigueur du JEUDI 16 DECEMBRE 2021, 20h au VENDREDI 17 DECEMBRE 2021, 2h

Article 1 :
Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par l'Entreprise LABEDAN la circulation des véhicules *au niveau du rond point Guiraudis , RD29 et RD29A,* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :
Stationnement : une zone de stationnement sur le trottoir à proximité du rond-point côté RD29 est autorisée pendant l'intervention, ainsi qu'une emprise dans le rond-point- (voir plan).

Article 3 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.
Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10.
Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 4:
L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :
La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 09/12/2021
Le Maire, Jean-Paul DELMAS
Président de la Communauté De Communes des Hauts Tolosans.

Plan descriptif : en annexe.
Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 458/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement
sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux ou trois places de stationnement matérialisées au sol, au droit **8 rue Gambetta** par M. BLAZESEWSKI **11/12/2021.**

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 10/12/2021 (pour la réservation de la place de stationnement par le demandeur) au 11/12/2021 pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

En raison de travaux de réaménagement de l'entrée de Ville RD17/Quai de Garonne sur le territoire de GRENADE, l'itinéraire à emprunter par le véhicule de déménagement est le suivant :

- **Allées Alsace Lorraine, rue Roquemaurel, rue Castelbajac, Quai de Garonne, Allées Sébastopol.**

LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide
La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 459/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. DELALLEAU, représentant la EURL DELALLEAU ET FILS, pour la réservation de 2 à 3 places de stationnement (engin de chantier, dépôt de matériaux, benne …) au droit du N° 20 rue Lafayette du 20/12/2021 au 23/12/2021

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **20/12/2021 au 23/12/2021** charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 460 / 2021
portant sur la règlementation de l'utilisation des terrains de rugby de Jean-Marie FAGES

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il convient de réglementer l'utilisation des terrains de rugby de Jean-Marie FAGES,

Considérant l'état des terrains suite aux intempéries,

o**A R R E T E**

Article 1er :

Dans l'enceinte de Jean-Marie FAGES sont autorisés : un seul match sur le terrain d'honneur et un seul match sur le terrain Jean Merlo, du samedi 11 au dimanche 12 Décembre inclus. Les autres terrains de l'enceinte sont fermés. En l'occurrence le match des Juniors ne pourra pas avoir lieu sur cette période.

Article 2 :
Ampliation du présent arrêté sera adressée au Préfet de la Haute-Garonne, au Club concerné pour affichage sur les installations sportives concernées.

Grenade, le 10 Décembre 2021
Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes Des Hauts Tolosans

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 461/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement
sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, au droit du N° 42 rue Roquemaurel par M. Cédric Daniel, le 17/12/2021.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 16/12/2021 au 17/12/2021, pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

VII) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel

à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 13/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 462/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE Rue Gambetta N°3.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. TOUATI, pour la SAS TM2S, pour la dépose et reprise des coffres, intervention à la BNP PARIBAS de GRENADE, par la réservation de trois places de stationnement matérialisées au sol au droit du 3 rue Gambetta le 21 DECEMBRE 2O21,

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **20/12/2021 au 21/12/2021, 15h**à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de la SAS TM2S devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :

L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

A la fin de l'intervention exceptionnellement et sous la surveillance et organisation de la manœuvre par le personnel de la Police Municipale le véhicule de l'entreprise pourra quitter son stationnement et ressortir en marche arrière.-

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 13/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°463/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

69 RUE DE LA REPUBLIQUE

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux d'installation de la fibre par l'entreprise GFO représentée par M. MAGID DERAR, pour CIRCET FIBRE 31, au droit 69 rue de la République à GRENADE le lundi 27/12/2021 entre 8h et 11h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Lundi 27 DECEMBRE 2021 entre 8h et 11h.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** rue de la République sur la portion de voie au droit du chantier citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion la rue Gambetta **sera fermée à la circulation** sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 13/12/2021

Jean Paul DELMAS, Maire de Grenade

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 464/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de M. LEBON de réservation de deux places de stationnement matérialisées sur la chaussé, pour un engin de chantier de l'entreprise EIRL GV RENOVATION DE L'HABITAT, 81 COUFOULEUX, au droit du N° 17 rue Roqmemaurel le 18 DECEMBRE 2021.

Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **17/12/2021 au 19/12/2021** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier ou dépôt de matériaux devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. PASSAGE DES PIETONS :

L'installation sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide, elle est autorisée sur les emplacements en zone bleue.-

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

<u>Article 6</u> : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 13/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

<u>Diffusion</u> :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N°465/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande pour fermeture de la circulation rue Roquemaurel entre RD17 et rue de l'Egalité, pendant l'intervention d'un véhicule et nacelle de l'entreprise GFO pour CIRCET , raccordement en façade de la fibre au **N° 14 rue Roquemaurel** le 29 DECEMBRE 2021 entre 13h et 15h.

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :
29 DECEMBRE 2021 entre 13h et 15h.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, au droit du 14 rue Roquemaurel sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 15/12/2021
Jean Paul DELMAS, Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N°466/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande pour fermeture de la circulation rue GAMBETTA entre la rue de l'Egalité et la rue Castelbajac, pendant l'intervention d'un véhicule/nacelle de l'entreprise TELECOM 31 pour CIRCET, en raison d'un raccordement en façade de la fibre optique au **N° 27 rue Gambetta** le lundi 27 DECEMBRE 2021 entre 13h et 15h.

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :
27 DECEMBRE 2021 etnre 8h et 11h30

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, au droit du 27 rue Gambetta sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 15/12/2021
Jean Paul DELMAS, Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

Arrêté n° 467-2021 mettant fin à la fermeture au public

de l'église de St Caprais pour des raisons de sécurité

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et L.2212-2, relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de sécurité, de tranquillité et salubrité publiques,

Vu l'arrêté n° 443-2021 prononçant la fermeture provisoire au public de l'église de St Caprais pour des raisons de sécurité, suite à la constatation de fissures structurelles sur le bâti par le Responsable des Services Techniques de la Ville de Grenade,

Considérant les conclusions du rapport technique établi par le bureau d'études SOCOTEC en date du 13.12.2021,

Considérant que la solidité et la stabilité de l'édifice ne sont pas remises en cause,

▪ ARRETE

Article 1ER :

L'église de St Caprais est réouverte au public.

Article 2 :

Néanmoins, l'accès à l'étage reste interdit au public jusqu'à la réfection du plancher bas du 1er étage, conformément aux préconisations du bureau d'études. Seuls les agents en charge de la maintenance de l'horloge et des cloches pourront emprunter l'escalier afin d'accéder au clocher après autorisation du Maire.

Article 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 :

Madame la Directrice Générale des Services, M. le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à M. le Préfet de la Haute-Garonne, à M. le Curé de la Paroisse de Grenade, affichée en mairie et sur la porte de l'église de St Caprais.

Fait à Grenade, le 15 décembre 2021

Jean-Paul DELMAS

Maire de Grenade,

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N° 468/2021

ARRETE TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE GRENADE.

Le Maire de Grenade,.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande pour fermeture de la circulation rue de la République N° 54 pendant l'intervention d'un véhicule et nacelle de l'entreprise GFO pour CIRCET , raccordement en façade de la fibre au **N° 54 Rue de la République** le lundi 3 JANVIER 2022 entre 8h et 9h.

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :

Lundi 3 JANVIER 2022 entre 8h et 9h.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, au droit du 54 rue de la République sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion voie **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

X) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».
L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 16/12/2021
Jean Paul DELMAS , Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :469/2021

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; suite à une demande adressée par M. GENDRE de mise en place d'un échafaudage et réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol pour les véhicules, benne, dépôt de matériaux et benne de chantier de l'entreprise FIORITO, au droit du 11 rue Gambetta entre le 02/01/2022 et le 02/03/2022

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande ; au droit du 11 rue Gambetta à GRNADE ; pour la période suivante :

Du 02/01/2022 au 02/03/2021

à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (engin chantier, dépôt de matériaux….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

Mise en place d'un échafaudage :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Dans le cas où les travaux ne concernant pas le rez-de-chaussée du bâtiment, le passage des piétons devra être maintenu sur le trottoir sous l'échafaudage selon les prescriptions réglementaires de sécurité.

2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 16/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°470/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Rue Gambetta (entre rue Egalité et rue Castelbajac)
Rue Castelbajac (entre rue Gambetta et rue Victor Hugo)
Rue Victor Hugo (au niveau de N° 21A)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de remplacement de câbles électriques sur façades situé entre le N°44 et le N°56 rue Castelbajac, par l'entreprise ENGIE/INEO /ENEDIS représentée par M. COFFIN, du lundi 3 JANVIER 2022 au Mardi 4 janvier 2022.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le Lundi 3 janvier 2022 et le Mardi 4 janvier 2022.

Article 1 : MARDI 4 JANVIER 2022

Le stationnement sera interdit sur la portion de voie rue Castelbajac désignée ci-dessus, ainsi que sur les trois places de stationnements matérialisées au sol au niveau du bureau de La Poste, 30 rue Victor Hugo.

- Le stationnement sera interdit au droit du 20 et du 32B rue Gambetta entre le Lundi 3 janvier 2022 et le mardi 4 janvier 2022, sauf pour le véhicule d'intervention du demandeur.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 : CIRCULATION : le LUNDI 3 JANVIER 2022

La portion voie rue Castelbajac **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

les places de stationnements matérialisées sur la chaussée, rues Castelbajac, Victor Hugo, seront utilisées pour la circulation des usagers.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités des voies concernées.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit », K8, signal d'une position des limites d'obstacles temporaire , K5a, signalisation de position des limites d'obstacles temporaires, M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 16/12/2021
Jean Paul DELMAS, Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 471 / 2021
portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 10 décembre 2021 par Mr Claude SERIEYE agissant pour le compte de l'association Enfile tes baskets dont le siège est situé 55 rue Cazalès 31330 GRENADE, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Mr Claude SERIEYE, responsable de l'association Enfile tes baskets, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

o **A R R E T E**

Article 1er : L'association Enfile tes baskets, représentée par Mr Claude SERIEYE, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire place Jean Moulin à GRENADE (halle), le 18 juin 2022 de 14h00 à 00h00, à l'occasion d'une course pédestre.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : **Cette autorisation est soumise au STRICT respect des règles sanitaires en vigueur au jour de la manifestation**

Article 4 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 5 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 16 décembre 2021
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne.

N° 472/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

RD2 AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY AU NIVEAU DU N° 16

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de La Haute-Garonne N° PMV-2021-GR 80 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de démolition et réalisation d'un nouveau massif béton pour remplacement du mât d'éclairage plublic N° 2804, RD2 Avenue du Président Kennedy par l'entreprise FOURNIE GROSPAUD RESEAUX pour le compte dela Mairie de Grenade, du 22/12/2021 au 24/12/2021

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Du 22/12/2021, 8h30 au 24/12/2021

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par FOURNIE GROSPAUX RESEAUX , la circulation des véhicules *AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 17/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

Arrêté n° 473/2021 modifiant l'arrêté n° 294/2021 du 02.09.2021 portant sur la modification des horaires de pause méridienne au sein des écoles maternelles

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education et notamment l'article L 521-3 portant sur l'organisation du temps et de l'espace scolaires,

Considérant que le Maire peut, après avis de l'autorité responsable et son accord, modifier les heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement en raison des circonstances locales,

Considérant l'épidémie de Covid-19,

Considérant l'arrêté n° 294/2021 du 02.09.2021 portant modification des horaires de pause méridienne au sein des écoles maternelles La Bastide et JC Gouze, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, afin de répondre au protocole sanitaire en vigueur, et notamment d'assurer la distanciation sociale, en organisant deux services de restauration scolaire au sein des écoles maternelles,

Considérant que cette organisation n'est plus nécessaire sur l'école La Bastide, pour atteindre les objectifs demandés en matière de sécurité sanitaire,

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur de l'Education Nationale de Circonscription,

En concertation avec la Directrice de l'écoles publique concernée,

ARRETE

Article 1er : A compter du 3 janvier 2022 et durant la période d'application des mesures sanitaires édictées par le Gouvernement, concernant la pause méridienne des lundis, mardis, jeudis et vendredis :

Les classes de l'école maternelle La Bastide retrouvent les horaires classiques : 11h45-13h45.

Les classes de l'école maternelle JC Gouze restent sur les horaires fixés par l'arrêté n° 294/2021 du 02.09.2021 :

11h30-13h15 : trois classes : PS, PS-MS, et MS.

11h45-13h30 : trois classes : MS-GS et les deux GS.

Article 2 : M. le Maire et Mmes les Directrices des écoles maternelles La Bastide et JC Gouze sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de la mise en œuvre de ces nouveaux horaires.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Préfet de la Haute-Garonne, à M. l'Inspecteur de l'Education Nationale de Circonscription, à Mesdames les Directrices des écoles maternelles La Bastide et JC Gouze et affichée sur chacune des écoles concernées.

Fait à Grenade, le 21.12.2021

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne.

N° 474/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

RD 29 - AVENUE DE GUIRAUDIS N° 19

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de La Haute-Garonne N° PMV-2021 GR 168

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, d'une modification de branchement gaz au droit du 19 avenue de Guiraudis à GRENADE par l'entreprise BOUYGUE E&S, représentée par M. MASSOL, pour GRDF, le LUNDI 10 JANVIER 2022.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Lundi 10 janvier 2022

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par L'entreprise BOUYGUES E&S , la circulation des véhicules *AVENUE DE GUIRAUDIS* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 21/12/2021

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 475/2021

Arrêté municipal de voirie portant permis de stationnement
sur le territoire de la Commune de Grenade.

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, suite à une demande de réservation de deux places de stationnement matérialisées au sol, en raison d'un déménagement par M. LEBON , au droit du N° 17 rue Roquemaurel à GRNADE entre le 14 JANVIER 2022 et le 23 JANVIER 2022.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 14/01/2022 au 23/01/2022, pour la durée du déménagement à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :
Le véhicule de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement au déménagement et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 21/12/2021

Le Maire, Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

476/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

N°46 rue Castelbajac (entre rue Gambetta et rue Victor Hugo)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de branchement aérien type 1 monophasé sur façades situé 46 rue Castelbajac rue Castelbajac, par l'entreprise DEBELEC pour ENEDIS, avec un camion-nacelle, le Lundi 24 Janvier 2O22.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Le lundi 24 JANVIER 2O22 entre 8h et 18h

Article 1 : MARDI 4 JANVIER 2022

Le stationnement sera interdit sur la portion de voie rue Castelbajac désignée ci-dessus

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 : CIRCULATION :

La portion voie rue Castelbajac **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

les places de stationnements matérialisées sur la chaussée, rues Castelbajac, seront neutralisées pour permettre la circulation des usagers..

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des

travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit », K8, signal d'une position des limites d'obstacles temporaire , K5a, signalisation de position des limites d'obstacles temporaires, M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 4:

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 21/12/2021
Jean Paul DELMAS ,Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune Grenade sur Garonne

N° 477 2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

---

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux d'aménagement de sécurité da la chaussée, voirie communale, rue des Bains Romains St Caprais, pour le compte de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans réalisés par l'entreprise EIFFAGE, représentée par M. DONZEAU, du 24/01/2022 au 11/02/2022

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Du 24/01/2022 au 11/02/2022

Article 1 :
Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par l'entreprise EIFFAGE, la circulation des véhicules *rue des Bains Romains, St Caprais* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :
Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 22/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune Grenade sur Garonne

N° 478 2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

---

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux création d'un avaloir, chemin de Piquette /rue Métairie Foch pour le compte de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans réalisés par l'entreprise EIFFAGE, représentée par M. DONZEAU, du 24/01/2022 au 11/02/2022

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Du 24/01/2022 au 11/02/2022

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par l'entreprise EIFFAGE , la circulation des véhicules *chemin de Piquette/rue Métairie Foch* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 22/12/2021
Le Maire, Jean Paul DELMAS
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade

N°479/2021

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande de l'entreprise EIFFAGE pour le compte de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans, de fermeture de la circulation rue CHAUPY, pour la réalisation de travaux ; création d'un caniveau à grille, entre le 24 JANVIER 2022 et le 10 FEVRIER 2022.

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :
24 JANVIER 2022 au 10 FEVRIER 2022

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La portion voie **sera fermée à la circulation** sauf, au véhicule de ramassage des ordures ménagères, au personnel de l'aide à la personne, personnes de chantier, et aux véhicules de secours.

CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 :
Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1

« stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 23/11/2021

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosans

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

°480/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

83 rue de la République

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux d'installation de la fibre par l'entreprise GFO représentée par M. MAGID DERAR, pour CIRCET FIBRE 31, au droit du 83 rue de la République à GRENADE le lundi 25/11/2021, entre 13h et 17h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Lundi 24 janvier 2022 entre 13h et 17h.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** rue de la République sur la portion de voie au droit du chantier citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion la rue de la République **sera fermée à la circulation** sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères, et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 22/12/2021

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°481/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

rues d'Iéna et Cazalès

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de création génie civil pour liaison chambre orange existante vers poteaux Enedis existants, rues d'Iéna, Cazalès par l'entreprise CIRCET et ses sous-traitants, pour FIBRE 31, du 17/01/2022 au 27/01/2022.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 17/01/2022 et le 27/01/2022

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** au droit du chantier en fonction de l'avancement des travaux.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La rue d'Iéna et la rue Cazalès seront **fermées à la circulation** en fonction de l'avancement de des travaux , sauf aux véhicules de ramassage des ordures ménagères, et scolaires, personnel d'aide à la personne, et aux véhicules de secours.

Article 3 :
Différentes déviations seront mises en place par le demandeur, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des

travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 28/12/2021

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosans.

Plan en annexe.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade/Gne

N°482/2021

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

23 allées Alsace Lorraine

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de raccordement fibre par l'entreprise BOUYGUES TELECOM, entre le 11/01/2021 et le 14/01/2022 pour une durée d'une heure.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Entre le 11/01/2022 et le 13/01/2022 entre 9h et 16h , pour une durée d'une heure

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par Le personnel de l'entreprise BOUYGUES TELECOM la circulation des véhicules ***ALLEES ALSACE LORRAINE (entre rue Gambetta et rue Roquemaurel)*** sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10, AK5, AK14, K5c….

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 28/12/2021

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté

De Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.